

INpreCOR

Numéro 300 du 12 au 25 janvier 1990 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

NUMERO SPECIAL
Les 15 ans d'Inprecor
entretien avec
Ernest Mandel



DOSSIER PALESTINE
Interview exclusive
de Georges Habache

ROUMANIE
La chute d'une dictature

TCHECOSLOVAQUIE
L'alternative

PANAMA
Injuste cause

SOMMAIRE DU NUMERO 300
du 12 au 25 janvier 1990

3
IVe INTERNATIONALE
Les 15 ans d'Inprecor
Entretien avec Ernest MANDEL

8
TCHÉCOSLOVAQUIE
L'alternative socialiste
Interview de Petr UHL

12
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
ALLEMANDE
Syndicats : dans l'attente du congrès
Pierre BERGERAC

14
Pour un congrès populaire
DOCUMENT

15
AMERIQUE CENTRALE
Un coup contre la révolution salvadorienne
Miguel ROMERO

16
Les accords de San Isidro
DOCUMENT

17
DOSSIER PALESTINE
L'an III de l'Intifada
Interview de Georges HABACHE

24
En guise de dialogue avec le Dr Habache
Salah JABER

26
Israël à l'heure de l'Intifada
Interview de Michel WARSHAWSKI

28
EN BREF
ETAT ESPAGNOL : Campagne d'insoumission
NICARAGUA : Que veulent les femmes ?

29
GLASNOST...

30
ROUMANIE
La chute d'une dictature
Interview d'Edith LHOMEL

36
PANAMA
L'injuste cause
Alfonso MORO

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Campagne d'abonnements pour Inprecor

Abonnez-vous, réabonnez-vous, vous verrez du pays, qu'ils disaient. Et, tant qu'à faire, abonnez vos collègues, vos amis, ou... vos enfants. Les résultats du questionnaire (voir ci-joint) révèlent qu'*Inprecor* est très apprécié par ses lecteurs, qui sont ses meilleurs défenseurs.

Vous avez été nombreux à nous écrire qu'il était dommage qu'un journal de qualité comme *Inprecor* n'ait pas une diffusion plus large et ne soit pas mieux connu. Qu'à cela ne tienne ! Nous avons donc décidé de lancer une campagne d'abonnements et nous comptons sur votre aide pour la réussir.

☛ Tout d'abord, nous avons mis au point une formule originale d'abonnement "à l'essai" pour vous permettre de faire découvrir cette revue à tous ceux qu'elle pourrait intéresser. Il vous suffit de nous envoyer leur adresse, nous leur ferons alors parvenir gratuitement deux numéros ; et ensuite, nous leur proposerons de s'abonner à un tarif promotionnel.

☛ En effet, pour les nouveaux abonnés, nous avons prévu un abonnement promotionnel à 250 francs pour un an (au lieu de 280 FF). Cette promotion sera valable jusqu'à la fin du mois de mai prochain.

☛ Autre nouveauté : les moins de 25 ans et les chômeurs pourront désormais bénéficier d'un abonnement promotionnel à 100 francs pour six mois (au lieu de 140 FF).

Revue militante, *Inprecor* vit de ses ventes, et *a fortiori* de ses ventes régulières. C'est pourquoi nous donnons tant d'importance aux abonnements. Donc, n'hésitez pas à éplucher vos carnets d'adresses pour nous envoyer des noms de personnes de votre entourage qui seraient susceptibles d'être intéressées par notre formule d'abonnement à l'essai et... abonnez-vous ou réabonnez-vous vous-mêmes.

Vous constaterez qu'à l'occasion de ce numéro spécial 300, nous avons modifié notre présentation en adoptant une nouvelle maquette qui tient compte de vos remarques et suggestions. Nous espérons qu'elle vous plaira.

La rédaction



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT

(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.

- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :

155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.

- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.

- Abonnement avion (Asie) :

195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.

- Pli fermé : France :

200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.

Autres pays (voie de surface) :

215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.

- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris



Abonnement promotionnel (250 FF, un an) ☐

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois) ☐

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits) ☐

Réabonnement ☐

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



Les 15 ans d'Inprecor

Entretien avec Ernest Mandel



INPRECOR a été fondé à un moment où la IVe Internationale et l'ensemble du mouvement marxiste révolutionnaire étaient encore dans la foulée des progrès importants réalisés après Mai 68. Le changement de la conjoncture objective, est manifeste après la défaite de la révolution portugaise et le début de l'onde longue dépressive de l'économie capitaliste internationale, entre 1974 et 1976. Mais les répercussions de ce changement dans le mouvement ouvrier, dans la classe ouvrière et dans l'avant-garde révolutionnaire ne se sont faites qu'avec un certain décalage.

Nous avons fondé *Inprecor* — et sa version anglaise *International Viewpoint* — dans l'idée qu'il fallait un instrument d'analyse politique pour influencer des couches plus larges d'avant-garde et pour construire notre propre organisation. C'était un double but. Pendant une première période, ce but a été en gros atteint, dans les limites des forces encore faibles de notre organisation, qui étaient cependant considérablement plus larges que celles d'avant 1968.

Le retournement de situation

Petit à petit, il y a eu un retournement de la situation dans l'avant-garde et dans le mouvement ouvrier. Laissons de côté pour le moment les nouveaux mouvements sociaux. Mais dans le mouvement ouvrier (au sens le plus large du terme) et dans le mouvement de libération nationale — le processus de révolution permanente — le retournement a été manifeste.

D'une part, la classe ouvrière des pays impérialistes est passée à la défensive, sous les effets de la crise économique, dès la deuxième moitié des années 70 et certainement dans les années 80. D'autre part, le processus de révolution permanente dans les pays du Tiers monde a connu une série de revers après la victoire de la révolution sandiniste en 1979.

Cette situation difficile a atteint son point le plus bas vers les années 1983-85. Le recul du mouvement ouvrier vers des luttes défensives était lié à des phéno-

mènes objectifs, notamment la montée du chômage. Il répondait aussi à des causes subjectives : une formidable campagne idéologique néo-libérale et néo-conservatrice de la bourgeoisie ; ses reflets dans le mouvement ouvrier, la capitulation de la quasi totalité des appareils bureaucratiques néo-staliniens et sociaux-démocrates devant cette offensive ; la difficulté pour les forces saines dans le mouvement ouvrier à se réorienter politiquement, stratégiquement et du point de vue de l'organisation des luttes, dans des conditions très différentes de la phase précédente qui avait été marquée notamment par une situation de quasi plein emploi.

La période de recul

Ce retournement de la situation a pesé sur tous les mouvements révolutionnaires, sur la IVe Internationale — et donc aussi sur *Inprecor*. Notre expansion s'est arrêtée. Nous avons même connu un certain recul qui s'exprime notamment par le vieillissement des cadres, la fatigue et un certain scepticisme y compris dans nos rangs, après vingt années de lutte à contre courant ; la baisse de la diffusion de nos publications, etc.

Dans une certaine mesure, cela reflète le fait non seulement que nous ne sommes pas une secte, mais que dans un certain nombre de pays, nous ne sommes plus des organisations groupusculaires, propagandistes. Les groupes de ce genre peuvent grandir, stagner ou reculer, indépendamment de ce qui se passe dans le monde réel. En raison de notre implantation dans la classe ouvrière et dans le mouvement de masse, nous sommes plus ou moins tributaires des fluctuations du mouvement réel, donc de forces plus larges. Là où celles-ci reculent, nous reculons également.

Bien qu'inévitable en partie, ce recul était aussi dû à une erreur grave que nous avons commise au niveau de la direction internationale. Nous avons fortement sous-estimé, dans la foulée de l'extension de notre mouvement après 1968, la nécessité d'une politique systématique de formation théorique, de renouvellement et de rajeunissement des cadres. Nous avons été trop spontanéistes à ce niveau. Nous avons cru que notre développement ap-

Inprecor est une revue militante, marxiste révolutionnaire, résolument engagée aux côtés de tous les exploité(e)s et opprimé(e)s du monde. Mais pour changer le monde, il faut d'abord le comprendre dans sa complexité, sa diversité, ses spécificités nationales, régionales, historiques, etc. C'est pourquoi *Inprecor* a la volonté d'apporter à ses lecteurs, avant tout, des faits, des informations de première main et des éléments d'analyse, plutôt que des réponses idéologiques toutes faites. *Inprecor* n'hésite d'ailleurs pas à ouvrir ses colonnes à d'autres organisations et militants engagés dans les luttes ainsi qu'à des chercheurs spécialisés dans tel ou tel domaine, même lorsque leurs opinions ne sont pas les mêmes que les nôtres. Telle a été sa ligne éditoriale depuis plus de quinze ans, depuis la parution de son numéro 0 (ci-dessus) daté du 1er mai 1974. Pour marquer son numéro 300 (nouvelle formule, 367 numéros au total), *Inprecor* s'est entretenu avec Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, sur les changements qui sont intervenus dans la conjoncture internationale depuis quinze ans ; l'évolution de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale ; les bouleversements dans les pays de l'Est, leurs répercussions sur la conscience des travailleurs ; l'avenir du projet socialiste et les conditions de lutte dans la période qui s'ouvre devant nous.

porterait automatiquement un développement parallèle de cadres et de dirigeants. Or cela s'est avéré faux. Nous nous sommes donc trouvés dans une situation où le même nombre — voire même un nombre légèrement moindre — de cadres devaient diriger des organisations qui s'étaient considérablement développées numériquement.

Cela a engendré une série de tensions. Moins sur le plan politique car, dans ce domaine, nous avons connu relativement peu de dissensions internes, par rapport à d'autres périodes, sans même parler de la situation du stalinisme, du maoïsme ou de la social-démocratie. Mais ces tensions et cette contradiction ont surtout pesé au niveau psychologique. Nous avons subi les conséquences inévitables de l'hyper-

activisme (quand on veut trop faire...); un sentiment partiel d'échec, etc. Nous avons donc eu beaucoup de difficultés à stabiliser des équipes de direction nationales et à les rajeunir.

Nous n'avons pris conscience de cette lacune qu'assez tardivement. Nous avons essayé de la surmonter en créant des instruments de formation permanente qui nous ont beaucoup servi. Nous avons également essayé de redresser cette situation par *Inprecor*, *International Viewpoint* et leur publication dans d'autres langues, ainsi que par les organes théoriques de l'Internationale. Nous avons lancé les camps internationaux de jeunes. Les résultats de ces efforts sont réels, mais modestes et n'ont pas totalement neutralisé les effets négatifs de ces phénomènes. ★

Les perspectives de construction dans la nouvelle conjoncture internationale

Cette seconde période est sans doute arrivée à sa fin. Nous entrons maintenant dans une troisième phase dont les contours commencent à se dessiner. Manifestement, le recul des luttes ouvrières est terminé. Nous assistons à une reprise, certes partielle, surtout en Europe occidentale. Dans les pays dits du Tiers monde, les luttes de masse connaissent une remontée spectaculaire, avant tout au Brésil, en Afrique du Sud, en Corée du Sud, en Algérie, etc., même si dans certains pays importants comme l'Inde ou l'Indonésie, la période de recul n'est pas encore achevée.

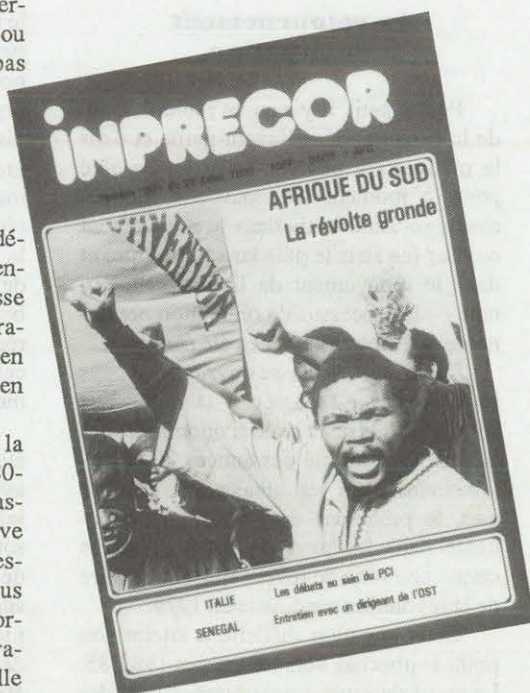
Le mouvement de masse à l'Est

Mais ce qui a changé le plus profondément la situation mondiale, c'est bien entendu la reprise du mouvement de masse dans les pays post-capitalistes bureaucratisés, d'abord en URSS, puis en Chine, en RDA, en Tchécoslovaquie et enfin en Roumanie.

Il est vrai qu'il y a eu entre temps la montée de Solidarité en Pologne en 1980-81, qui annonçait déjà ce qui allait se passer en 1989. Mais la défaite consécutive au coup d'Etat de Jaruzelski et la répression ont affaibli le mouvement. Nous avons eu raison de dire que sur le plan organisationnel, Jaruzelski ne pouvait écraser un mouvement de masse d'une telle ampleur. Mais, incontestablement, nous avons sous-estimé, à l'époque, les effets

désastreux de cette défaite au plan politique et idéologique, surtout à l'intérieur de la classe ouvrière,

Maintenant, pour la première fois depuis 1968 — et sur une échelle plus large — nous assistons à une reprise du mouvement de masse dans les trois secteurs de la révolution mondiale. Je pense donc que notre mouvement va connaître une nouvelle expansion, qui sera certes à la mesure de nos forces actuelles.



Nous abordons cette nouvelle montée du mouvement de masse avec des forces certes plus importantes qu'en 1968, mais plus faibles qu'en 1975. Il est évident que cette situation va partiellement limiter notre croissance qui ne sera pas aussi grande que ce qu'elle aurait pu être, mais sera réelle. Il ne s'agira pas d'une percée de masse, mais l'essor sera sans doute du même ordre que ce que nous avons connu après 1968 au niveau numérique, mais, en plus, avec une extension géographique plus importante et plus significative qu'à l'époque, ainsi qu'une implantation syndicale et ouvrière qualitativement supérieure.

D'ailleurs, nous disposons également d'atouts importants. Avant tout, le changement de composition sociale de toute une série de nos sections qui ont désormais une importante implantation ouvrière, salariée, syndiquée. Deuxièmement, dans une série de domaines clés, nous avons complété, affiné nos positions et nos analyses programmatiques. Par rapport à la période qui a immédiatement suivi 1968, il s'agit peut-être d'analyses et de textes moins globalisants qu'avant, mais plus sérieux, plus scientifiques, plus durables. Sans fausse modestie, on peut dire que c'est ce qu'on a fait de mieux dans les quinze dernières années dans le mouvement qui se revendique du marxisme à l'échelle mondiale. Il reste des domaines, notamment l'écologie, où nous avons encore beaucoup de retard et beaucoup à apprendre.

Transformation sociale et démocratie interne

Il faut aussi ajouter un autre élément que nous ne dominons pas encore totalement. La transformation de la composition sociale de nos organisations, leur "prolétarianisation", pose un nouveau problème.

À l'origine, beaucoup de nos sections étaient des organisations d'activistes révolutionnaires, en partie "détachés" de la réalité sociale de leurs pays. La référence, l'activité internationalistes — absolument nécessaires pour une organisation révolutionnaire — se substituaient aussi en partie à leur participation aux luttes de masse réelles de leurs propres pays. Leur croissance, leur transformation en organisations essentiellement composées de prolétaires "normaux", ayant une vie familiale, une activité syndicale importante, etc., et dont les rythmes de militantisme ne sont plus les mêmes, a été une reconversion difficile qui a eu des conséquences, notamment sur le fonctionnement interne de nos organisations.

Cela pose la question de l'essence ré-

elle — et non formelle — de la démocratie interne. La démocratie interne ne se mesure pas seulement par le nombre de rapports à un congrès ou par le nombre de pages des bulletins internes. Elle se mesure par la participation réelle — encore une fois, non formelle — de la base et surtout de la base ouvrière, à l'élaboration politique et aux décisions politiques. Et cela soulève beaucoup de questions que nous n'avons pas encore tout à fait résolues.

Le bilan des expériences précédentes, dans les IIe et IIIe Internationales, a été un

bilan de demi-échec. La croissance de masse de ces deux organisations a été accompagnée de phénomènes de bureaucratisation qui ont progressivement — et avec un certain décalage — réduit, puis étouffé, la démocratie ouvrière. Cela sera sans doute le test décisif de notre histoire. Serons-nous capables, dans les dix années à venir, de résoudre ce problème, de trouver le moyen de combiner la croissance de nos organisations avec le maintien et le renforcement de la démocratie interne, avec un effort constant d'éducation et de formation. ★

Une profonde crise idéologique, politique, stratégique et morale dans la classe ouvrière

Sur le plan idéologique, politique, voire même stratégique, la situation ne permet pas d'entretenir d'espairs quant au débouché à court terme de cette montée, à l'exception de quelques pays... et encore ! Tout cela reste marqué par l'absence d'une vision stratégique d'ensemble, d'un objectif radical, d'un "projet" de changement global de la société. Le ton général est profondément sceptique — mais il ne serait pas tout à fait juste de dire que c'est en fonction de l'influence de la bourgeoisie, même si cela ne change pas grand chose quant au résultat.

Crise de la perspective socialiste...

La classe ouvrière internationale est profondément troublée, pour ne pas dire traumatisée, par la banqueroute historique du stalinisme et de la social-démocratie, dans leurs promesses de construire une société fondamentalement différente de celle dans laquelle nous vivons : société injuste, inégale, lourde de catastrophes, que les masses rejettent, sans pouvoir définir par quoi la remplacer.

La crise de ce qu'on pourrait appeler la perspective socialiste, d'un projet de rechange global de la société, est une crise idéologique, politique, stratégique, morale, extrêmement profonde. Le mouvement de masse très prometteur que nous voyons se dessiner est donc — au moins dans sa première phase — axé sur des objectifs immédiats, qu'il croit pouvoir conquérir et qu'il conquiert parfois avec une rapidité et une énergie surprenante, et pas seulement dans les pays de l'Est.

Voilà le côté négatif, qui fait que sur le plan politique, théorique, stratégique,

nous devons mener une longue bataille contre le courant. La conclusion que l'on doit en tirer est que les aspects éducation, formation, défense du programme, des valeurs fondamentales du socialisme, doivent occuper une place plus importante qu'avant dans notre activité. Nous n'irons nulle part en nous cantonnant exclusivement aux revendications immédiates des masses. Certes, nous devons prendre part activement à ces luttes, essayer d'y jouer un rôle dirigeant. A ce propos, nous avons fait d'importants progrès grâce à notre implantation ouvrière et dans le mouvement de masse. Mais cela ne suffit pas.

Un contre-projet global de société n'est pas un produit automatique de la remontée des luttes. Nous avons là une tâche essentielle à accomplir. Et nous sommes pratiquement les seuls à pouvoir la réaliser, car on ne peut nous reprocher ni trahisons, ni crimes, ni mensonges. Nous avons un drapeau propre. Nous sommes les seuls à pouvoir prétendre, en tant que courant international, représenter la tradition du socialisme et du communisme, telle qu'elle avait été établie par les fondateurs du mouvement ouvrier moderne, du marxisme.

...Et possibilités nouvelles

Mais, d'un autre côté, au-delà de cette faiblesse profonde qu'il ne faut pas sous-estimer, nous avons un atout colossal qui modifie totalement la situation que nous connaissions jusqu'alors. La faillite du stalinisme, du post-stalinisme et du réformisme traditionnel ouvre aussi un espace très large qui échappe au contrôle des appareils bureaucratiques traditionnels. C'est la première fois qu'on connaît cette

situation depuis le début des années 20. La chape de plomb stalinienne et réformiste disparaît du mouvement de masse dans toute une série de pays. Ce qui libère donc en même temps des forces sociales très larges.

C'est l'explication commune de phénomènes tels la Pologne de 1980-81, le Brésil, la RDA, la Tchécoslovaquie, le Salvador, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, et, à une échelle plus modeste, la gauche syndicale en Europe occidentale, etc. Toutes ces forces sont profondément attachées à l'autonomie et à la démocratie ouvrière. Elles sont imprégnées d'un esprit anti-bureaucratique et anti-autoritaire et sont opposées aux manipulations, au "verticalisme", etc. Cela nous ouvre des possibilités très larges. Dans ces milieux-là, nous sommes comme un poisson dans l'eau. Nous pouvons y défendre notre programme dans son entièreté. Nous ne sommes ni réprimés, ni censurés, ni calomniés, et encore moins persécutés ou assassinés.

Des changements prometteurs

C'est une situation totalement nouvelle. N'oublions pas que, même en France, dans la Confédération française démocratique du travail (CFDT), chez ces grands défenseurs de la démocratie, dès que la gauche syndicale et combative que nous anomons a fait quelques progrès, la hache est tombée, on l'a expulsée. On nous a même traités de "moutons noirs". Ce genre de chose est pour le moment impossible dans le PT brésilien, impossible dans le mouvement de masse naissant en Corée du Sud, ou en Afrique du Sud, et surtout, c'est impossible en RDA, en Tchécoslovaquie et même en URSS, où les gens sortent d'une terrible expérience stalinienne et sont devenus ultra-sensibles à toute forme de répression dans le mouvement ouvrier.

Certes, tout cela n'est qu'un changement prometteur, rien de plus. Le reste dépend de nos capacités à intervenir dans le mouvement de masse, à pratiquer la politique de front unique, à n'être pas sectaires, à défendre et compléter notre programme... et aussi de notre force numérique car on ne peut croire qu'en fonction de ce qu'on est. Mais c'est une situation nouvelle dont notre mouvement, ni qui-conque d'ailleurs, n'a encore pris la réelle mesure. Paradoxalement, c'est dans les pays où le mouvement ouvrier semblait le plus affaibli, à cause de la crise du stalinisme, qu'existent les chances les plus grandes de voir se développer des mouvements de masse échappant au contrôle des appareils bureaucratiques. ★

L'évolution de l'économie capitaliste mondiale

L'économie capitaliste internationale est marquée depuis le début des années 70 par une onde longue dépressive qui continue à marquer le cycle industriel traditionnel. Beaucoup de personnes s'étonnent de la durée de l'expansion après la récession de 1980-82. Or ce qui caractérise le plus cette expansion, ce n'est pas sa durée, mais sa modestie.

Malgré la bonne conjoncture, le taux de croissance est beaucoup plus bas que lors des périodes de croissance des 25 années précédentes. Le chômage continue à s'accroître ; les contradictions inter-impérialistes s'accroissent. La crise économique dans les pays dits du Tiers monde atteint des proportions catastrophiques, sans commune mesure avec la situation des dix à quinze années précédentes.

Une issue à la dépression ?

En conséquence, un essor de l'économie capitaliste comparable à celui du boom des années d'après-guerre est pour l'instant totalement irréaliste. Autre chose est de savoir si, dans un avenir plus lointain, disons au XXI^e siècle, une telle expansion est possible. Mais il faut en marquer les conditions. Une prochaine récession est inévitable, même si on peut discuter de la date. Mais pour que le prochain cycle expansif qui suive cette récession puisse conduire à un nouveau boom du type 1948-73, deux conditions doivent être remplies.

La première serait une défaite très grave de la classe ouvrière des pays impérialistes. Dans l'ensemble des pays, la baisse du salaire réel des travailleurs n'a été que de 10 à 15 % sur quinze ans, ce qui ne suffit pas pour la bourgeoisie. Si dans les dix années à venir, cette baisse atteignait 30 ou 40 %, ce qui serait l'équivalent de la situation en Allemagne après la victoire du nazisme en 1933, alors il y aurait une remontée du taux de profit grâce à une remontée spectaculaire du taux de plus-value. Cela pourrait alors relancer le processus d'accumulation du capital productif — et non pas spéculatif — sur une grande échelle. Mais la seule remontée du taux de profit ne suffit pas. Il faut une deuxième condition : un élargissement spectaculaire du marché.

Cela peut se faire par deux biais. D'abord, l'apparition de secteurs de production de masse dont les ventes peuvent

jouer un rôle moteur pour l'ensemble de l'économie capitaliste, comparable à celui joué par l'industrie automobile et la construction immobilière pendant le boom d'après-guerre. C'est-à-dire, des marchandises qui trouvent plusieurs centaines de millions d'acheteurs à l'échelle mondiale. Pour le moment, on n'entrevoit rien de tel. Non pas par manque de nouveaux brevets, de nouvelles innovations technologiques, mais à cause d'un ensemble de facteurs économiques et sociaux. La grande majorité des ouvriers, même ceux qui sont bien payés, n'a pas les moyens de s'acheter des ordinateurs ou des téléphones à distance pour leur voiture. Et d'ailleurs, ils n'en voient pas l'utilité.



Le second biais pourrait être une expansion géographique qui implique une intégration *qualitativement* supérieure de l'URSS et de la Chine dans le marché économique mondial capitaliste. Il ne s'agirait pas alors de 6 milliards de dollars par an, mais de 60 ou 100 milliards de dollars par an d'accroissement des "échanges Est-Ouest". Ce qui paraît totalement irréaliste pour le moment. En dehors des pays de l'Est, les perspectives sont bouchées. On ne peut pas à la fois surexploiter les pays du Tiers monde — même les moins sous-développés, comme le Brésil ou la Turquie — et en faire des clients massifs. C'est là que réside toute la contradiction de la politique du Fonds

monétaire international (FMI) et de l'endettement de ces pays.

Ce qui serait plus utile pour le capitalisme international sur le long terme, serait au contraire d'augmenter les crédits et non pas de faire rembourser la dette. Mais qui pourrait faire cela dans un climat de concurrence inter-impérialiste exacerbée par la longue dépression et par l'absence d'une puissance impérialiste hégémonique qui puisse imposer sa loi ? Les Etats-Unis ne sont pas en mesure de le faire et le Japon n'est pas non plus prêt à s'engager dans cette voie. Quant aux impérialismes européens, et surtout l'impérialisme allemand, même s'ils semblent plus enclins à ce choix, ils n'ont pas les moyens d'une pareille politique à l'échelle mondiale et sont trop divisés entre eux.

Par conséquent, en ce qui concerne les ondes longues, aucune des conditions pouvant favoriser un boom économique, une sortie en douceur de la dépression actuelle, ne sont réunies. L'élément déterminant sera une fois de plus l'issue de la lutte des classes dans les pays impérialistes, en Europe de l'Est et en URSS, et dans les pays du Tiers monde. Malgré certains reculs et des défaites partielles, le mouvement ouvrier conserve sa capacité de lutte et de résistance. Les forces conservatrices de la bourgeoisie et de la bureaucratie ont fait une grave erreur de calcul en sous-estimant cette capacité de lutte.

Une période de crises et de luttes

Cela caractérise d'ailleurs la situation à l'échelle mondiale. Les ailes conservatrices de la bourgeoisie et la bureaucratie sont incapables d'imposer leur solution pour des raisons de faiblesse essentiellement objective. La classe ouvrière et ses alliés, ne sont pas encore en mesure d'imposer leur solution révolutionnaire, pour des raisons essentiellement subjectives. Nous resterons donc dans une longue période de crise et de luttes.

Au Tiers monde, dans un certain nombre de pays, la bourgeoisie, acculée par les émeutes de la faim et l'impasse de la dette, peut recourir systématiquement à la voie répressive et aux dictatures militaires. Mais, là aussi joue le facteur du rapport de forces. Dans une série de pays, le prolétariat s'est renforcé numériquement, a construit de puissantes organisations syndicales. L'impact électoral du mouvement ouvrier, sa capacité à mobiliser des alliés dans la paysannerie, dans les couches urbaines marginalisées, dans la jeunesse, etc. sont telles, que toute tentative de retour à des dictatures militaires ouvertes sera payée par la bourgeoisie.

plus haut prix. Y compris sur le plan économique : à savoir, l'impuissance, l'incapacité à gérer cette modification des rapports de forces au niveau des entreprises. Dans la mesure où, avec des régimes soit ultra-conservateurs, soit dictatoriaux, on marginalise une classe ouvrière de plus en plus combative, on se prive des moyens de contrôler au jour le jour ce qui se passe

dans les entreprises. On ne peut pas terminer une grève, parce qu'on a pas d'interlocuteur, et qu'on ne peut négocier. Le problème ne se poserait pas en l'absence de grève, mais s'il y en a... Donc la bourgeoisie est confrontée à un réel dilemme. Tout dépend encore une fois de l'ampleur du mouvement de masse et de l'impact d'une répression éventuelle. ★

Effondrement du stalinisme et lutte triangulaire à l'Est

L'effondrement de la dictature bureaucratique en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, et son affaiblissement en URSS doivent être compris dans tous leurs aspects contradictoires par notre mouvement. Nous sommes les mieux placés, par toute notre histoire et notre analyse théorique de ce qu'est la dictature bureaucratique, pour comprendre les termes réels de ce qui est cours dans ces pays. Il s'agit d'une lutte triangulaire entre trois forces sociales. Certes, selon chaque pays, cette lutte prend des formes politiques diverses, mais il faut la comprendre avant tout en fonction des mécanismes sociaux.

Les forces sociales en présence

Il y a trois forces sociales clés : la *nomenklatura*, c'est-à-dire les sommets de la bureaucratie, les couches socialement et matériellement les plus privilégiées de la bureaucratie ; la bourgeoisie petite et moyenne, appuyée par la bourgeoisie internationale ; la classe ouvrière. Toute vision de ce qui se passe dans ces pays qui, soit réduit tout à l'idéologie, aux proclamations, aux déclarations verbales d'intention, soit élimine le potentiel ou même l'intervention réelle de la classe ouvrière, est totalement fautive et conduit rapidement à des erreurs d'analyse complètes.

En nous basant sur l'expérience des précédentes crises de la bureaucratie, contrairement à d'autres, nous pensons que le noyau dur de la *nomenklatura* s'accroche à son pouvoir et à ses privilèges. Il peut manœuvrer, il peut se diviser, c'est certain. Aujourd'hui, une aile de la *nomenklatura* essaye de manière délibérée et spontanée de fusionner avec la bourgeoisie moyenne, de se transformer en entrepreneurs, et de fusionner avec le capital international. Mais il ne s'agit pas de l'en-

semble de la bureaucratie. Le gros de la bureaucratie s'accroche, pour une raison matérielle très simple : il n'espère pas faire mieux sous un régime capitaliste et encore moins sous la démocratie socialiste. Aucune couche dominante dans l'histoire ne s'est jamais faite *hara-kiri*.

Restauration du capitalisme ?

L'issue de cette lutte n'est pas prédéterminée. Même dans les pays comme la Pologne ou la Hongrie où cela semble déjà tranché au niveau idéologique. On peut proclamer dix fois que l'on veut restaurer le capitalisme, mais une chose est de le restaurer en parole, autre chose est de le faire dans les faits. Bien entendu, le danger est réel, surtout dans ces deux pays, mais nulle part encore le capitalisme n'est restauré dans les faits. La lutte décisive est encore devant nous.

Et là intervient la classe ouvrière. Car la restauration du capitalisme ne peut se faire qu'à son détriment, par un abaissement de son niveau de vie, par la perte de ce qui subsiste de ses conquêtes sociales, par une large injustice sociale, ainsi que par la réapparition de la pauvreté sur une échelle colossale, sauf peut-être en RDA, et encore. Tout cela provoquera une réaction et une crise morale terrible. En Pologne, il y a déjà cinq millions de personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, il y a des retraités qui ne peuvent même plus acheter du pain, etc. Une politique de plus en plus répressive existera sans doute dans ces pays contre des explosions de protestation. Des crises sociales et politiques très graves sont donc en gestation. Ce n'est qu'à l'issue de ces crises et de ces luttes que la question sera tranchée.

Nous pensons que la bureaucratie stalinienne et post-stalinienne n'est pas une

classe nouvelle. Elle n'a pas de racines profondes dans la société, ni une légitimité sociale propre, ni même la conscience d'une telle légitimité (ce qui explique d'ailleurs beaucoup de choses qui se passent aujourd'hui). Donc c'est tout le contraire d'une classe sociale, et son renversement, une fois que les masses agissent, sera relativement facile, ce qui ne l'empêche pas, cependant, de s'accrocher au pouvoir.

En dernière analyse, tout tourne autour du degré de mobilisation, d'auto-organisation et de conscience des masses dans ces pays. Mais la situation est contradictoire. En terme de mobilisations, je pense que nous aurons encore d'heureuses surprises et qu'il y aura des explosions de luttes de masses comme on n'en a encore jamais connues dans l'histoire.

Au niveau de l'auto-organisation, l'image est déjà moins positive. L'auto-organisation n'est pas seulement fonction de l'ampleur de la mobilisation mais aussi des buts. Et lorsque les buts ne sont pas clairs et que les succès de la première phase sont aussi rapides que cela, les gens ne voient pas très bien pourquoi et comment s'organiser. Ils s'organisent avant tout par méfiance envers les dirigeants.

L'une des tâches principales de l'extrême gauche dans ces pays est, par conséquent, d'avancer et de faire progresser les idées de comités de bases, de conseils, mais aussi de révocabilité des élus. Ce qui correspondrait d'ailleurs à l'état d'esprit de méfiance de la population. Elections au suffrage universel, oui, mais avec révocabilité des élus. Cela changerait déjà la situation.

Ni despotisme bureaucratique ni despotisme du marché ?

Le troisième facteur, le plus important, est le manque de direction révolutionnaire et d'une conscience précise des buts. Dans ces circonstances, il est évident que le niveau de vie des pays impérialistes et les modèles sociaux-démocrates exercent une attraction importante.

Pour que les deux premiers facteurs neutralisent le troisième, il faut du temps. Il faut élaborer un modèle alternatif d'orientation économique. Théoriquement, programmatiquement, c'est déjà clair : ni despotisme bureaucratique, ni despotisme du marché. Mais il faut surtout que cela puisse s'incarner. Il faut un début de lutte pour la réalisation de ces objectifs, pour que cette alternative puisse réellement peser. ★

29 décembre 1989

Propos recueillis par Erdal Tan

Une époque de responsabilité nouvelle

L'écroulement de la dictature post-stalinienne et le brusque accès à la vie politique de centaines de millions d'hommes et de femmes des pays de l'Est (voire de milliards avec la Chine, demain) est certainement l'événement majeur de cette deuxième moitié du XXe siècle. Ses conséquences, à l'Est comme à l'Ouest sont encore difficiles à mesurer. Une chose est certaine : il ne sera maintenant plus possible aux gouvernements occidentaux de justifier leur politique impérialiste au nom de la défense du monde "libre".

De fait, une époque bien pratique de complicité s'écroule, où chaque "super-puissance" pouvait justifier ses propres "péchés" en raison de ceux des autres. La division en deux camps divisait bien sûr les Etats, mais aussi les sociétés, voire les mentalités. Un terrorisme (physique ou politique, suivant les pays et les époques) obligeait les citoyens à se "définir" et toute l'astuce des gouvernements en place était de contraindre leurs opposants à se déclarer partisans de "l'autre" camp : à l'Ouest, on accusait les marxistes de défendre le goulag, à l'Est, les militants des droits de l'homme d'être stipendiés par l'impérialisme.

Ce monde manichéen avait une fonction : celle de déresponsabiliser ses opposants en les jetant dans les bras de l'ennemi. Et, chaque fois que le pouvoir réussissait à le faire, il les rendait partiellement inoffensifs : l'ancien secrétaire du Parti communiste tchèque, Husak, aurait bien aimé n'avoir pour ennemis que les amis de Pinochet...

Maintenant, une époque de responsabilité nouvelle s'ouvre : il ne s'agit plus seulement d'avoir le courage de défendre son droit à la parole (et celui des autres), d'expliquer ce que l'on combat, mais de commencer à définir ce pour quoi on lutte. ★

L'alternative socialiste

Membre de la IVe Internationale, Petr Uhl a eu un double courage : celui d'être à la fois militant des droits de l'homme (à une époque où ils étaient beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui) et celui de refuser "l'autre" camp. Il aura été le premier condamné après l'intervention soviétique d'août 68, comme il sera un des derniers à sortir de prison en novembre 1989. *Inprecor* l'a interrogé sur la situation et les perspectives politiques, aujourd'hui, en Tchécoslovaquie.



INPRECOR : *Peux-tu expliquer comment as-tu toujours réussi à affirmer contre vents et marées que tu luttais contre le système stalinien, non pas malgré mais à cause de tes convictions communistes. Et, dans quelle mesure as-tu pu convaincre ?*

Petr UHL : Lors de la réunion des anciens prisonniers politiques des années 50, dont la plupart sont très anti-communistes, je me suis déclaré trotskyste, marxiste-révolutionnaire. Je leur ai expliqué que c'était cette conviction marxiste qui constituait la force motrice de mon engagement : il n'y a pas de socialisme à mes yeux sans droits de l'homme. Apparemment, mon marxisme n'a pas été considéré par le système comme circonstance atténuante, comme en témoigne le temps que j'ai passé en prison au cours des vingt dernières années. Bien sûr, on peut toujours croire que mon marxisme est une curiosité ou révèle une pensée fausse. Mais il est plus difficile de le penser de mon activité : les tracts, l'organisation des jeunes à la fin des années 60, puis mon engagement dans la Charte 77, le Comité de défense des personnes injustement emprisonnées (VONS) et la lutte pour l'élargissement de la pensée libre. Tout cela est généralement reconnu. On respecte alors ce qui motive ce type d'activité, qu'il s'agisse de croyances religieuses ou de convictions marxistes.

Nous sommes en effet très différenciés. Il y a ceux qui voyaient dans la Charte un pas en direction de la révolution politique — c'était mon cas ; d'autres y voyaient un moyen de propager la parole du Christ... Je les respectais, comme ils me respectaient. C'était un véritable laboratoire de tolérance entre les différents

points de vue de ceux qui étaient, en pratique, engagés dans la lutte. A l'extérieur, c'était moins le cas.

◆ *Je comprends ce que tu dis pour la période passée, pour les militants de la Charte. Mais en est-il, ou en sera-t-il, encore de même pour la masse de gens qui émergent à la vie politique ? Tu es un de ceux qui a fait le plus de prison...*

Neuf ans... Quatre pour trotskysme et cinq pour les droits de l'homme, pour la Charte (et je ne compte pas le dernier séjour de huit jours en prison, et les multiples arrestations de 48 heures...).

◆ *Mais ne penses-tu pas que ton marxisme persistant te sera reproché : on y verra une incapacité congénitale à rompre radicalement avec le système, alors que les anti-communistes, eux, apparaissent en rupture absolue ?*

Mais ce n'est pas vrai : ils ne créent pas la rupture absolue dont tu parles. Au contraire, beaucoup d'entre eux sont partisans d'un système autoritaire. Ils veulent calmer la montée révolutionnaire pour qu'on puisse faire la réforme économique. Et puis, il y a une course aux postes de ministre ou de député, avec des procédés anti-démocratiques... Pour l'instant, je critique cela d'une manière, disons... "polie", parce que l'ancien régime n'est pas encore battu. Mais n'est-ce pas la preuve que mon marxisme est plus radical que leur anti-communisme ?

Je vois là quelque chose de très important, du point de vue de mes convictions : il y va de l'émancipation de l'individu, du renversement de l'objet en sujet, pas seulement sur le plan économique mais aussi politique. Je ne veux pas discuter des mots "socialisme", "marxisme", mais de

l'émancipation de l'homme comme condition de l'émancipation de la société.

◆ *En URSS, beaucoup de gens veulent défendre les intérêts des travailleurs, lutter contre la corruption croissante ; une grande partie d'entre eux est partisane du socialisme. Malheureusement, leurs porte-parole sont trop souvent liés — directement ou pas — à l'appareil. Beaucoup de gens luttent aussi pour les libertés démocratiques, la souveraineté nationale, le droit à l'initiative et à la responsabilité. Hélas, leurs porte-parole disent généralement que, hors du développement d'un marché capitaliste, il n'y a point de salut !*

Le drame de la situation en URSS, c'est que ceux qui rejettent consciemment à la fois l'issue capitaliste et l'issue conservatrice sont peu nombreux. Qu'en est-il en Tchécoslovaquie ?

Mon opinion est que le marché doit pouvoir se développer encore en Tchécoslovaquie. Ceci peut éventuellement apparaître comme une régression par rapport à l'idéal communiste d'une société sans classe, mais cela me semble être une étape inévitable aujourd'hui. Je suis évidemment partisan d'un plan démocratiquement élaboré qui décide des grands équilibres, mais on doit se garder de l'illusion qu'il pourrait régenter la production dans ses moindres détails. Seul un marché peut permettre une véritable liberté de choix au consommateur pour ses chaussures, ses cravates, etc.

Tu me diras que c'est un problème de savoir jusqu'à quel niveau le marché peut imposer ses lois, combien de travailleurs peuvent être employés par entreprise dans le secteur privé, etc. C'est difficile de codifier tout cela, mais selon moi, précisément parce que je considère indispensable un certain développement du marché, il faut attacher une grande importance au problème du contrôle démocratique, aux formes pratiques d'exercice de l'autogestion ouvrière. C'est encore plus vrai quand il s'agit des investissements de capitaux étrangers : la Pologne a dû recevoir un apport étranger colossal pour avoir tant de dettes ; apparemment, faute de contrôle de la part des travailleurs (et des consommateurs), cela lui a peu profité.

Malheureusement, une conception un peu articulée de l'autogestion économique et politique n'est guère répandue en Tchécoslovaquie. En ce qui concerne l'autre conception, celle qui vise à privatiser la production moyenne et grande, elle a été plusieurs fois évoquée, mais jamais discutée frontalement. On va commencer

à en parler davantage pour la campagne des élections législatives et cela continuera après. Tous les partis politiques qui viennent de se créer devront se prononcer sur cette question-là. Quant aux travailleurs dans les entreprises, je suis convaincu qu'ils s'opposeront à la privatisation et à la domination de l'économie tchécoslovaque par l'économie occidentale, si elle attaque leur niveau de vie et leurs conditions de travail, et produit une différenciation sociale. Je pense que là, la lutte pour le socialisme va enfin commencer.

La question de la propriété des moyens de production, du pouvoir d'en disposer, est très importante pour moi. Un jour, après ma dernière sortie de prison (mon dernier séjour, celui du 26 no-



vembre), j'ai assisté à la réunion du Plénum du Centre de coordination du Forum civique à Prague (le Conseil n'existait pas encore) où a été adopté son programme (1). J'ai voté contre ce programme — nous étions quatre à le faire —, il y a eu cinq abstentions et soixante votes pour. J'étais contre essentiellement à cause d'une phrase, celle stipulant que toutes les formes de propriété des moyens de production sont égales. Alors je me suis demandé si la forme de propriété où le Bureau politique (ou la direction du parti ou de l'Etat) décide de tout et prive de pouvoir les gens qui travaillent était égale à celle d'une coopérative qui emploierait, par exemple, une vingtaine de personnes décidant ensemble du produit, de leur conditions de travail, etc. Si ces deux formes sont égales, alors le vol et le crime sont égaux au travail honnête. Et moi, je ne peux pas être d'accord. Bien sûr, formulé ainsi, personne en Tchécoslovaquie

n'accepterait que toutes les formes de propriété soient égales. En vérité cette formulation est là pour légitimer la propriété privée...

◆ *Tu as fait semblant de ne pas comprendre...*

Bien sûr ! Alors, chose curieuse, c'est entré dans le projet de future Constitution, d'une façon encore plus étrange. Imagine-toi qu'on ne parle pas du tout du système politique, à la limite cela pourrait être une monarchie ; on ne parle pas de l'Assemblée fédérale, des élections, du président de la République, mais en revanche, la phrase sur l'égalité des formes de propriété des moyens de production est là. On ne l'a pas oublié, elle. Il faut croire qu'on y tenait. Ceci dit, je pense que la grande majorité est clairement contre la privatisation des grandes entreprises. Des doutes subsistent pour les entreprises moyennes et presque tout le monde, moi y compris, est pour la liberté d'entreprise pour les artisans, les entreprises familiales, etc. C'est presque une nécessité technique. Je le répète, le problème réel ne réside pas dans le nombre d'ouvriers ou d'employés qui pourraient travailler dans ce secteur, mais sous quel contrôle l'économie va s'ouvrir aux capitaux de l'Occident. C'est là le danger réel, parce qu'en Tchécoslovaquie, nul n'a les moyens d'acheter les entreprises.

◆ *Malgré ta divergence, tu es membre du Conseil du Forum démocratique...*

Non, du Conseil de coordination du Forum civique. Ton lapsus est intéressant parce que, tu sais, notre Forum n'est pas trop démocratique. Il est civique et même civique amateur, mais pas vraiment démocratique. Ceci étant, deux jours après le débat sur le programme, je lisais dans une autre déclaration du Forum civique qu'aucune personne en accord avec le programme ne pouvait être exclue du mouvement. Alors j'ai demandé : doit-on comprendre, réciproquement, que toute personne en désaccord avec le programme est exclue du mouvement ? En fait, tout le monde sait que je suis contre cette phrase et malgré cela j'ai été élu, hier, au Conseil du Forum civique [instance de coordination du Forum qui comportait, à ce moment, 31 membres, ndlr]. De plus, je ne suis pas le seul contestataire, dans le collectif d'une centaine de personnes qui compose le Forum Civique, il existe une petite gauche qui va bien sûr s'opposer à cette thèse.

1) Voir le programme du Forum civique dans *Inprecor* numéro 299 du 12 décembre 1989.

◆ *Tu viens de donner un grand entretien à Tvorba (2) sur l'Alternative de gauche. Quels sont les différents regroupements qui s'opèrent et quelle sera la place du Forum civique pour les prochaines élections ?*

L'Alternative de gauche a été créée avant le 17 novembre (3). Nous n'avons édité nos thèses qu'après, mais elles avaient été écrites avant. Chose curieuse, nous les avons votées le 18 novembre, quelques heures avant mon arrestation. L'Alternative de gauche, comme les Enfants de Bohême — monarchistes — ou l'Association des anarchistes, fait partie de cette floraison de nouveaux regroupements assez marginaux qui surgissent par dizaines dans tout le pays. Plusieurs groupes sont plus importants, ont des centaines, voire des milliers de membres : la social-démocratie qui a trois, et même quatre groupes si on compte la Slovaquie ; le Parti vert, ou plutôt les partis verts ; le Parti chrétien démocrate ; et pour finir le Parti démocrate libéral qui s'intitule Initiative démocratique. Ces derniers sont des libéraux, qui s'appellent eux-même ainsi et qui sont, à mon avis, les plus dangereux. Ils tiennent absolument à être partie intégrante du Forum civique et veulent avoir un membre dans le Conseil. Ils viennent de l'obtenir et quelqu'un m'a fait aujourd'hui une remarque amusante : tout le monde est en pull et se tutoie, mais ces Messieurs, eux, portent cravate et disent "vous". Ils sont plutôt ressentis comme un objet un peu étrange. Mais tout le monde les respecte.

Les grandes luttes commenceront pendant la campagne pour les législatives. Mais je vois un autre danger pour le Forum civique, celui de répéter le processus électoral des Polonais. En Pologne cela n'était pas une faute, mais, vu les circonstances, une nécessité ; or nous, ici, rien ne nous oblige à refaire un vote à la polonaise, c'est-à-dire à présenter un seul candidat pour le Forum civique par circonscription. Dans ce cas aucun autre candidat n'aurait de chance. On pourrait plutôt ne présenter nulle part de candidat du Forum *es* qualité et soutenir tous ceux qui se réclament d'un système démocratique, au sens général du terme. On pourrait aussi présenter plusieurs candidats du Forum civique, trois ou quatre représentants des différents partis ou opinions. Bien sûr, dans ce cas encore, les partis

non reconnus par le Forum auraient fort peu de chance.

◆ *Tu veux dire qu'il s'agirait soit de partis liés à l'ancien système, soit d'extrême droite, voire fascistes ?*

Il faut faire attention, avant d'éliminer d'office tout ce qui est de près ou de loin lié à l'ancien système. Si tu prends, par exemple, le Parti socialiste et le Parti populaire, ils étaient bien sûr liés à l'ancien système puisqu'ils en étaient partie intégrante ; mais on ne peut pas les jeter dehors, parce que c'étaient nos alliés dès le début. Ces partis, à des moments différents d'ailleurs (les socialistes nous avaient aidé avant novembre), ont déjà fait des purges en leur sein. Même au sein

du Forum civique et les membres du PCT. Dans le Centre de coordination, à Prague, il n'y a pas, que je sache, de membres du Parti. Il y en avait au début, mais ils sont devenus ministres : Komarek par exemple. En revanche, en province, des membres du Parti sont très souvent à la direction des forums civiques locaux ; et c'est même le Forum civique qui a proposé des membres du PCT pour composer le dernier gouvernement fédéral.

En bref, le Forum civique doit être le garant de la démocratie des futures élections, participer à toutes les commissions de préparation et de dépouillement, il doit permettre un contrôle populaire d'en bas, mais ne pas se comporter en parti politique, ce qu'il n'est pas. Ce serait une faute et une faute grave. Cette faute est liée à la

volonté de beaucoup de pénétrer dans le système tel qu'il est : on voit maintenant que la revendication initiale, « nous ne voulons pas que le ministre de l'Intérieur soit membre du PCT », a été vite remplacée par « nous voulons que tel ministère soit occupé par Monsieur X ». Et même, au début, ce Monsieur X qui n'était pas chez nous est devenu un Monsieur Y qui, lui, y était. On propose maintenant nos propres candidats pour être députés de l'Assemblée que l'on devra coopter pour une période courte, six mois peut-être. C'est une situation anti-démocratique parce que personne ne peut les révoquer, puisque personne ne les a élus, alors que les vieux députés sont, eux, révocables par leurs électeurs. C'est quand même paradoxal !

◆ *Peux-tu préciser ce qu'est la réalité du Forum civique ; qui peut en faire partie ? Quel est son lien avec ce qui se passe dans les entreprises ?*

Je pense que nous traversons actuellement une période révolutionnaire. Il n'y pas de codification précise. Le Centre de coordi-

nation du Forum civique à Prague, ce sont pratiquement les 31 membres du Conseil plus l'appareil, si j'ose dire, c'est-à-dire les gens qui aident sans être payés. Soit 100 ou 200 personnes. Ce Centre s'appuie

2) Tvorba, hebdomadaire culturel lié au Parti communiste tchèque, autour duquel des intellectuels communistes critiques ont formé un club marxiste indépendant (voir *Inprecor* numéro 299 du 12 décembre 1989).

3) Voir le programme de l'Alternative de gauche, dans *Inprecor* numéro 299 du 12 décembre 1989.

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 258
1er février 1988

Vingt ans
après
le Printemps
de Prague

Réformes
"d'en haut"
ou
démocratisation
"d'en bas"

68-88
TCHECOSLOVAQUIE

TURQUIE
L'ordre et la stabilité
régne

BOLIVIE
Le féminisme
à l'épreuve
des Andes

ETATS-UNIS
Contrats collectifs
dans l'automobile

15FF-4FS-85FB





68-88

TCHECOSLOVAQUIE

du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) s'est formé un courant comme le Forum démocratique. Je ne sais pas combien ils sont, mais tout en restant à l'intérieur du PCT, leurs mots d'ordre et leurs conceptions sont assez corrects, vraiment démocratiques et je pense qu'ils ont leur chance pour les prochaines élections, surtout s'ils se démarquent du PC. Mais, à ce moment-là que restera-t-il de l'ancien PCT ? Un mot encore, avant d'en revenir aux élections, sur les rapports entre le

sur les Forums civiques dans les quartiers, (il y a dix arrondissements à Prague) et sur le Centre de coordination de la ville de Prague qui est distinct du nôtre. En province, la situation est très inégale. Par exemple, dans certaines localités ou entreprises, un tiers des gens se sont déclarés membres du Forum civique. Ailleurs, le Forum n'est constitué que de quelques individus, mais le nombre de gens qui viennent aux réunions montre qu'il dispose d'un réel soutien. Il existe aussi des Forums civiques dans l'armée.

◆ Et les comités de grève ?

Plus de 10 000 comités de grève ont vu le jour en Tchécoslovaquie, et sont parfois parallèles au Forum civique dans l'entreprise, parfois identiques. Une Association des comités de grève s'est constituée dont la fonction est un peu différente du Forum : ils ont une ligne syndicaliste, non pour lancer maintenant des grèves, mais afin de maintenir, en quelque sorte, un état d'alerte. Les comités de grève se sont fixés la tâche de faire une purge dans les syndicats. Le Conseil central des syndicats est tombé ; il a été remplacé par un Comité d'action qui a voulu réformer les syndicats, mais les travailleurs ne l'ont pas accepté. Ils vont former une autre structure syndicale, en utilisant bien sûr les anciens bâtiments et l'infrastructure. Ils veulent récupérer ce qui leur appartient mais changer de statut et ne pas se contenter de changer le personnel comme le voulait le Comité d'action. C'est une ligne syndicaliste très proche de l'autogestion.

Un an ou six mois auparavant, toutes les entreprises tchécoslovaques sont devenues des entreprises d'Etat. Ce ne sont plus des régies nationales, mais elles disposent de statuts qui leur accordent plus d'autonomie qu'auparavant. La dépendance directe vis-à-vis du ministère a été remplacée par une double dépendance de la direction vis-à-vis du ministère et des travailleurs. A été formellement installé un système de contrôle ouvrier baptisé "autogestion". Il pourrait être efficace si les travailleurs y croyaient réellement. Mais, en général, ils l'ont interprété comme un "truc" de l'Administration, alors s'ils ont élu quelqu'un, ils l'ont fait avec beaucoup de méfiance. Cependant, dans certaines entreprises, très minoritaires — 5 ou 10 % —, des Conseils ont été démocratiquement élus, qui coïncident maintenant avec le comité de grève. Et là où ce n'est pas le cas, il arrive souvent que les comités de grève veulent faire une purge dans l'autogestion et remplacer tout le système. Ceci dit, comme les esprits sont maintenant davantage po-

larisés par ce qui se passe sur le terrain strictement politique (élections présidentielle, législatives, etc.), tout ceci échappe un peu à l'attention générale.

◆ Y-a-t-il une représentation des comités de grève dans le Forum civique ?

Oui. Tout d'abord, dans le Centre de coordination du Forum civique de Prague, le Conseil, s'est créé une commission dénommée "Liaison avec les ouvriers", dont le responsable est un membre du Conseil. De plus, dans le Conseil lui-même, il y a un représentant des ouvriers. Malheureusement, c'est l'ami d'un autre ouvrier, devenu entre-temps ministre du Travail et des Affaires sociales, Petr Miller. Or, ce ministre me semble pour l'instant un peu démagogue. Il n'y a donc pas de représentant direct de cette Association des comités de grève. Bien sûr, il existe des contacts avec ces Comités. Les étudiants aussi ont un représentant dans le Conseil, les représentants de la culture également.

Ceci dit, il n'existe pas, pour le moment, de clivage entre un courant qui serait civique ou politique et un courant plus directement lié aux ouvriers. Nous travaillons tous ensemble.

◆ C'est une question-clé. Je crois qu'on peut dire qu'en Pologne, en revanche, il y a séparation, si ce n'est encore rupture, entre le courant "politique" qui est maintenant au gouvernement, si ce n'est au pouvoir, et une aile de Solidarité plus directement liée aux entreprises.

Pour l'instant, dans les usines, les ouvriers sont davantage préoccupés par l'élection de Havel, par exemple, que par des questions directement économiques ou sociales. Il faut dire que chez nous la situation économique n'est certes pas brillante, mais est loin d'être aussi préoccupante pour les travailleurs qu'en Pologne.

◆ Tu as parlé tout à l'heure du Parti socialiste. Peux-tu le caractériser ?

Le Parti socialiste n'est pas trop socialiste ; c'est un ancien parti socialiste-national. C'est l'ancien parti de Benès qui se réclamait toujours de Masaryk, tandis que Masaryk lui-même soutenait la social-démocratie (4). Il se situerait entre un Parti social-démocrate et un Parti libéral. Il a toujours été un parti de l'intelligentsia, des ouvriers qualifiés, des artisans et des professions libérales de tendance socialisante. On dirait maintenant partisans du "modèle suédois", si tant est que ceci

ait un sens. Ils étaient 18 000 environ, avec 16 députés exactement. C'était avant le 17 novembre. Aujourd'hui, ils sont le double, le triple, je ne sais pas. C'est un boom !

Le Parti social-démocrate peut être plus intéressant. Il s'est renouvelé maintenant, ou est en train de le faire. Il renvoie à de vieilles traditions bien plus à gauche que le Parti socialiste. Tu vois, c'est le contraire de l'Ouest !

◆ Tu évoquais tout à l'heure une attitude relativement ouverte du Forum civique vis-à-vis du Forum démocratique, ce regroupement au sein du PCT. Comment l'interprètes-tu ? Est-ce une volonté de compromis ou une distinction faite entre bureaucrates et stalinien d'un côté, et membres du PCT reconnus comme honnêtes ?

C'est difficile à interpréter ; la volonté de compromis est plus grande à Prague, alors qu'en province, un autre problème se pose : très peu de gens qualifiés sont à même de prendre des responsabilités, ce sont donc des membres du Parti qui apparaissent. Des frictions se manifestent et les plus anti-communistes disent que ceux qui étaient au PCT n'ont pas le droit d'être dans le groupe dirigeant du Forum civique... De telles opinions n'existent pas à Prague.

◆ Comment vois-tu ton activité maintenant ? Militant au Forum civique, et en même temps initiateur de l'Alternative de gauche et militant trotskyste. Ça ne te pose aucun problème ?

Il n'y a pour moi aucune contradiction. D'autres courants sont aussi représentés au Forum ; et même quand ils sont importants — ce qui est loin d'être notre cas — ils ne veulent pas y être comme individus, mais comme courant. Cela peut poser problème car nous ne voudrions pas que le Forum civique devienne un Front national bis. Ceci dit, j'ai très peu de temps pour m'occuper de l'Alternative, ce sont plutôt mes camarades qui le font. J'espère que dans quelques semaines, quand les choses seront moins chaotiques au Forum (et aussi à notre agence d'informations sur l'Europe de l'Est, WIA), je pourrais davantage y militer. Ceci nous permettra de participer à la campagne électorale. Le but étant de propager nos idées devant le grand public, pour pouvoir influencer un peu le développement politique et surtout économique. C'est important qu'émerge une force capable de mon-

4) Voir *Inprecor* numéro 299 du 12 décembre 1989.

trer les dangers qui découlent des conceptions pro-capitalistes (encore que cette caractérisation me paraisse trop simplifiée). Bien sûr, leurs partisans ne peuvent pas (pas encore ?) aller très loin : ils doivent respecter une certaine idée de la justice sociale, des droits des travailleurs, etc. Notre rôle, en tout cas, sera de veiller au maintien de ce respect, en défendant tout ce qui va dans le sens de l'auto-organisation des producteurs.

◆ *Mais, du point de vue pratique, comment faire connaître vos positions ? Pour l'instant l'Alternative de gauche n'a pas les moyens d'avoir une presse régulière qui lui soit propre. Inprekor tchèque va continuer, mais ne peut remplir cette fonction : c'est une revue de la IVe Internationale en tchèque. Ce n'est pas une revue issue du pays, même si elle donne beaucoup de place à des contributions venues de Tchécoslovaquie même. N'y aurait-il pas moyen, en travaillant de façon unitaire avec d'autres groupes qui ne partageraient pas nécessairement toutes vos opinions, de se mettre d'accord pour faire apparaître quelque chose de pluraliste dans un cadre, disons socialiste général ?*

Nous y avons pensé. Nous avons déjà entamé des contacts avec un groupe qui s'appelle Forum socialiste. Mais c'est un groupe encore plus petit que nous... Bien sûr il y a aussi le Forum démocratique, composé de militants du PCT qui, lui, est infiniment plus grand. Le problème est que dans cette affaire, nous ne voudrions pas perdre notre âme, si j'ose dire. Nous sommes petits, mais notre force politique réside dans le fait que personne de chez nous n'est lié à l'ancien régime. Beaucoup d'entre nous (et pas seulement moi) ont souffert et ont été réprimés. Nous, nous pouvons dire : prenez ensemble nos idées et la façon dont nous avons conduit notre vie. Outre une logique politique, ceci représente une force morale dont les militants du Forum démocratique ne pourraient se flatter. Tu vois, nous devons être prudents. Il se poserait moins de problèmes avec les sociaux-démocrates. Mais ils sont en pleine réorganisation et il y a pas mal de problèmes non résolus entre eux.

Maintenant, tout va vite, très vite. Et des réponses très précises sur les alliances seraient maintenant illusoires. ★

Prague, 24 décembre 1989
Propos recueillis par
Hubert Sandor et Catherine Verla

Syndicats : dans l'attente du congrès

La table ronde entre le gouvernement et les formations d'opposition reprendra le 15 janvier. Le Premier ministre, Hans Modrow, du Parti de l'unité socialiste (SED), a de plus en plus de mal à se faire reconnaître par la population, très méfiante vis-à-vis de tout ce qui touche de près ou de loin à l'ancien pouvoir. Ainsi, le 11 janvier, des milliers d'ouvriers ont débrayé pour exiger l'accélération de la démocratisation. Autre illustration de la mobilisation dans les entreprises : la prochaine tenue d'un congrès extraordinaire de la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB) dont l'ancienne direction a dû démissionner sous la pression de la base.

Pierre BERGERAC



« NOUS SOMMES le peuple ! » criaient les millions de manifestants début novembre. Comment le séisme qui a secoué la République démocratique allemande (RDA) aurait-il pu épar-

agner le syndicat unique, la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB) et ses neuf millions de membres ?

Malgré son nom, la FDGB n'était en fait qu'un instrument de contrôle et d'encadrement aux mains du Parti de l'unité socialiste (SED). De mémoire d'ouvrier est-allemand, il ne s'est jamais battu pour des augmentations de salaires ou la réduction du temps de travail. Mais l'adhésion, très fortement recommandée, rendait aussi la vie plus facile. Pourquoi se mettre à dos ceux qui gèrent l'assurance maladie, statuent sur la reconnaissance des accidents du travail, attribuent les cures médicales et les places dans les centres de vacances (enjeu permanent car il en existent aussi bien d'excellents que d'exécrables), organisent les activités culturelles, les loisirs, etc., le tout sur le temps de travail... Cela génère un carriérisme sans frein et un type particulier de militants syndicaux, ce qui ne signifie évidemment pas qu'il n'y en ait pas eu d'honnêtes.

C'est à partir de septembre que le mécontentement a commencé à s'exprimer à l'intérieur de la FDGB. Chacun savait ce qu'il en était des départ vers l'Ouest par la Hongrie et remarquait que certains postes de travail n'étaient plus occupés. Or, les

informations fournies par les médias officiels continuaient imperturbablement à dénoncer un "complot" des partisans de la guerre froide. Cela a engendré les premières réactions qui, nourries par l'immobilisme du sommet, se sont très vite étendues à tous les sujets de mécontentement.

La révélation des scandales et de la corruption a contraint le Bureau confédéral de la FDGB, ainsi que son président, Harry Tisch, à démissionner précipitamment. Il aurait reçu 10 000 lettres de protestation. Dans un très grand nombre d'entreprises, des assemblées de *Vertrauensleute* (délégués du personnel), le plus souvent "auto-convoquées" ont émis des votes de défiance à l'égard des directions en place, et en ont parfois élu de nouvelles, si bien que l'ensemble de l'appareil s'est, pour ainsi dire, affaissé comme un soufflé.

Panique et précipitation

Les nouvelles directions, quand il y en a, se contentent de prendre des mesures conservatoires, telles le blocage des comptes du syndicat et l'arrêt de tout versement aux instances supérieures. Pour tenter d'enrayer les départs massifs et conjurer l'écœurement dû au gaspillage des fonds, il n'est pas rare qu'elles acceptent un montant de cotisation symbolique de 50 pfenings ou de un mark.

En fait, toute vie syndicale est suspendue dans l'attente du congrès extraordinaire de la FDGB fixé à la fin janvier. L'équipe de transition a élaboré à la hâte un document de discussion et de nouveaux statuts, rendus publics le 29 novembre. L'indépendance à l'égard des partis y est clairement affirmée, ce qui est

bien le moins. Mais vis-à-vis de l'Etat, les différenciations sont moins claires ; on y trouve ainsi de longs passages sur la « nécessité d'encourager tous les membres de l'entreprise — de l'ouvrier au directeur — à améliorer l'efficacité du processus de production par de nouvelles suggestions pour augmenter ainsi le potentiel de notre économie ».

Lettres de doléances

Les exigences les plus fréquentes dans les cahiers de revendications et lettres de doléances — les 40 heures, le passage de 18 à 21 jours de congés minimum, la transformation des primes de fin d'année en treizième mois — restent dans le vague. Le droit de grève n'est pas mentionné : « Résolution des conflits par des procédures de conciliation, droit de manifester et autres formes de lutte syndicale ». D'ores et déjà, l'IG-Metall, qui distribuait son propre tract lors de la manifestation anti-Kohl de Berlin, du 19 décembre dernier, a rencontré son homologue de l'Ouest et ils envisagent des actions concertées là où des entreprises de RFA s'engagent ; en outre, l'IG-Metall réclame explicitement l'autonomie pour les négociations salariales ainsi que le droit de grève.

Le congrès sera certainement animé. Mais la bureaucratie, qui veille à contrôler le maximum de délégués et manœuvre pour empêcher la discussion sur les textes et le vote sur mandats, sait qu'elle devra laisser la longe assez longue si elle veut éviter une saignée brutale qui lui serait fa-

tales. Aussi est-elle fort indisposée par l'activité que déploient, malgré leur petit nombre, les partisans de l'"Initiative pour des syndicats indépendants". Interpellé par l'auteur dramatique Heiner Müller dans le quotidien du SED, la FDGB a répondu dans le quotidien du syndicat, le 20 décembre : « Oui, tel le baron de Münchhausen, nous sommes capables de nous extirper du bourbier en nous attrapant par les cheveux, si les travailleurs nous font confiance ! ».

Cette supplication n'a pas eu d'effet sur les 61 syndicalistes réunis ce jour-là par l'"Initiative", parmi lesquels se trouvaient les animateurs du groupe syndical du Nouveau forum du quartier de Frenzlauer Berg à Berlin. Ils ont décidé de lancer un appel pour la fondation d'un syndicat indépendant (voir p. 14). Il s'agit pour eux d'indiquer une nouvelle voie, avant le congrès, de façon à constituer un pôle alternatif pour ceux qui décideront à la suite de ce congrès de rompre définitivement avec la FDGB.

"Conseils d'entreprises"

La classe ouvrière, caporalisée depuis 40 ans par la troïka "directeurs-Parti-syndicat", a réclamé massivement l'expulsion du SED, de ses pseudopodes et de leurs permanents des lieux de travail. Mais, pour l'instant, rien ne vient occuper la place énorme libérée par la crise de ces appareils. Ici et là, des comités d'action ou d'initiative exigent le libre accès au journal ou à la radio de l'entreprise et cherchent à contrôler les directions. En effet, nombreux sont les managers tentés de profiter de cette liberté inespérée pour prendre des options lourdes de conséquences pour l'avenir, en particulier en ce qui concerne les relations avec les capitalistes occidentaux. D'où l'idée qui commence à prendre corps de leur adjoindre, où même d'élire, des "conseils d'entreprises" (Betriebsräte) composés de représentants compétents sur les plans économique et technique. A Leipzig, le 13 décembre, le Bürger komitee qui centralise l'ensemble des initiatives s'est réuni avec les représentants de 60 entreprises. Cela constitue un pas important. C'est sur un tel exemple que la gauche radicale peut s'appuyer pour appeler à la création de conseils d'entreprise indépendants et à la convocation d'un congrès populaire. ★

3 janvier 1990

Libre, vous avez dit libre ?

Fallait-il que les membres du bureau confédéral de la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB) soient libres pour :

— accepter les augmentations de prix sans agir pour des augmentations de salaires ;

— se payer avec nos cotisations des centres de vacances qu'ils se réservaient ; des maisons particulières, des fêtes, des cures, des domaines de chasse pour le président ; un palais pour le bureau confédéral ;

— obliger le personnel des centres de vacances à utiliser les entrées de service ;

— offrir 100 millions de nos "contributions de solidarité" pour les fêtes des Jeunesses allemandes libres (FDJ) ;

— garder deux millions en liquide dans les tiroirs, prétendument pour le matériel de bureau ;

— s'attribuer des vacances d'une longueur exceptionnelle et se satisfaire des 18 jours de congés minimum pour les autres.

Le bureau confédéral de la FDGB est assez libre pour ne pas rendre publics — même aujourd'hui — les revenus complets des membres du bureau confédéral et des bureaux fédéraux.

Fallait-il que l'ancien président Tisch soit libre pour :

— proposer lui-même son successeur ;

— louer le navire Arcona pour 65 000 marks afin de fêter son anniversaire avec de hauts responsables du syndicat ;

— payer à l'équipage du bateau 15 000 marks de prime, prélevés sur nos cotisations.

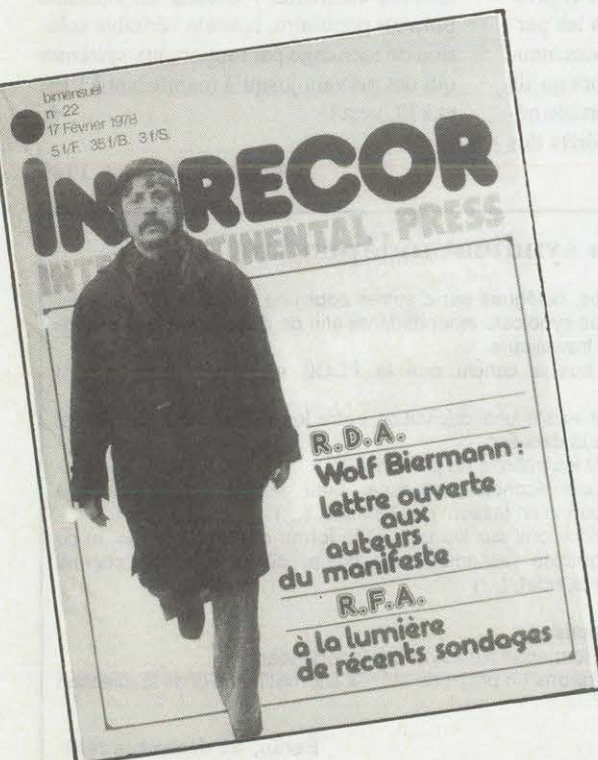
Maintenant nous sommes assez libres pour exiger :

— la dissolution du bureau confédéral ;

— la formation de syndicats indépendants et combatifs. ★

9 décembre 1989

Groupe de travail "Syndicats" du Nouveau forum du quartier Prenzlauer Berg de Berlin



Pour un congrès populaire

L'appel suivant, émanant de la Gauche unie, et dont nous publions de larges extraits, a été lu lors de la manifestation anti-Kohl à Berlin, le 19 décembre dernier. Il a aussi été publié par le grand quotidien de Berlin-Est, *Berliner Zeitung*, désormais contraint d'ouvrir ses colonnes aux formations d'opposition.

DOCUMENT



A JUSTE RAISON, la colère et l'indignation de notre peuple augmentent. Si des mesures ne sont pas prises au plus vite pour empêcher effectivement la destruction de dossiers ou leur transfert à l'étranger, les citoyens tenteront de plus en plus de se rendre maîtres des bâtiments de la *Stasi* et d'autres institutions. Les risques de heurts entre groupes armés sont en rapide augmentation.

Voilà pourquoi nous saluons et soutenons la création de comités de citoyens qui se donnent pour tâches le contrôle, la préservation des dossiers et la collaboration avec le procureur d'Etat. Seule une organisation de la volonté populaire par en bas peut donner un caractère durable à la rénovation et empêcher une escalade non maîtrisée vers des affrontements violents.

C'est pourquoi, il importe de mettre sur pied à tous les niveaux de la société, mais en particulier à la base — quartiers, communes, départements —, des tables rondes pour apporter des solutions à tous les problèmes posés...

Il devrait en sortir des commissions populaires ouvertes à tous et à toutes, quel que soit leur parti ; ces nouveaux organes de la volonté populaire ne coordonneraient pas seulement l'activité des comités de citoyens, mais pourraient aussi prendre en main toutes les affaires de leur territoire.

Il manque avant tout une représentation indépendante des intérêts des travailleurs dans les entreprises et dans l'économie en général. La Confédération

allemande libre des syndicats (FDGB) actuelle a failli. Va-t-elle se réformer ? La question est ouverte. De nombreux syndicalistes l'ont quittée. Quelques uns veulent créer des syndicats complètement nouveaux. Mais toutes et tous ont besoin d'une représentation commune, ouverte et indépendante, non seulement à l'égard de l'appartenance politique mais aussi syndicale de chacun (e).

Voilà pourquoi la création de conseils d'usine indépendants est à l'ordre du jour !

Toutes les forces démocratiques dans les entreprises doivent organiser au plus vite des tables rondes pour discuter des problèmes de l'entreprise et de l'ensemble de la société, élaborer une ligne commune de défense des intérêts du personnel et créer des conseils d'usines indépendants. On devrait aussi discuter de la perspective de transformer ces conseils en organes d'autogestion démocratique, et même en organes de base du pouvoir populaire.

Défense des travailleurs

Ensemble, nous devons imposer le gel de toute mesure qui modifierait notre système économique et social, tant que ne sont pas encore créées des représentations indépendantes du personnel, et des représentations populaires démocratiquement légitimées. On ne doit pas permettre que soient prises des décisions qu'il ne serait ensuite plus possible de corriger.

Même si les élections libres ont lieu le 6 mai, il n'est pas possible de retarder les décisions nécessaires de six mois et plus. En outre, les déclarations de tous les partis, aussi bien des anciens que des nouveaux, n'ont pas montré jusqu'alors qu'ils disposent des conceptions d'ensemble nécessaires pour la défense des intérêts des travailleurs.

Créer un syndicat indépendant

Le 20 décembre, 61 collègues, délégués par d'autres pour une partie d'entre eux, se sont réunis avec l'Initiative pour des syndicats indépendants afin de discuter de la meilleure façon de défendre les intérêts des travailleurs.

La grande majorité d'entre eux a conclu que la FDGB n'est pas suffisamment réformable. (...)

Nous partons du principe qu'il existe une opposition entre les intérêts des salariés et ceux de l'Etat, de l'entreprise et de la direction.

Nous défendons exclusivement les intérêts du personnel.

Nous n'avons rien contre une économie efficace, pour autant qu'elle respecte l'environnement et que les travailleurs n'en fassent pas les frais. (...)

Nous voulons participer aux décisions sur les buts et la forme de la production, et ce depuis l'entreprise jusqu'à l'assemblée [assemblée nationale, où le syndicat, comme l'armée, a ses propres représentants, ndlr]. (...)

— Joignez-vous à cet appel !

— Formez des groupes d'entreprise !

— Prenez part activement à la formation d'un syndicat indépendant.

D'ici au 15 janvier, nous préparerons un projet de thèses alternatif à celui de la direction de la FDGB.

Voilà pourquoi nous proposons de réaliser rapidement un congrès populaire pour aborder les problèmes sociaux, économiques et écologiques les plus urgents. La réorganisation démocratique de l'économie du point de vue de la sécurité sociale et écologique des travailleurs devrait y jouer un rôle particulièrement important.

Dans chaque entreprise et administration, il serait possible de déléguer rapidement les hommes et les femmes les plus dignes de confiance et les plus compétents, au moyen d'élections démocratiques.

Tous les partis et groupes pourraient soumettre leurs conceptions à un tel congrès. Il pourrait s'y adjoindre des commissions de spécialistes indépendants.

Un congrès populaire donne la possibilité de contribuer à la prise des décisions dont la société a besoin de la façon à la fois la plus rapide et la plus démocratique, et de fournir aux partis des lignes directrices pour la campagne électorale. Nous en appelons à toutes les forces du renouveau démocratique :

— n'éparpillez pas vos forces et les nôtres dès maintenant dans le combat électoral les uns contre les autres !

— travaillons ensemble au sauvetage et à la rénovation de la RDA.

— ce n'est qu'unis que nous sommes forts, ce n'est qu'unis que nous pouvons empêcher une catastrophe économique et politique ! (...)

— Saisissons les occasions que notre peuple a su créer ! Prenons nos propres affaires en mains ! Créons un véritable pouvoir populaire, la seule véritable solution de rechange par rapport aux systèmes qui ont prévalu jusqu'à maintenant à l'Est et à l'Ouest !

★

Berlin, 9 décembre 1989

Berlin, 20 décembre 1989

Un coup contre la révolution salvadorienne

LE 5 DECEMBRE dernier, à Managua, lors du meeting d'ouverture formelle de la campagne électorale du FSLN, et devant une foule enthousiaste, Daniel Ortega a renouvelé ses engagements de solidarité vis-à-vis du FMLN, et de fermeté dans le cadre de la renégociation sur le démantèlement de la Contra. Acte courageux et cohérent pour de nombreuses raisons : en premier lieu, la campagne électorale du FSLN est basée sur la recherche d'un appui actif de la population à l'identité la plus clairement révolutionnaire et internationaliste du sandinisme. C'est la conscience populaire nécessaire pour faire face à la situation extrêmement difficile du pays. Et, enfin, l'offensive militaire du FMLN avait créé un large mouvement d'appui et d'espoir chez le peuple nicaraguayen et avait renforcé son moral.

Le FMLN "terroriste" ?

Qu'a-t-il pu se passer entre le 5 et le 12 pour qu'Ortega appose sa signature au bas d'un document ayant une signification totalement contraire à ses paroles ? Ortega n'est pas un démagogue et nous ne pouvons accepter qu'il ait tout simplement trompé son peuple. Mais franchement, même en comptant avec les pressions que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont pu exercer (cette dernière, juste avant le sommet, a répété qu'elle avait arrêté d'envoyer des armes au Nicaragua), même en acceptant que la diplomatie est une variante de la politique basée sur l'astuce et la ruse de l'adversaire (le FSLN a d'ailleurs été, jusqu'à présent, un maître en la matière), nous ne pouvons comprendre ce qui s'est passé à San Isidro.

Etait-il réellement nécessaire qu'Ortega signe au bas d'un papier qui reproduit en tous points la version du président Cristiani sur la guerre au Salvador ? Etait-il indispensable, de ne plus seulement assimiler le FMLN à la Contra, mais de qualifier ses actions de "terroristes", d'exprimer un appui décidé à Cristiani, de ne

A l'issue d'un sommet extraordinaire, les 11 et 12 décembre au Costa Rica, les cinq présidents centraméricains ont signé une résolution qui, entre autre, condamne explicitement l'activité du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) salvadorien. Ce sommet a représenté, point par point, la version en négatif de ce qui s'était déroulé à Tela, il y a quelques mois à peine (1), et qui avait constitué un succès important pour les forces révolutionnaires. Face à cela, une stupeur et une inquiétude justifiées se sont faites jour dans les rangs de la solidarité internationaliste.

Miguel ROMERO

donner qu'une seule référence à la violence contre la population civile salvadorienne, en l'imputant au FMLN ? Est-ce que tout ceci trouve une justification quelconque dans la requête inutile au gouvernement Bush de remettre les fonds d'aide à la Contra à travers la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) ? N'était-ce pas évident que, quelques minutes après la fin du sommet, l'administration Bush communiquerait qu'elle n'acceptait pas cette recommandation et, en outre, que la Contra devait rester mobilisée « jusqu'aux élections nicara-

guayennes » ? Et, enfin, le gouvernement nicaraguayen croit-il réellement que « tout le monde a gagné quelque chose » lors du sommet de San Isidro ? Ortega croit-il réellement que les résultats du sommet sont favorables au FMLN ?

Il est douloureux de faire face à tant de questions dont les réponses raisonnables indiqueraient une erreur très

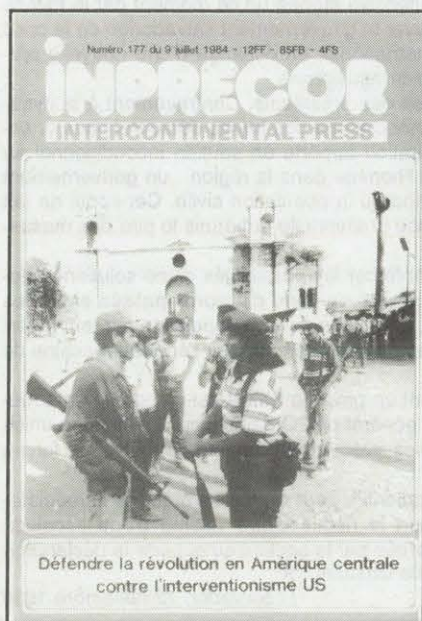
grave pour une direction révolutionnaire. Bien sûr, nous ne connaissons rien des arcanes de la diplomatie, ni de ce qu'ont discuté ou vont discuter le FSLN et le FMLN dans les prochains jours. Peut-être que cette défaite va se résoudre d'une façon ou d'une autre.

Une erreur grave

Mais, ce que nous comprenons sans doute le moins est qu'on la présente comme une victoire. Cela, oui, a un rapport avec la diplomatie révolutionnaire. Il n'est pas vrai que ce sommet soit « un coup contre ceux qui sont en faveur de la guerre » comme l'a déclaré Ortega. La vérité, c'est justement le contraire.

Nous craignons que l'offensive du FMLN n'ait pas réussi à affaiblir suffisamment les appuis internationaux de Cristiani. Mais le sommet de San José va plus loin que tout pessimisme. La protestation indignée du FMLN (voir encadré p. 16) reçoit toute notre sympathie et notre appui. Il faut également la comprendre comme un appel tout particulièrement dramatique à la solidarité. Mais, dans l'engagement solidaire, il faut empêcher que l'amertume nous fasse oublier que le peuple nicaraguayen et le FSLN traversent une passe très difficile et que nous devons, par-dessus tout, rester à leurs côtés. ★

Combate,
20 décembre 1989



1) Voir *Inprecor* numéro 293, du 18 septembre 1989.

Les accords de San Isidro

Voici les principaux extraits des accords de San Isidro signés le 12 décembre dernier par les cinq présidents centraméricains. Les autres points concernent les questions techniques pour la démobilisation de la Contra.

DOCUMENT



LES PRÉSIDENTS du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, réunis de façon extraordinaire à San Isidro de Coronado (Costa Rica) les 10, 11 et 12 décembre 1989, dans le but d'examiner la délicate situation centraméricaine qui affecte sérieusement le processus de paix (...) se sont mis d'accord sur les points suivants :

1. Ils réaffirment leur très énergique condamnation des actions armées et terroristes que réalisent les forces irrégulières dans la région et répètent leur profonde conviction qu'il est impératif de faire prendre conscience aux peuples que l'on doit écarter l'usage de la force et de la ter-

reur pour atteindre des objectifs politiques.

2. Les présidents du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont exprimé leur ferme appui au président du Salvador, M. Alfredo Cristiani, et à son gouvernement, à titre de fidèle démonstration de leur politique invariable consistant à soutenir les gouvernements qui sont l'émanation de processus démocratiques, pluralistes et participatifs.

3. Les présidents du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica soutiennent le gouvernement salvadorien dans son objectif répété de trouver une solution au conflit salvadorien par des moyens pacifiques et démocratiques ; dans ce sens, ils réitèrent leur appel véhément au FMLN pour qu'il cesse les hostilités de façon immédiate et qu'il se réintègre au processus de dialogue déjà commencé. De même, ils demandent de

façon énergique au FMLN qu'il renonce publiquement à tout type d'action violente qui affecte directement ou indirectement la population civile. Les cinq présidents ont décidé de solliciter le secrétaire général des Nations unies pour que, faisant tous les efforts possibles, il entreprenne toutes les actions nécessaires afin que soit renoué le dialogue entre le gouvernement du Salvador et le FMLN et contribue ainsi à son succès. (...)

5. Les présidents apportent leur soutien au gouvernement nicaraguayen et au président Daniel Ortega afin que les fonds approuvés pour la Résistance nicaraguayenne soient remis à la Commission internationale d'appui et vérification (CIAV) à partir de la signature du présent accord, dans le but de mener à bien le processus de démobilisation, rapatriement ou réinstallation volontaire, au Nicaragua et dans des pays tiers, des membres de la Résistance nicaraguayenne et de leurs familles.

Les présidents lancent un appel à la Résistance nicaraguayenne pour qu'elle cesse tout type d'action contre le processus électoral et la population civile, afin que ce processus se déroule dans un climat de normalité, conformément aux accords d'Esquipulas II.

6. La mise en marche des processus de démobilisation de la Résistance nicaraguayenne et du FMLN constitue un facteur fondamental pour dépasser la crise que traverse le processus de paix, c'est pourquoi l'ONUCA [force de paix de l'ONU, ou casques bleus, ndlr] doit accélérer ses activités pour éviter la livraison d'armes au FMLN et à la Résistance nicaraguayenne. (...)

10. Les présidents se sont mis d'accord pour demander au secrétaire général des Nations unies d'engager les démarches nécessaires pour impliquer plus directement dans les efforts de paix les Etats ayant des intérêts dans la région, dans le cadre des accords d'Esquipulas II et des déclarations postérieures. De même, ils demandent que le mandat de l'ONUCA soit élargi afin d'inclure la vérification du processus menant à la fin des hostilités et la démobilisation des forces irrégulières que l'on pourrait décider dans la région.

11. (...) Les présidents ont également décidé de demander au secrétaire général des Nations unies d'adopter les mesures pertinentes pour accélérer le fonctionnement d'ONUCA, qui devra tenir les présidents centraméricains dûment informés. (...) ★

San Isidro de Coronado,
12 décembre 1989

Condamnation du FMLN

Le Commandement général du FMLN, suite aux résultats de la réunion extraordinaire des présidents centraméricains, fait la communication suivante :

1. Les résultats de la réunion des présidents permettent de mesurer la profondeur de la crise actuelle au Salvador ainsi que l'impact de l'offensive menée en ce moment par le FMLN. En effet, le sommet avait pour but essentiel de sauver le gouvernement salvadorien de la crise politique et militaire aiguë et de son isolement international, en échange d'une nouvelle promesse de démobilisation immédiate de la Contra nicaraguayenne.

2. Nous rejetons avec indignation la déclaration des présidents. Contrairement à la dynamique de la communauté internationale et aux dénonciations des forces démocratiques et sociales ainsi que des églises du pays, cette déclaration apporte un soutien inconditionnel au principal responsable des violations des droits de l'homme dans la région : un gouvernement qui a assassiné et persécuté des religieux et bombardé la population civile. Cet appui ne fait qu'encourager ceux qui ont déclenché cette violence irrationnelle et permis le pire des massacres qu'ait connu le Salvador.

3. L'accord de San José ne contribue pas à renforcer les possibilités d'une solution négociée au Salvador. Le FMLN ne peut pas être démobilisé en vertu d'accords passés entre des gouvernements, car il constitue une force légitime, enracinée dans la population sur tout le territoire salvadorien et qui, dix années durant, n'a pas pu être contenue par l'énorme machine de guerre soutenue par les Etats-Unis.

4. Comme cela avait été affirmé antérieurement en privé, le FMLN est d'accord sur la médiation de M. Javier Perez de Cuellar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), pour commencer des négociations sérieuses avec la participation de toutes les forces politiques et sociales du pays.

5. Nous lançons un appel à la solidarité internationale pour qu'elle se mobilise immédiatement en défense du peuple salvadorien, qui court le risque d'être victime d'une escalade d'extermination, car la politique fasciste a été renforcée par le soutien qu'apporte la déclaration des présidents centraméricains au gouvernement de Cristiani. ★

El Salvador, 12 décembre 1989

Bilan de l'Intifada

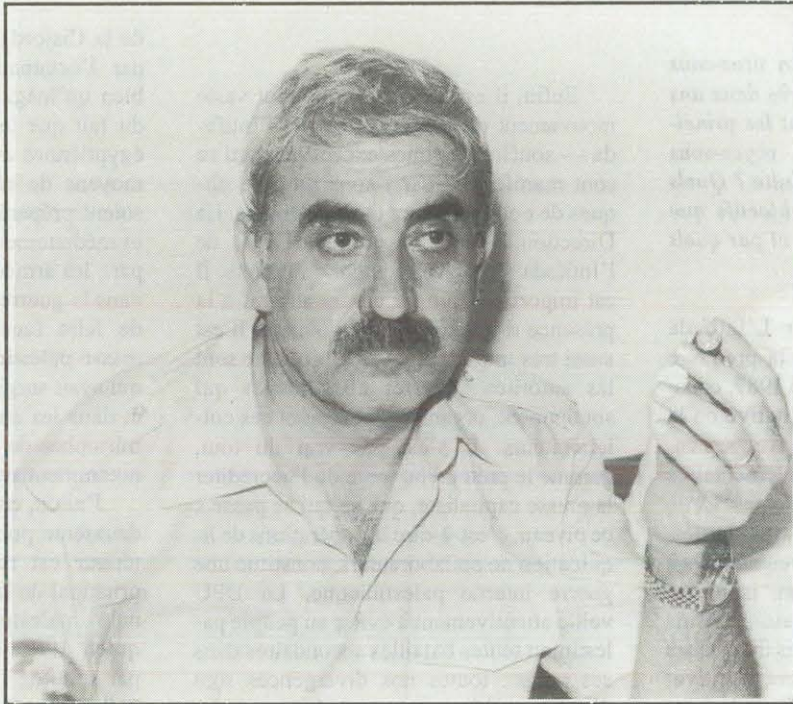
Interview exclusive de Georges Habache

L'INTIFADA — le soulèvement de la population palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, occupées par Israël depuis la guerre de juin 1967 — entamait sa troisième année consécutive le 9 décembre dernier. Depuis son premier anniversaire, fin 1988, l'Intifada semble avoir atteint une vitesse de croisière et s'être installée dans la durée.

Nous avons marqué cet événement, il y a tout juste un an, par la publication d'un long dossier-bilan portant sur la trajectoire de l'OLP, ainsi que sur la dynamique du soulèvement palestinien (voir *Inprecor* numéros 280, 281 et 282, des 23 janvier, 6 et 20 février 1989). Pour marquer l'entrée de l'Intifada dans sa troisième année, nous avons choisi, cette fois, de donner la parole au dirigeant palestinien le plus prestigieux après Yasser Arafat : le Docteur Georges Habache, fondateur et secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), deuxième formation palestinienne en importance après le Fath que dirige Arafat, et principale fraction de gauche de l'OLP.

Né en 1926, en Palestine, Georges Habache, dont la famille avait été contrainte à l'exil en 1948 comme la grande majorité des Palestiniens, fit des études de médecine à Beyrouth. C'est là qu'il fonda, en 1952, le Mouvement des nationalistes arabes (MNA). Cette organisation à vocation panarabe était de nature chauvine et socialement conservatrice, avant qu'elle ne s'aligne, dès la fin des années cinquante, sur l'Egypte du président Gamal Abdel Nasser, devenu champion du nationalisme arabe, puis du "socialisme arabe" dans les années soixante.

La cuisante défaite de l'Egypte dans la guerre de 1967 entraîna la rupture du



Georges Habache (DR)

MNA avec le nassérisme. Les composantes palestiniennes du Mouvement fondèrent, en octobre 1967, le FPLP qui allait se réclamer du "marxisme-léninisme" et de la lutte armée révolutionnaire. Le FPLP se distingua, jusqu'en 1972, par des opérations spectaculaires de détournement d'avions auxquelles il renoncera par la suite, non sans autocritique.

De 1974 à 1981, prenant la tête de l'opposition à la direction droitiste de l'OLP qui avait déjà opté pour un compromis négocié avec Israël sous l'égide des grandes puissances, le FPLP anima le Front palestinien du refus des solutions capitulaires, et se retira des instances dirigeantes de l'OLP. En 1984, la formation du Dr Habache, ainsi que les autres fractions de la gauche de l'OLP, boycottèrent la 17e session du Conseil national palestinien (CNP), l'instance la plus large de l'Organisation, en raison de l'alliance conclue entre la direction de celle-ci et le trône jordanien (la session eut d'ailleurs lieu dans la capitale jordanienne, Amman). En avril 1987, la gauche de l'OLP

participera toutefois à la 18e session du CNP, tenue à Alger, après que la direction Arafat se soit engagée à renoncer à son "option jordanienne", fort malmenée par le pouvoir jordanien lui-même (à ce sujet, voir *Inprecor*, numéro 243 et 244 des 25 mai et 8 juin 1987).

En novembre 1988, lors de la 19e session du CNP, le FPLP votera, avec une minorité des membres du Conseil, contre l'acceptation de la résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 1967, à la suite de la guerre israélo-arabe de juin. Cette résolution avait toujours été rejetée jusqu'alors par l'OLP tout entière, d'abord en tant que résolution de ca-

pitulation prévoyant la paix avec l'Etat sioniste à ses conditions en échange des territoires conquis en 1967, puis en tant que résolution ne faisant même pas mention du peuple palestinien et encore moins de ses droits nationaux.

Le FPLP joue un rôle majeur dans l'Intifada à l'intérieur des territoires où elle se déroule. Sa branche sur le terrain se distingue par des positions politiques souvent plus radicales que celles de la direction de l'extérieur qu'exprime le Dr Habache (voir *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989). Celui-ci jouit néanmoins, pour son dévouement et sa probité personnelle, d'un prestige qui déborde largement les rangs de sa propre organisation. ★

Salah JABER
10 janvier 1989



L'an III de

Etat arabe, notamment la Jordanie et l'Egypte.

D'autre part, le caractère clairement politique de l'Intifada a permis de vaincre nombre d'obstacles sociaux qui, auparavant, rendaient difficile l'engagement de la femme palestinienne dans la lutte patriotique de façon massive et claire. Je peux même affirmer que le phénomène de l'engagement de la femme palestinienne dans la lutte est l'un des aspects les plus importants et les plus généralisés de l'Intifada.

INPRECOR : *Quel bilan tirez-vous de la lutte des masses après deux ans d'Intifada ? Quels en sont les principaux acquis ? Comment voyez-vous les perspectives de cette lutte ? Quels sont, d'après vous, les objectifs que peut atteindre l'Intifada, et par quels moyens ?*

George HABACHE : L'Intifada patriotique courageuse, dont la première étincelle a jailli le 9 décembre 1987, constitue une nouvelle étape qualitative de la lutte nationale palestinienne, avec ses caractéristiques propres, complémentaires par rapport aux étapes précédentes. Cette Intifada, avec ses nouvelles particularités, a permis de réaliser de nombreux acquis à tous les niveaux : palestinien, israélien, arabe et international. Elle a aussi permis de dégager de nouvelles leçons théoriques et pratiques, qui influenceront positivement l'ensemble des objectifs de la lutte nationale palestinienne.

Ceci m'amène à parler des caractéristiques propres à l'étape que représente l'Intifada, dont je résumerais les principaux ainsi :

1— Le caractère démocratique de masse de l'Intifada : elle a englobé l'ensemble des classes et catégories du peuple palestinien sans exception (hormis une petite poignée de collaborateurs), d'une part ; les personnes des deux sexes et de tous les âges, d'autre part. L'Intifada s'est étendue à chaque ville, bourg, village, camp de réfugiés, quartier et rue, sur tout le territoire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Il m'importe à cet égard de mettre en relief quelques faits qui ont une importance particulière à mes yeux : il a été possible, dans le cadre de l'Intifada, d'unifier toutes les classes et catégories du peuple palestinien, y compris la bourgeoisie nationale qui subit les préjudices des mesures économiques et politiques de l'occupation. Il a été possible, de même, de neutraliser certaines catégories sociales qui, avant l'Intifada, suivaient tel ou tel

Enfin, il est inévitable que tout vaste mouvement de masse — tel que l'Intifada — souffre quelques exceptions, qui se sont manifestées par l'apparition de cliques de collaborateurs dans nos rangs. La Direction patriotique unifiée (DPU) de l'Intifada s'est chargée de ces derniers. Il est important d'être toujours attentif à la présence d'une cinquième colonne. Il est aussi très important de savoir que ce sont les autorités sionistes elles-mêmes qui soutiennent, organisent et arment ces collaborateurs. Il n'est pas vrai du tout, comme le prétend ou tente de l'accréditer la presse capitaliste, que ce qui se passe à ce niveau, c'est-à-dire les opérations de liquidation de collaborateurs, constitue une guerre interne palestinienne. La DPU veille attentivement à éviter au peuple palestinien toutes batailles secondaires dans ses rangs : toutes nos divergences sont d'ordre politique et se règlent par des moyens politiques. Quant aux collaborateurs, ils sont d'abord avertis et dénoncés publiquement, mais lorsqu'ils ne cessent pas de collaborer avec l'occupation et de nuire à l'unité du peuple palestinien et à son intérêt national, il faut en épurer les rangs du peuple.

2— Pour la première fois dans l'histoire moderne de la lutte nationale palestinienne, le centre de gravité du mouvement national palestinien s'est transféré de l'extérieur à l'intérieur de la Palestine. Comme l'on sait, la révolution palestinienne contemporaine est restée longtemps confinée, dans une large mesure, à la Jordanie entre 1967 et 1971, puis au Liban jusqu'en 1982.

Ceci ne veut pas dire que la révolution palestinienne n'a pas existé à l'intérieur de la Palestine ou qu'elle n'y a pas déployé une activité organisationnelle, politique et de masse ; cependant, l'aspect principal de la révolution était à l'extérieur. Il y a plusieurs raisons objectives à cela, qu'il n'est pas nécessaire de décrire ici, mais il est possible d'en signaler rapidement les plus importantes : le contrôle

de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par l'occupation fut relativement aisé, bien qu'inégal entre les deux territoires, du fait que les autorités jordaniennes et égyptiennes avaient empêché, par divers moyens de répression, que ces régions soient préparées à affronter l'occupation immédiatement et massivement. D'autre part, les armées arabes défaites par Israël dans la guerre de 1967 étaient incapables de faire face au vaste mouvement de masse palestinien opposé à l'occupation, qui avait surgi en Jordanie et dans les autres pays limitrophes de la Palestine, notamment au Liban.

J'ai dit, en abordant ce deuxième point, que l'extérieur est resté l'aspect principal de la lutte nationale palestinienne jusqu'en 1982. On sait que par suite de l'invasion israélienne du Liban — principal centre de gravité de la révolution palestinienne jusqu'alors — celle-ci a reçu un coup très douloureux. Ses composantes durent reconsidérer de nombreuses questions, parmi lesquelles une des plus importantes était la nature du rapport entre l'action à l'intérieur de la Palestine et l'action à l'extérieur.

Au FPLP, par exemple, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il était nécessaire d'accorder une attention particulière et prioritaire à l'intérieur. Ceci ne veut pas dire que nous ne nous occupons pas de l'intérieur auparavant, mais, comme je l'ai précisé, les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons à l'extérieur nous rendaient plus en mesure d'agir. Toutefois,



L'Intifada

après le départ de la révolution palestinienne de Beyrouth, il devint naturel que notre attention se porte davantage sur l'intérieur. Depuis 1982, plusieurs facteurs objectifs et subjectifs se sont rassemblés à l'intérieur, qui ont rendu l'Intifada possible.

Parmi les plus importantes de ces conditions : le fait que l'occupation sioniste a poursuivi ses politiques répressives économique, militaire et administrative, qui visaient à détruire l'économie nationale

palestinienne et à pousser les Palestiniens à s'exiler et à quitter leur patrie, politiques qui ont abouti à la mainmise sur les terres palestiniennes, au pillage des eaux d'irrigation et à l'emploi d'unemain-d'œuvre palestinienne, estimée à 120 000 personnes, pour des salaires très bas, etc. Par ailleurs, diverses organisations palestiniennes, dont la nôtre, ont accumulé une expérience organisationnelle et militante qui leur a permis, quand l'Intifada s'est mise en branle, d'encadrer les masses du peuple palestinien, de les organiser et de les diriger dans ce vaste mouvement de masse.

Il m'importe, parlant du rapport entre l'intérieur et l'extérieur, de préciser que le transfert du centre de gravité du mouvement national palestinien de l'extérieur vers l'intérieur ne signifie absolument pas que l'extérieur n'existe plus ou n'a plus d'importance. La révolution palestinienne, en raison de la dispersion forcée du peuple palestinien, s'appuyera toujours sur ces deux points d'appui fondamentaux.



3— L'Intifada a mis en avant, clairement, le caractère palestinien-sioniste du conflit, alors que dans les guerres précédentes (1956, 1967, 1973), le conflit était arabo-sioniste. En mentionnant ce nouveau développement, nous ne voulons pas dire que l'élément du conflit arabo-sioniste n'existe plus, mais seulement qu'il a reculé en importance. Le peuple palestinien a ainsi repris les choses en main, ce qui signifie que sa cause apparaît plus clairement qu'auparavant. Cela ne s'était jamais passé de la sorte depuis 1948.

4— Le caractère combatif de l'Intifada : ce caractère a pris essentiellement la forme d'une lutte pacifique avec manifestations, marches, grèves, boycott du travail dans les institutions économiques israéliennes, refus de paiement des impôts, ainsi que tracts, inscriptions murales, etc. Cette forme pacifique de combat n'a pas été contradictoire avec la présence d'une forme non pacifique, avec recours à la violence même si elle s'est limitée à des niveaux élémentaires : jets de pierres et de cocktails molotov, utilisation de couteaux et quelques opérations militaires restreintes.

« L'établissement de l'Etat palestinien est passé du domaine de la possibilité historique à celui de la possibilité factuelle »

Telles sont les principales caractéristiques de l'Intifada. Comme je l'ai dit précédemment, c'est sur la base de ces caractéristiques que se sont réalisés de nombreux acquis sur tous les plans : palestinien, israélien, arabe et international. Il n'est pas possible ici de décrire les acquis à tous ces niveaux ; je me contenterai donc d'en évoquer les principaux :

1— Sur le plan palestinien : l'unité de la lutte du peuple palestinien s'est consolidée plus fortement que jamais. Le ralliement des masses du peuple palestinien autour de la DPU, de l'OLP et des objectifs nationaux légitimes du peuple palestinien, s'est accru.

Souvenons-nous de la période de désaccord qui a précédé à cause de l'accord d'Amman (1), ainsi que des tentatives des régimes réactionnaires arabes de passer outre l'OLP au sommet arabe d'Amman, en novembre 1987. Depuis l'Intifada, il n'est plus possible à quiconque d'espérer provoquer une scission dans l'OLP ou d'exploiter quelques divergences tacti-

5— Le caractère organisé de l'Intifada : nous entendons par là, l'existence de structures partisans organisées dirigeant l'Intifada, structures formées par les différentes organisations fondamentales de l'OLP : le Mouvement de libération nationale palestinienne — Fath, le FPLP, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et le Parti communiste palestinien. Ces organisations se sont unies à l'intérieur des territoires occupés dans le cadre de la DPU.

En plus des organisations politiques palestiniennes, existaient de larges organisations de masse œuvrant dans les domaines économiques, sociaux et politiques. Le résultat est que, sur la base de ces éléments organisés, se sont constitués les Comités populaires pour la direction de l'activité de masse dans les différents domaines. Ces formes organisationnelles se sont solidement établies dans les rangs du peuple, de sorte qu'il est devenu difficile de les distinguer. Notre peuple a appliqué de façon créatrice le principe du poisson dans l'eau. D'autre part, et par suite de la consolidation du caractère organisé de l'Intifada, il n'est plus possible à quiconque de prétendre qu'elle est spontanée, comme ont cherché à le faire à ses débuts les forces ennemies de notre peuple. ★

ques pour porter atteinte à l'unité du peuple palestinien. Nous, FPLP, avons lancé au cours de la 19e session extraordinaire du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, en novembre 1988, le mot d'ordre de "Révolution jusqu'à la victoire, unité jusqu'à la victoire".

2— Sur le plan israélien : l'Intifada a pu provoquer de nombreux effets économiques et sociaux, psychologiques, militaires et politiques. Au niveau économique, par exemple, le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) israélien a commencé à baisser, au point que ce PIB n'augmente plus, même de façon minimale. Les pertes économiques israé-

1) L'accord d'Amman a été conclu, en février 1985, entre le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'OLP, Yasser Arafat. Il prévoyait une délégation commune jordano-palestinienne à des négociations de paix avec Israël devant déboucher, en cas de retrait israélien des territoires occupés en 1967, sur une confédération jordano-palestinienne. Le roi Hussein dénoncera lui-même l'accord, un an plus tard, jugeant qu'il pouvait désormais se passer de l'OLP (voir *Inprecor* numéros 243 et 244 des 25 mai et 8 juin 1987).

liennes dues à l'Intifada sont estimées à 5 millions de dollars par jour. Au niveau militaire, les chefs de l'armée israélienne reconnaissent maintenant qu'ils sont incapables de venir à bout de l'Intifada. Les cas de refus de servir dans les territoires occupés se sont multipliés. Au niveau politique, des mouvements de protestation et de contestation sont apparus. Les effets de l'Intifada ont atteint quelques petits partis politiques représentés au Parlement israélien. L'embarras politique s'est répété plus d'une fois au sein du gouvernement de coalition, et les divergences sont parvenues au sein même des deux grands partis politiques : le Parti travailliste et le Likoud.



En résumé, je peux dire qu'un courant est apparu au sein d'Israël revendiquant la paix et la réalisation des droits du peuple palestinien. En mentionnant cette réalité, nous n'ignorons pas que l'attitude israélienne générale reste intransigeante au sujet de la paix, et même que les sondages d'opinion en Israël indiquent généralement une tendance vers l'extrême droite en ce qui concerne les droits du peuple palestinien.

3— Sur le plan international, de nombreux acquis ont été réalisés. En plus de la reconnaissance par de nombreux gouvernements de l'Etat de Palestine proclamé le 15 novembre 1988, et des nombreuses démonstrations d'un large soutien de masse à l'Intifada et à la lutte du peuple palestinien auxquelles on a assisté dans beaucoup de pays et notamment en Europe, l'Intifada a pu frapper fortement aux portes de l'ONU. L'Assemblée générale de celle-ci a adopté plusieurs résolutions soutenant, d'une part, les droits du peuple palestinien et stigmatisant, d'autre part, les agissements sionistes. De même, le Conseil de sécurité a adopté quelques résolutions importantes, parmi lesquelles je tiens à citer la résolution 605.

Celle-ci, en effet, a désigné les territoires occupés, pour la première fois, comme territoires palestiniens, et a souligné la nécessité du retrait israélien de tous ces territoires, alors que la résolution 242 du Conseil de sécurité, adoptée à la suite de la guerre de 1967, désignait les territoires occupés uniquement comme ceux qu'occupe Israël, sans autre identification, et appelait au retrait "de territoires occupés" et non de tous ces derniers. Ajoutons que la réalité de l'existence du peuple palestinien et la justesse de sa cause sont devenues plus évidentes qu'elles ne l'ont jamais été depuis la déclaration Balfour (2).

4— Les acquis dans le cadre arabe ont été les moindres, malgré la reconnaissance par les Etats arabes de l'Etat de Palestine, malgré la tenue des sommets arabes d'Alger et de Casablanca consacrés à l'Intifada, malgré la rupture des liens entre la Jordanie et la Cisjordanie (3) et malgré les nombreuses résolutions adoptées par les deux sommets pour soutenir l'Intifada politiquement, financièrement et dans le domaine de l'information. L'ensemble des résolutions est resté, en fait, sur le papier. Pis encore, certains régimes arabes, comme l'Egypte, qui ont reconnu l'Etat palestinien, ont vidé par la suite leur engagement de son contenu en entamant des tractations avec des projets américains et sionistes ou en proposant leurs propres projets, qui ne mentionnent ni de près ni de loin l'Etat palestinien et se rapprochent des accords de Camp David (4) qui n'accordaient aux Palestiniens qu'un droit à l'autonomie, sans indépendance et sans Etat.

Voilà pour les gouvernements arabes. Sur le plan arabe populaire, le bilan n'a pas été meilleur. Je regrette de dire que, malgré quelques mobilisations de masse en soutien à l'Intifada, que nous apprécions, les démonstrations de soutien et d'appui populaires arabes ont été très restreintes. La responsabilité en incombe aux composantes du mouvement de libération nationale arabe qui se sont trouvées, ou se sont mises dans une situation où elles ne peuvent pas remplir leurs devoirs nationaux de soutien à l'Intifada et à la lutte du peuple palestinien.



En tout état de cause, l'ensemble des acquis réalisés par l'Intifada nous a amené à la conclusion suivante : l'établissement de l'Etat palestinien est passé du domaine de la possibilité historique à celui de la possibilité factuelle. C'est-à-dire que l'établissement de cet Etat est devenu possible dans l'avenir prévisible. C'est sur cette base qu'il a été possible, lors de la 19e session du CNP, de proclamer la fondation de l'Etat palestinien, le 15 novembre 1988.

Il faut néanmoins attirer l'attention sur le fait que nous, au FPLP, avons distingué entre la proclamation de cet Etat

palestinien et son établissement réel sur le terrain. Nous avons affirmé, dès le départ, que la réalisation matérielle complète du mot d'ordre de liberté, indépendance et Etat palestinien, était une tâche de longue haleine exigeant encore plus de luttes et de sacrifices. Nous avons affirmé cela, car nous connaissons bien la nature de l'ennemi que nous affrontons, un ennemi sioniste, réactionnaire, colonialiste, fasciste, expansionniste, qui ne peut reculer ou renoncer à ses objectifs facilement.

Sur cette base, nous, au FPLP, étions réservés en ce qui concerne les concessions faites, et notamment les concessions gratuites, non compensées par une concession de l'ennemi. Nous avons insisté plus d'une fois, en particulier lors de la 19e session du CNP, sur la nécessité de se fonder sur l'Intifada, sur les masses de notre peuple et sur tous nos amis aux niveaux arabe et international, pour susciter un changement du rapport de forces obligeant l'ennemi à reculer, à faire des concessions et à accepter le règlement politique. ★

« Intensifier l'Intifada »

Partant, notre intérêt essentiel s'est toujours concentré sur les tâches de développement et d'intensification de l'Intifada par tous les moyens. Ces tâches, à notre avis, se résument ainsi :

1— La radicalisation de l'Intifada : nous entendons par ceci la consolidation de l'implantation de la DPU dans toutes les parties des territoires palestiniens occupés, et ce par la construction de branches de la DPU dans toutes les régions ainsi que par l'unification des organisations de masse palestiniennes, de manière à achever l'organisation sur les deux plans régional et syndical à la fois. S'y ajoute l'action pour l'extension des Comités populaires sous toutes leurs formes jusqu'à couvrir toutes les régions. En d'autres termes, il s'agit de consolider l'unité du peuple et son ralliement autour de la DPU.

2) La déclaration de Lord Balfour au nom de sa majesté britannique, en novembre 1917, accordait au mouvement sioniste l'autorisation d'établir un "foyer national juif" en Palestine, territoire qui allait passer sous mandat colonial britannique à la fin de la première mondiale.

3) Le 31 juillet 1988, face à la vigueur de l'Intifada en Cisjordanie qui, jusqu'en 1967, avait été annexée par la Jordanie, le roi Hussein décida de

« rompre les liens légaux et administratifs entre les deux rives du Jourdain », c'est-à-dire d'abandonner ses prétentions à récupérer la Cisjordanie pour son propre royaume.

4) Les accords de Camp David ont été conclus, en 1978, entre le président égyptien Sadate, le Premier ministre israélien Begin et le président américain Carter. Ils ont ouvert la voie au traité de paix égypto-israélien signé en 1979.

A cet égard, il faut œuvrer pour que les forces palestiniennes qui sont encore en dehors du cadre de la DPU s'y joignent. Nous visons par là, plus précisément, le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) avec lequel l'action commune a pris jusqu'ici la forme d'une coordination sur le terrain. Notre ambition est que Hamas devienne une composante de la DPU : ceci est possible si l'on considère la nécessité de s'entendre sur l'affrontement de l'occupation et de laisser de côté toutes les divergences idéologiques. En tous cas, nous nous efforçons de rassembler toutes les masses organisées autour de la DPU.

2— L'intensification de l'Intifada : nous entendons par là son intensification sur les plans économique et militaire. Nous pensons que le fait d'infliger un surcroît de pertes économiques et humaines à l'ennemi sioniste constituera un facteur important pour l'obliger à reculer.



Dans ce domaine, notre peuple se retrouvera confronté à la nécessité objective de se défendre contre la répression sioniste quotidienne qui tue, blesse, emprisonne, déporte, détruit les maisons, etc. Il lui sera ainsi légitime de prendre ses armes. D'autre part, nous ne porterions pas d'armes, n'étaient-ce l'intransigeance israélienne et le refus par le gouvernement israélien de se soumettre à la volonté de paix.

3— Le développement du soutien apporté à l'Intifada par les masses de notre peuple palestinien des territoires palestiniens occupés depuis 1948 et de la diaspora, sous toutes les formes politiques, matérielles et dans le domaine de l'information. A cet égard, nous nous concentrons en particulier sur le développement du soutien de notre peuple à l'intérieur de la "ligne verte" (5), de manière à élever progressivement le niveau de son soutien jusqu'au stade de son intégration à l'Intifada. En ce qui nous concerne, nous pensons que cette intégration est impossible aujourd'hui en raison des conditions objectives et subjectives qui diffèrent de celles des régions de 1967. Il faudra y arriver dans une étape ultérieure.

4— La protection politique de l'Intifada : notre peuple palestinien n'affronte pas seulement au quotidien la répression sioniste sous toutes ses formes ; il affronte aussi les projets américains-sionistes-réactionnaires qui visent à mettre un terme à l'Intifada sans qu'elle



réalise son objectif de liberté et d'indépendance. Depuis la période où George Shultz était au Département d'Etat américain jusqu'à nos jours, notre peuple a mis en échec tous les plans ennemis. Aujourd'hui, il affronte les projets de Shmir, Moubarak et Baker. Nous sommes persuadés que l'unité de notre peuple fera échouer tous ces projets, comme pour les précédents.

5— La réalisation d'une réforme démocratique du cadre de l'OLP : nous pensons que l'Intifada offre l'occasion de réaliser une telle réforme. Il est inconcevable, après deux années d'Intifada que les bureaux, ambassades et institutions de l'OLP restent tels quels, incapables d'encadrer et de dynamiser plus de trois millions de Palestiniens de la diaspora qui n'accomplissent pas pleinement leur devoir de soutien à l'Intifada.

6— Sur le plan israélien, il nous faut resserrer les liens avec l'ensemble des forces juives non sionistes qui soutiennent les droits du peuple palestinien, ainsi qu'avec les mouvements de protestation qui s'opposent aux méthodes terroristes de la répression sioniste.

7— Sur le plan arabe, nous agissons à deux niveaux : gouvernemental et populaire. Au premier niveau, nous œuvrerons à mettre les Etats arabes face à leurs engagements de soutien à l'Intifada pris aux sommets d'Alger et de Casablanca. Je précise, à ce sujet, que les Etats arabes doivent, au moins, dire à l'administration américaine que ses relations avec eux dépendent de son attitude envers l'Intifada. L'administration américaine doit savoir que ses intérêts dans la région arabe sont en danger tant qu'elle soutiendra Israël et son attitude.

Quant au niveau populaire arabe, il faut que le mouvement de libération arabe intensifie sa solidarité avec l'Intifada par tous les moyens. Nous espérons que le deuxième anniversaire de l'Intifada sera l'occasion pour les organisations concernées de le faire. Nous sommes en droit de leur demander : pourquoi n'ont-elles pas été à la hauteur de l'Intifada ?

8— Au niveau international, nous avons la possibilité évidente d'obtenir de nouvelles reconnaissances de l'Etat de Palestine. Il y a l'invitation au dialogue euro-arabe lancée par le président François Mitterrand, qu'il nous faut mettre à profit pour regrouper les efforts en vue d'une conférence internationale avec la participation de l'OLP comme partie indépendante, et des cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Ajoutons à cela l'importance de la pression sur Israël dans les domaines de l'information et de l'économie, ainsi que sur l'administration américaine pour modifier sa position de soutien absolu à Israël, de même que la nécessité de continuer à entretenir l'opinion publique internationale qui soutient l'Intifada et condamne les pratiques répressives sionistes.

Telles sont les tâches dont la réalisation permettra l'établissement de l'Etat palestinien dans la prochaine étape.

◆ Quel bilan faites-vous des options politiques de la direction de l'OLP, un an après la dernière session du CNP ? Comment évaluez-vous les conséquences de l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU ? Où mèneront, d'après vous, ces concessions, et d'autres concessions qui seraient éventuellement faites aux Etats-Unis et à l'Etat sioniste ?

J'aimerais d'abord clarifier la position que nous avons adoptée lors de la session du CNP au sujet de la résolution 242 et de son acceptation comme base du règlement politique. Sans aucun doute, nous prenons en considération l'importance de l'opinion publique mondiale pour notre cause et nous soulignons constamment dans nos publications l'importance de l'échelon international : nous ne vivons pas isolés du monde, de ses changements et de ses attitudes. C'est pourquoi nous avons dit : l'OLP doit mettre à profit la légalité internationale, c'est-à-dire les réso-

5) La "ligne verte" : nom donné à la frontière qui séparait, jusqu'en 1967, l'Etat d'Israël de la Cisjordanie.

lutions de l'ONU relatives à la question de la Palestine et du Moyen-Orient.

On sait que ces résolutions reconnaissent l'OLP, la conférence internationale, ainsi que les droits du peuple palestinien, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de l'Etat palestinien indépendant. La résolution 242, par contre, ne reconnaît pas le peuple palestinien et traite les Palestiniens uniquement comme des réfugiés, dont le problème doit être réglé. Par conséquent, cette résolution à elle seule, séparément des autres résolutions de l'ONU, ne suffit pas, à notre avis, pour régler le conflit. La question que nous nous sommes posée au CNP était : pourquoi nous limiter à une résolution dépassée par la légalité internationale elle-même ?! Après cela, nous avons vu la direction de l'OLP faire de nouvelles concessions gratuites.



Aujourd'hui, un an après la session du CNP, nous nous demandons : quels étaient les résultats tangibles de la politique suivie par la direction de l'OLP ? Nous ne nions pas qu'il y ait eu des effets et des changements dus à cette politique, sans oublier cependant que la raison fondamentale du changement est l'Intifada elle-même. C'est l'attitude européenne, par exemple, qui a été principalement modifiée ; ainsi que le début du dialogue américain-palestinien. Mais on ne peut juger des résultats uniquement par rapport à la position européenne ou au dialogue avec les Etats-Unis. L'Europe qui appelle à une conférence internationale, par exemple, n'a pas pu passer outre la position américaine qui continue à tergiverser au sujet de cette conférence et à œuvrer pour des négociations bilatérales et des règlements séparés.

L'attitude israélienne est plus importante que tout cela. Le gouvernement israélien persiste jusqu'à maintenant dans son attitude intransigeante de refus de reconnaissance de l'OLP, de la conférence internationale et des droits du peuple palestinien.

Nous sommes au courant des changements positifs survenus en Israël aux deux niveaux, civil et politique ; toutefois, la tendance générale de l'opinion publique israélienne, en revanche, est de

plus en plus extrémiste et droitiste. Nous avons toujours su quelle est la nature de l'ennemi sioniste, de son idéologie et de sa politique concrète fondée sur les profits matériels tirés de l'occupation. Nous avons dit que la politique des concessions gratuites ne poussera pas l'ennemi à faire des concessions et à reconnaître nos droits. Ce qui l'oblige à venir au règlement politique, c'est l'Intifada et son intensification sans cesse croissante.

De même, l'administration américaine, qui a commencé son dialogue avec

créé la confusion dans les rangs de nos masses, ainsi que dans les rangs des masses arabes ?! Ne sommes-nous pas en droit de dire : la politique des concessions gratuites a affaibli et continue d'affaiblir notre demande d'isolement d'Israël ?! En toute gravité et responsabilité, nous souhaitons que la direction de l'OLP considère ces résultats pour qu'elle en tire les leçons et les enseignements, adopte vis-à-vis de l'administration américaine et du gouvernement israélien, une attitude ferme, et concentre de nouveau le maximum de ses efforts sur le développement et l'intensification de l'Intifada qui a réalisé nos plus grands acquis.

Ceci dit, il m'importe de préciser que ce désaccord au sein de l'OLP ne nous empêche pas d'indiquer les éléments de l'unité en son sein. La résolution du CNP relative à la résolution 242 du Conseil de sécurité n'est pas la seule. Il y a aussi les résolutions d'unanimité nationale au sujet de la proclamation de l'Etat palestinien, et celles portant sur le soutien à l'Intifada et sur son développement. De même, l'unité sur le terrain dans le cadre de la DPU, à l'intérieur du territoire occupé, est forte et bien ancrée.

♦ *Comment jugez-vous le rôle des régimes égyptien et jordanien, ainsi que les relations de l'OLP avec eux deux ? Quelles sont les tâches qui incombent au mouvement palestinien en Jordanie ?*

Dans la phase actuelle, le régime jordanien est moins dangereux pour la cause palestinienne que le régime égyptien. Avant la rupture des liens entre la Jordanie et les territoires occupés, le régime jordanien représentait un danger pour la cause. Il se présentait comme une solution de rechange par rapport à l'OLP quant à la représentation du peuple palestinien, et se considérait comme détenteur de droits légitimes sur les territoires au cas où Israël y renoncerait.

C'est pourquoi il a préparé et entrepris plusieurs tentatives pour frapper l'OLP et prendre sa place, ou s'y associer. L'option jordanienne est restée, jusqu'au début de l'Intifada, dans l'esprit des Etats-Unis, d'Israël et de la réaction arabe. C'est sur cette base que nous avons combattu, quant à nous, l'accord d'Amman que nous avons considéré comme une violation du principe selon lequel l'OLP



l'OLP (nous considérons le dialogue comme un acquis positif pour nous), n'a de cesse, après les concessions que lui a faites l'OLP, d'exiger de nouvelles concessions. Hélas, la direction de l'OLP, après avoir accepté la résolution 242, a fait de nouvelles concessions, telles que la reconnaissance d'Israël, la renonciation au "terrorisme" et la déclaration que la Charte nationale était "caduque". Et pourtant, l'administration américaine persiste dans son attitude, de même que l'establishment israélien.

A la lumière de tout cela, ne nous est-il pas permis de nous interroger sur l'utilité de cette politique ? Ne sommes-nous pas en droit de dire que cette politique

est seule représentante du peuple palestinien, et une renonciation au programme de l'étape, celui de l'établissement de l'Etat palestinien. L'accord signifiait que le régime jordanien partageait avec l'OLP la représentation du peuple palestinien, et remplaçait l'objectif de l'Etat palestinien par celui de la confédération jordano-palestinienne. Nous avons aussi combattu le sommet arabe d'Amman de novembre 1987 qui a tenté d'orienter l'évolution politique en direction de l'option jordanienne. Cependant, l'Intifada, après avoir imposé au roi Hussein la rupture des liens avec la Cisjordanie, a éloigné le danger jordanien, d'autant plus que l'OLP a relevé le défi du régime s'Amman en se considérant responsable des territoires occupés et en proclamant l'Etat palestinien.

Ceci dit, nous n'excluons pas la possibilité que le régime jordanien tente à nouveau de supplanter l'OLP ; mais nous ne ressentons pas ce danger aujourd'hui.

A notre avis, le régime égyptien est plus dangereux à présent. Le danger qu'il représente provient du rôle qu'il joue actuellement pour mettre un terme à l'Intifada. C'est ce régime qui a formulé, en 1988, un projet consistant à échanger l'arrêt de l'Intifada contre la cessation de l'implantation de colonies en Cisjordanie. C'est lui qui a formulé le projet en dix points qui ne diffère pas en substance du "plan Shamir", et qui ne reconnaît ni l'OLP, ni la conférence internationale, ni les droits du peuple palestinien. Ajoutez à cela les pressions exercées par Hosni Moubarak et son régime sur l'OLP. ★

« La solution véritable de la question palestinienne est la libération de toute la Palestine »

◆ *A quelles forces à l'intérieur de l'Etat sioniste, le mouvement palestinien doit-il s'adresser, selon vous ? Comment jugez-vous le choix de dialoguer avec des sionistes ?*

Comme je l'ai dit précédemment, nous nous adressons aux forces démocratiques juives non sionistes, celles qui soutiennent nos droits nationaux légitimes, et nous refusons que l'on s'adresse aux forces sionistes. Le sionisme, comme vous savez, est un mouvement raciste, colonialiste et expansionniste. Nous fondons notre opposition au sionisme sur la résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU qui considère le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination ethnique.

Nous estimons que la rencontre avec des forces sionistes, outre que nous la refusons par principe, est tactiquement dangereuse. Par exemple, quelques Etats africains qui avaient rompu leurs relations avec Israël après la guerre de 1973, les ont rétablies après que l'Egypte eut reconnu Israël.

Notre devoir, et celui de tous nos amis, est d'isoler le sionisme et non de rompre son isolement en contactant diverses forces sionistes. Je rappelle à ce sujet que l'OLP a établi de nombreux contacts avec des forces sionistes, et que nous avons considéré que cela constituait une violation des résolutions du CNP qui restreignent les relations aux forces démocratiques juives.

◆ *Quelles sont, à votre avis, les conditions fondamentales d'une solution véritable de la question palestinienne ? Et quelles sont les tâches de la gauche palestinienne par rapport à ces objectifs ?*

D'abord, la solution véritable de la question palestinienne est la libération de toute la Palestine. C'est un objectif stratégique qui ne nous empêche pas de voir la nécessité d'objectifs intermédiaires. Nous n'assignons pas à l'Intifada la tâche de réaliser tous nos objectifs d'un seul coup. L'Intifada a mis le projet de l'Etat palestinien à l'ordre du jour. Quant au projet de l'Etat démocratique comprenant les Palestiniens et les Juifs, l'Intifada ne peut le réaliser à elle seule. En effet, nous désirons un Etat démocratique palestinien qui soit un modèle de coexistence pour toute l'humanité. Les conditions de réalisation de cet Etat démocratique diffèrent de celles de l'Etat palestinien dans les territoires occupés. La principale condition pour réaliser l'Etat démocratique est la lutte judéo-palestinienne commune pour le réaliser.

Nous croyons que la création d'un Etat palestinien actuellement nous ouvrira de nouvelles perspectives pour l'avenir, des perspectives pour lesquelles agiront ensemble Arabes et Juifs. Pourquoi donc insistons-nous sur la libération de la Palestine et la réalisation de notre objectif stratégique d'établir un Etat palestinien démocratique ? Parce que nous considérons l'Etat d'Israël comme la matérialisa-



tion de l'idéologie sioniste et de son projet de colonialisme de peuplement et d'expansionnisme dans la région arabe. Israël étant tel, il n'est pas possible de coexister avec lui, à notre avis. Ajoutez à cela qu'Israël n'est pas seulement un danger pour le peuple palestinien dont il a usurpé la terre, mais aussi un danger pour l'ensemble des peuples arabes.

En plus de son appropriation du territoire palestinien, Israël occupe encore des terres de Syrie et du Liban, et a même annexé officiellement le plateau syrien du Golan par décision du Parlement. Sans parler, bien entendu, du rôle stratégique que joue Israël régionalement et mondialement, en tant que petit partenaire de l'impérialisme américain. Je peux affirmer, en outre, que la création de l'Etat d'Israël n'a pas résolu et ne résoudra pas la question juive. Israël est aujourd'hui un grand ghetto, et la plupart des juifs du monde n'y ont pas émigré et se sont intégrés aux pays qu'ils habitent. Le marxisme a présenté l'assimilation comme solution à la question juive ; nous présentons aussi l'Etat démocratique comme solution. Quant à la solution présentée par le sionisme à travers la création de l'Etat d'Israël, ce n'est qu'une mystification qui n'a pas résolu la question juive en pratique.

◆ *Quelles devraient être, à votre avis, les priorités pour le mouvement international de soutien à la lutte palestinienne ?*

Dans cette phase de la lutte nationale palestinienne, tous nos amis dans le monde, après avoir proclamé et pratiqué leur soutien et leur appui au peuple palestinien, à l'OLP et aux droits du peuple palestinien, doivent passer à une position supérieure. Ils doivent dénoncer les prati-

ques sionistes répressives et fascistes, ainsi que l'attitude israélienne intransigeante qui refuse de reconnaître l'OLP, la conférence internationale et les droits du peuple palestinien, dont au premier chef le droit au retour, à l'autodétermination et à l'Etat palestinien. En somme, dénoncer l'attitude israélienne de refus de la paix.

Comme l'intransigeance israélienne persiste et comme il est prévu qu'elle continue à défier la volonté et la légalité internationales, l'ensemble des forces amies doivent agir, sérieusement et activement, pour traiter Israël comme elles traitent l'Afrique du Sud aujourd'hui. Je veux dire par là, isoler Israël et le boycotter, y compris en demandant à tous les Etats de boycotter Israël économiquement pour qu'il soit dissuadé et se soumette à la volonté de paix.

Je me rappelle à ce sujet ce qu'a dit le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Edouard Shevardnadze, qui a mis en garde Israël, lors d'une tournée au Moyen-Orient, de ne pas se retrouver, en refusant de répondre positivement à la volonté internationale, dans une position identique à celle de l'Afrique du Sud aujourd'hui, c'est-à-dire une position de condamnation, de boycott et d'isolement.

D'autre part, tous nos amis ont le devoir de soutenir l'Intifada par tous les moyens : politiques, matériels, et au niveau de l'information. Je n'exige peut-être pas trop en demandant à nos amis dans le monde d'agir pour soutenir l'Intifada, comme ils l'ont fait au cours de ses premiers mois. Peut-être est-il utile de souligner que l'Intifada ne doit pas se transformer en événement routinier dans

l'agenda de nos amis, qui ne s'en occuperaient alors qu'en certaines occasions. La lutte de notre peuple, ses sacrifices et ses souffrances doivent inciter tous nos amis à trouver tous les moyens originaux, quotidiens et sans cesse répétés, pour soutenir l'Intifada. Je suis persuadé cette tâche recevra toute l'attention requise de nos amis. A titre d'exemple, les formes organisationnelles larges et démocratiques, soutenant les droits du peuple palestinien et l'OLP et dénonçant les politiques israélienne et américaine, sont une tâche urgente et immédiate. ★

Damas, 25 novembre 1989
Propos recueillis
par Salah Jaber

En guise de dialogue avec le Dr Habache

EST-IL nécessaire de préciser que notre choix du FPLP pour *Inprecor* n'est pas le fruit du hasard, mais bien un choix délibéré, dicté par l'appréciation que nous portons sur cette organisation ? Le FPLP, en effet, est la principale formation de la gauche palestinienne et compte dans ses rangs, notamment en Palestine même, la majeure partie des militant(e)s les plus radicaux de la lutte palestinienne. C'est pourquoi le dialogue est possible et nécessaire avec le FPLP, y compris avec sa direction.

Certes, nous sommes loin de partager avec le Dr Habache le même cadre programmatique et théorique ou les mêmes choix politiques, au delà des convergences naturelles entre ceux qui militent contre l'impérialisme, le sionisme et les régimes arabes dépendants des Etats-Unis. Sur le plan de la méthode générale, le chef du FPLP a beaucoup plus en commun avec la mouvance traditionnellement liée à Moscou qu'avec nous. On s'en rend compte, par exemple, dans la manière dont il gomme, au début de sa contribution, les différences dans l'attitude des diverses classes et couches sociales des territoires occupés par rapport à l'Intifada, au nom de la lutte nationale. La comparaison entre l'appréciation qu'il porte et l'analyse d'un marxiste palestinien que

L'interview qui précède a été réalisée à distance.

Nous avons transmis au Dr Habache les thèmes que nous souhaitions le voir traiter ; il nous a expédié ses réponses. Il ne nous a donc pas été possible d'avoir un dialogue direct avec le chef du FPLP, comme nous l'aurions aimé.

Nous nous contenterons donc de ces quelques commentaires sur la contribution du Dr Habache, de manière à nourrir un dialogue que nous espérons avoir l'occasion de poursuivre.

Salah JABER

nous avons publiée il y a un an (1), est tout à fait éloquent à cet égard.

De même, nous avons déjà eu l'occasion de critiquer, dans notre série d'articles de l'année dernière (2), la façon dont le FPLP, ainsi que les autres fractions de la gauche de l'OLP, avalent les couleuvres que leur sert en permanence la direction droitière de l'Organisation, au nom de l'unité nationale. A ce propos, nous aurions bien aimé interroger le Dr Habache sur le moyen par lequel il envisage de réaliser la cinquième des tâches qu'il cite, à savoir la réforme démocratique du cadre de l'OLP. La majorité que détient la direction Arafat, au sein de celle-ci, étant institutionnelle et inamo-

vible, la tâche fixée par le chef du FPLP a tout l'air d'un vœu pieux. Tout comme le souhait qu'il exprime, « en toute gravité et responsabilité », de voir la direction de l'OLP changer d'attitude, n'est qu'une prière impuissante, du moment qu'il ne se donne pas les moyens de peser efficacement sur cette attitude.

Si le prix que la direction Arafat doit payer pour ses concessions en chaîne aux ennemis du peuple palestinien, du côté de celui-ci, n'est autre que les critiques feutrées des fractions de gauche, elle ne se gênera pas pour continuer. La gauche palestinienne doit montrer sa détermination à s'ériger en direction de rechange pour la lutte des masses, tout en maintenant l'unité d'action avec la droite chaque fois que cela est possible. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de peser efficacement sur l'attitude de la droite, mais bel et bien de battre en brèche son hégémonie sur le mouvement des masses et d'avancer sur la voie de la construction d'une direction palestinienne majoritaire, totalement indépendante des régimes féodaux et bourgeois arabes et exprimant le point de vue des prolétaires et semi-

1) Voir "Les forces sociales des territoires" dans *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989.

2) Voir *Inprecor* numéros 280, 281 et 282 des 23 janvier, 6 et 20 février 1989.

prolétaires qui constituent l'écrasante majorité du peuple palestinien.

Pourtant, il nous semble tout à fait contraire à l'intérêt réel de la gauche palestinienne de dissoudre entièrement ses ambitions de direction de la lutte des masses dans des cadres qu'elle sait pertinemment, et pour cause, être solidement dominés par la droite. Cela s'applique à l'OLP ; mais c'est aussi le cas de la DPU, la direction de l'intérieur qui, comme on sait, a été placée sous le contrôle de la direction extérieure de l'OLP (3). Or le Dr Habache met beaucoup plus l'accent sur le rôle de la DPU que sur celui des Comités populaires qui, pourtant, sont le véritable moteur, à la base, de l'Intifada, outre qu'il s'agit de la forme d'organisation la plus démocratique que le mouvement des masses palestiniennes se soit jamais donnée dans son histoire.

Le danger de l'intégrisme

Quant à l'invitation pressante faite par le chef du FPLP au mouvement intégriste islamique Hamas de se joindre à la DPU, elle témoigne, à notre avis, d'une myopie politique qui pourrait s'avérer néfaste à moyen terme. Hamas, dont l'idéologie est foncièrement réactionnaire et fanatique, voire raciste, a refusé jusqu'à présent de participer à la DPU, entre autres raisons parce que le Parti communiste palestinien en fait partie ! Ce courant représente un grave danger pour l'avenir de la lutte palestinienne, bien plus grave que celui que peut représenter la droite traditionnelle. Hamas, qui exploite judicieusement les concessions et capitulations de cette dernière, se présente comme une direction de rechange qui se propose de supplanter toutes les autres fractions.

Par son radicalisme anti-Israélien, qui s'apparente à un fanatisme moyenâgeux, et les critiques acerbes qu'il formule haut et fort à l'encontre de l'OLP, le mouvement intégriste gagne de plus en plus de terrain parmi les Palestiniens, et non seulement en Palestine. Il constitue potentiellement un ennemi mortel pour la gauche palestinienne, comme le même mouvement l'a amplement démontré dans d'autres pays de la région. Il constitue aussi l'ennemi idéal pour la droite sioniste, un ennemi qui peut lui rendre beaucoup plus aisée la tâche de souder la population israélienne en un bloc compact anti-palestinien.

Tout en ne rejetant pas a priori l'unité d'action ponctuelle avec Hamas dans le cadre de l'Intifada, il est d'une importance vitale pour la gauche palestinienne qu'elle mène contre ce courant une lutte idéologique et politique sans ménagement. Ceci

comprend la nécessité de dénoncer les nombreuses ambiguïtés des rapports passés et présents de Hamas, et des Frères musulmans dont il est l'émanation, avec les autorités sionistes.

Il faut mettre les masses palestiniennes en garde contre la mystification que propage le courant intégriste, et non donner à ce courant un surcroît de crédibilité en le faisant participer à la direction de la lutte. Le Dr Habache peut juger que, sur plusieurs questions, l'attitude de Hamas lui semble plus en résonance avec celle du FPLP que ne l'est celle de la direction de l'OLP. Ce serait faire bien peu de cas des considérants de chaque position, et de ce qui est proposé par chacune à la place de ce qu'elles rejettent apparemment en commun.

Malheureusement et paradoxalement, certaines positions qui singularisent Hamas parmi les forces agissantes sur le terrain, sont tout à son avantage à long terme. C'est le cas du rejet par les intégristes de la "conférence internationale" en tant qu'instance pour le règlement du problème palestinien. Cette conférence — qui, selon le projet de l'OLP, placerait les négociations entre les Palestiniens et les Etats arabes, d'une part, et le gouvernement israélien de l'autre, sous l'égide des cinq grandes puissances — est en contradiction avec le droit le plus élémentaire du peuple palestinien à l'autodétermination. Elle ne saurait déboucher sur l'Etat indépendant auquel aspirent les Palestiniens.

Pour une conférence internationale ?

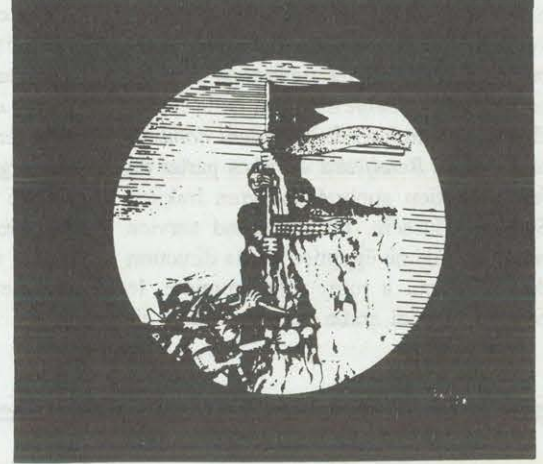
Le Dr Habache ne semble d'ailleurs pas s'apercevoir qu'il est incohérent d'expliquer que ce ne sont pas les concessions de l'OLP qui ont permis de réaliser les acquis, mais bien l'Intifada, et que la direction de l'OLP devrait plutôt concentrer ses efforts sur l'intensification du soulèvement, alors qu'il appelle, par ailleurs, à « regrouper les efforts en vue d'une conférence internationale », et ce avec Mitterrand et ses partenaires européens de surcroît ! A moins de croire très naïvement que la conférence en question viendra tout naturellement confirmer les acquis réalisés par l'Intifada...

Nous avons été bien surpris, d'autre part, de voir le Dr Habache esquiver notre

INTERNATIONAL VIEWPOINT

7 June 1989

138/118 No 8



LEBANON WAR ANNOUNCES RISE OF EXPLOSIVE CRISES IN MIDDLE EAST

Rebuilding Solidarnosc: A Dossier

question sur les tâches du mouvement palestinien en Jordanie, sous prétexte que le régime du roi Hussein ne représente plus un danger immédiat "pour la cause palestinienne" depuis qu'il s'est désisté de la Cisjordanie. Etrange réponse de la part d'un homme qui, pour avoir longtemps milité en Jordanie, sait pertinemment que le nombre des Palestiniens qui y vivent est plus élevé que celui des habitants de Cisjordanie, et qu'ils y subissent une répression encore pire que celle qu'exerce l'occupation sioniste.

Etrange réponse de la part d'un protagoniste direct des batailles de 1970, au cours desquelles le pouvoir jordanien a massacré bien plus de Palestiniens que ne l'a fait le pouvoir sioniste en 1948. Etrange réponse, enfin, de la part de quelqu'un qui aspire à un Etat palestinien indépendant, sans abdiquer la lutte anti-sioniste : n'est-il pas évident, ne serait-ce que pour des raisons géographiques, qu'aucune indépendance de la Cisjordanie vis-à-vis de l'Etat sioniste n'est concevable si elle ne s'appuie pas sur la Jordanie ?

Notons enfin que si le chef du FPLP se juge en droit de demander aux organisations du mouvement de libération arabe « pourquoi n'ont-elles pas été à la hauteur de l'Intifada ? » et de leur attribuer la responsabilité de cette carence, celles-ci sont au moins tout autant en droit de re-

3) Les rapports entre la DPU et l'OLP sont décrits dans *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989.

jeter une grande partie de cette responsabilité sur le mouvement de libération palestinien qui a privilégié et continue à privilégier ses rapports avec les régimes arabes, y compris les plus pourris.

Il nous suffira de rappeler à cet égard comment la dernière session du Conseil national de l'OLP, réunie à Alger en novembre 1988 moins d'un mois après la répression de l'Intifada algérienne dans un bain de sang, a salué dans une belle et touchante unanimité « le président combattant Chadli Bendjedid » ! Sans parler du ferme soutien apporté au tyran irakien, Saddam Hussein, ou du grand service rendu au régime égyptien par la direction de l'OLP qui a rompu, la première, le boycott officiel arabe consécutif à la si-

gnature par Le Caire du traité de paix avec Israël.

C'est d'ailleurs là que réside ce qui est peut-être, au fond, la divergence principale que nous pouvons avoir avec la gauche de l'OLP : nous pensons que l'intérêt véritable de la lutte palestinienne est d'être en symbiose avec les luttes révolutionnaires des masses des pays de la région arabe, et non avec les gouvernements qui les oppriment. A court terme, cela fera moins d'argent dans les caisses des organisations palestiniennes, mais le peuple palestinien y trouvera certainement les seuls alliés stratégiques sur lesquels il peut vraiment et directement compter.

★

12 janvier 1990

Israël à l'heure de l'Intifada

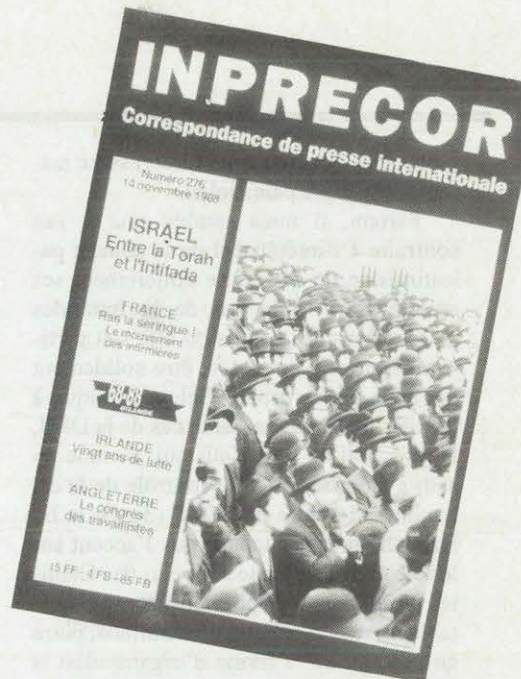
À l'initiative de divers mouvements pacifistes européens et israéliens, les 29 et 30 décembre derniers ont été placés sous le thème "1990, année de la paix", à Jérusalem. Vendredi 29, près de 3 000 femmes palestiniennes et israéliennes avaient commencé à défiler, quand elles ont été violemment attaquées par les forces de l'ordre. Samedi 30, c'est une manifestation de plus de 20 000 Israéliens, Palestiniens et Européens qui a traversé Jérusalem-Est avant, là aussi, d'être brutalement dispersée par la police (1).

Nous avons joint au téléphone, à Jérusalem, notre camarade Michel Warshawski, pour faire le point sur ces rassemblements, les plus importants du genre depuis le début de l'Intifada, qui marquent un tournant dans la vie politique de l'Etat d'Israël.

INPRECOR : *La presse a beaucoup insisté sur le fait que pour la "première" fois des Palestiniens étaient présents aux côtés des Israéliens dans de telles manifestations pour la paix. Qu'est-ce qui explique le fait que les Palestiniens aient choisi d'utiliser cette forme d'action ?*

Michel WARSHAWSKI : Tout d'abord, ce n'est pas la première fois. Déjà en 1987, le Comité pour la même terre, une organisation mixte israélo-palestinienne, avait tenté avec un succès partiel d'organiser des manifestations de masse où Israéliens et Palestiniens se retrouvaient ensemble. C'est précisément après le succès, même s'il était partiel,

des premières marches, que les autorités ont décidé d'interdire, y compris au niveau de la Cour suprême, les manifestations de ce type, arguant qu'elles font le jeu de l'OLP. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est non pas que les Palestiniens soient prêts à participer à une telle manifestation, mais que "La paix maintenant" (2) ait accepté de se joindre à l'initiative et que la marche traverse Jérusalem-Est, la Jérusalem arabe, offrant ainsi un cadre légal permettant aux Palestiniens de manifester. C'est précisément ce que nous espérions faire dans le passé. Ainsi, la nouveauté ce n'est pas la présence massive des Palestiniens, et donc un tournant politique de leur part, mais bien un tournant politique de "La paix maintenant".



◆ Pourquoi ce tournant a-t-il lieu aujourd'hui ?

Cela se situe dans le cadre de l'évolution politique générale de ce mouvement et s'explique par deux facteurs principaux. Aux yeux des formations européennes, cette initiative se devait d'être mixte. Ce sont les mouvements de paix européens qui ont mis "La paix maintenant" au pied du mur, en lui disant que c'était à prendre ou à laisser. Les organisations pacifistes israéliennes plus radicales que "La paix maintenant" lui ont laissé le champ libre afin qu'elle prenne ses responsabilités. Il faut lier ceci au second facteur, celui des relations qui se tissent entre "La paix maintenant" et, d'une façon générale, les formations politiques israéliennes modérées d'une part, et la direction nationale publique dans les territoires occupés d'autre part.

Ce que les dirigeants de "La paix maintenant" n'ont peut-être pas saisi immédiatement, c'est qu'il ne s'agissait pas d'avoir simplement une délégation de Palestiniens dans la manifestation, mais bien que des milliers et des milliers de Palestiniens viennent s'y joindre spontanément, sans être encadrés par une organisation, comme cela s'est passé.

1) Durant les deux manifestations, il y a eu une soixantaine de personnes arrêtées au total, qui ont presque toutes été relâchées peu après ; lundi 1er, il ne restait que deux personnes en détention, qui ont été libérées le lendemain. On compte environ une cinquantaine de blessés, dont deux graves, une Européenne et un Palestinien.

2) "La paix maintenant" est un mouvement pacifiste israélien, en affinité avec les colombes du Parti travailliste, né en opposition à l'intransigeance du Likoud, le bloc de la droite sioniste au pouvoir depuis 1977, face aux propositions égyptiennes de paix globale. Ce mouvement a connu son apogée lors des manifestations contre l'invasion du Liban par Israël en 1982.

◆ *De nouvelles manifestations du même type sont-elles prévues ?*

Non, pas pour l'instant. Ce sont les Européens qui ont servi de catalyseur pour ces quelques journées de manifestation pour la paix. Une fois eux partis, on lèche ses blessures, on se repose, on tire des bilans. Il y a dans l'air l'idée de la création d'un comité permanent qui regrouperait les formations européennes, des représentants du mouvement national palestinien, "La paix maintenant" et les organisations militantes en Israël pour donner un prolongement à cette initiative. Mais ce sera encore long à négocier.

◆ *L'Intifada a célébré récemment son deuxième anniversaire. Comment juges-tu son impact sur la société israélienne ?*

Après deux ans, on peut affirmer avec une certitude absolue qu'il existe un phénomène d'usure dans la société israélienne dû à l'Intifada, face à un soulèvement qui se maintient et dont rien ne laisse présager qu'il va s'arrêter ou connaître un recul. Il n'y a pas aujourd'hui en Israël de manifestations spectaculaires de dizaines ou de centaines de milliers d'Israéliens : l'impact de l'Intifada ne se ressent pas à ce niveau-là, mais bien plus dans le vécu général du corps social. On observe une fatigue, une nervosité dans la société et au sein même de la classe dirigeante. Le dernier scandale Weizman en est une preuve, le gouvernement ayant complètement perdu les pédales à ce sujet (2).

◆ *Quel est le moral de l'armée face à la répression de l'Intifada ?*

Le taux de refus de servir dans les territoires occupés reste plus ou moins le même ; on en est arrivé au centième soldat de réserve ayant refusé de servir. C'est d'ailleurs un militant de notre organisation. Mais, ce qui est plus significatif à mon avis, ou au moins aussi significatif, c'est le pourcentage grandissant de sol-

dats qui se "débinent", c'est-à-dire qui ne refusent pas ouvertement de partir, mais en ont assez et recherchent toutes sortes de "combines" pour éviter d'y aller. On avait déjà assisté à cela pendant la guerre du Liban, quand l'armée israélienne avait commencé à s'y installer, de même qu'elle s'installe aujourd'hui dans l'Intifada. Beaucoup de soldats disent : « J'ai fais ça une, deux, trois fois. Ça suffit comme ça... »

C'est une des raisons pour lesquelles l'état-major essaye d'utiliser moins d'unités de réserve et davantage de conscrits. Mais alors se pose un autre type de problème, vu que les conscrits font partie d'unités combattantes qui sont enlevées de leurs tâches et de leurs entraînements ; ce qui, à long terme, hypothèque l'efficacité militaire de l'armée israélienne.

◆ *Shamir semblait penser que la fermeté dans l'affaire Weizman serait payante car, selon diverses sources, la majorité de la population israélienne serait favorable à une répression plus dure contre les Palestiniens.*

Les sondages disent tout et son contraire à ce sujet : ils révèlent qu'une grande majorité d'Israéliens se prononce pour la fermeté et pour déporter les Palestiniens, mais aussi qu'une majorité égale en importance dit qu'il faut négocier avec l'OLP. Je crois que ce qui explique les contradictions apparentes des sondages et qu'il faut absolument comprendre, c'est que la majorité de la population tient un double langage. Les gens pensent qu'il faudrait pouvoir se débarrasser de l'Intifada, se débarrasser des Palestiniens, si c'était possible... mais, que si c'est impossible, vu qu'"il y en a marre", autant négocier avec l'OLP pour arriver à une solution.

◆ *A ton avis, crois-tu que le gouvernement israélien sera obligé de négocier à court ou à moyen terme sous la pression de l'Intifada et également de ses alliés américains ?*

De toute manière, ils négocient déjà. L'affaire Weizman en est un exemple. Ils négocient à l'intérieur, ils négocient indirectement par le biais des Etats-Unis et de l'Egypte à l'extérieur et parfois, secrètement, directement. Maintenant, si la question est de savoir si les petits pas en avant réalisés au cours de l'année passée vont conduire rapidement à une nouvelle étape dans la gestion du dossier, je serais prudent. Le gouvernement israélien est expert pour manœuvrer afin de gagner du temps, faire traîner les choses, aller de commission en commission, etc. Comme

les Etats-Unis sont occupés principalement aujourd'hui par les événements en Europe, d'une part, et par l'Amérique centrale de l'autre, le gouvernement peut raisonnablement espérer que s'il ne dit pas un "non" absolu, ce qui serait un manque de tact par rapport aux Etats-Unis, il peut continuer à gagner du temps.

◆ *La situation actuelle peut-elle cependant durer indéfiniment, vu le "ras-le-bol" de la société et le pourrissement de la situation dont tu parlais tout à l'heure ?*

Cela peut encore continuer ainsi. Le ras-le-bol existe, mais le prix à payer par la population israélienne n'est pas assez grand pour qu'apparaisse un courant d'opinion suffisamment fort pour obliger le gouvernement à changer de cours.

◆ *Quelles sont les perspectives politiques dont vous disposez en ce moment ?*

Les manifestations de la fin 1989 ont confirmé à une grande échelle qu'une autre façon de faire de la politique se dessine. Je veux dire que ce qui, à l'origine, était le fait d'une toute petite minorité dans le mouvement de la paix israélien, à savoir la coopération israélo-palestinienne, commence à être repris aujourd'hui, y compris par "La paix maintenant" et par la majorité du mouvement pacifiste. La manifestation de femmes du 29 décembre a été organisée conjointement, après des mois de travail en commun, par les organisations de femmes palestiniennes des territoires occupés et les organisations de femmes israéliennes pour la paix. La manifestation de "La paix maintenant" a été coordonnée entre Israéliens et Palestiniens. Nous en sommes à une nouvelle étape, à un pas en avant qualitatif dans un mouvement de la paix qui ne se contente plus de protester, mais place au centre de ses préoccupations, d'une part la coopération israélo-palestinienne, et de l'autre la solidarité. ★

7 janvier 1990

Propos recueillis par Natacha Marly

Michel Warshawski est en sursis dans l'attente du jugement en appel, le 8 février prochain, contre sa condamnation à vingt mois de prison ferme pour un prétexte fallacieux masquant mal la volonté de le punir pour son action de solidarité avec la lutte des Palestiniens (voir Inprecor, numéro 297, du 13 novembre 1989).

3) Le 30 décembre dernier, Ezer Weizman, ministre travailliste de la Science dans le gouvernement israélien de coalition, a été sommé de quitter son poste par Itzhak Shamir, Premier ministre issu du Likoud, car il aurait eu des contacts directs avec de "hauts responsables" de l'OLP, ce qui est interdit par une loi votée en 1986. Après diverses tractations entre travaillistes et Likoud, et devant la menace d'un éclatement de la coalition qui aurait conduit à la convocation de nouvelles élections, Shamir a finalement cédé et Weizman est resté au gouvernement.



En bref...

ETAT ESPAGNOL

Campagne d'insoumission

Un mouvement antimilitariste actif et radical existe dans l'Etat espagnol depuis 1984, année où le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a promulgué la Loi d'objection de conscience (LOC). A ce moment, et dans la montée du mouvement anti-OTAN, la LOC a été dénoncée par le mouvement antimilitariste et des milliers de jeunes ont présenté une déclaration collective demandant à être reconnus comme objecteurs sur la base de motifs non permis par la LOC. Sous la pression de ce vaste mouvement, le gouvernement s'est vu obligé de les reconnaître comme objecteurs. De plus, un recours légal contre la LOC a paralysé son application durant presque 4 ans.

Début 1988, le gouvernement cessa d'accepter les nouvelles déclarations collectives qu'il continuait à recevoir et planifia une "amnistie" pour les objecteurs "rebelle" antérieurs à 1988 (qui se concrétisa en décembre 1989). De cette façon, il croyait pouvoir préparer la voie à la mise en place progressive de la prestation sociale [service civil, ndlr] prévue par la LOC, utilisant les objecteurs qui ne refusaient pas de l'accomplir. Face à cette manœuvre, le mouvement, qui avait l'intention de se centrer autour du refus et du boycott de la prestation sociale, s'est vu obligé de modifier sa tactique, et de concentrer la majorité de ses efforts autour d'un refus total du service militaire, et de l'insoumission à l'armée.

Cela a été la campagne centrale de l'année 1989, qui continuera en 1990. Jusqu'en décembre, près de 400 jeunes des différentes nations de l'Etat espagnol ont manifesté face aux tribunaux militaires leur insoumission à l'armée (si nous y ajoutons les insoumis à la prestation sociale, cela fait presque 500). La réponse du gouvernement et des militaires a été une répression limitée, pour éviter une amplification de l'insoumission et ne pas provoquer une réponse sociale trop forte.

Pour cela, pendant que la majorité des insoumis restait en liberté provisoire, quelques uns ont été incarcérés (puis, rapidement remis en liberté). De ce point de vue, on peut dire que le gouvernement a échoué. Le nombre d'insoumis s'est accru et le débat sur le service militaire a surgi dans la société. La grande majorité de la population — en particulier la jeunesse — s'est opposée clairement à l'armée. Et cela a contribué non seulement à délégitimer le service militaire, mais aussi l'armée et tout ce qu'elle représente.



Les premiers conseils de guerre (le 16 novembre 1989) contre deux insoumis catalans (dont José Maria Moragriga, membre des Jeunesses communistes révolutionnaires) a aussi été contre-productive pour le gouvernement, car elle a surtout servi à amplifier la question : le mouvement a obtenu de nouveaux appuis sociaux et un plus grand écho dans les médias. De plus, d'importantes mobilisations étudiantes ont eu lieu. Les deux insoumis ont été condamnés à 13 mois de prison, mais ils restent pour le moment en liberté provisoire car ils ont présenté un recours. Cependant, cela n'a pas conduit le mouvement à se relâcher, bien au contraire. La menace de la répression n'a pas disparu et, de plus, le mouvement anti-militariste va être à l'offensive, en renforçant le mouvement et ses appuis, en nous mobilisant dans la rue, en profitant du fait que le gouvernement se trouve aujourd'hui dans une situation difficile. Pour tout cela, l'appui que le mouvement recevra de l'extérieur de l'Etat espagnol sera très utile, spécialement quand, en cas de répression, les mouvements sociaux, les organisations révolutionnaires et toutes sortes de personnalités apportent leur soutien aux insoumis et rejettent le gouvernement et les militaires. ★

NICARAGUA

Que veulent les femmes ?

Dans le cadre de la campagne pour les élections du 25 février prochain au Nicaragua, *Barricada* a interrogé des femmes des différents partis en présence, afin de connaître ce qu'elles pensaient de leur condition au Nicaragua, dix ans après la révolution sandiniste.

Aurora Lila Lacayo, du Parti démocrate de confiance nationale (PDCN-UNO) :

« Notre parti propose aux femmes, avant tout de sauver les valeurs morales qu'elles ont perdu depuis 10 ans. Le nombre de prostituées a énormément augmenté. La femme doit être réellement la protagoniste du changement au Nicaragua et à travail égal, son salaire doit être égal. La femme doit s'affirmer en tant que telle. Or, s'emparer d'un fusil, monter sur un tracteur, ou s'intégrer aux milices, ce n'est pas s'affirmer. (...) Quand la femme prend le fusil, elle abandonne son foyer, quand les enfants partent à la récolte de café comme main-d'œuvre gratuite du Front sandiniste, ils abandonnent aussi leur foyer. Notre parti défend le foyer et la première préoccupation de la femme doit être que mère, père et enfants forment une famille unie, en harmonie et en paix qui lui permette de se consacrer pleinement à son foyer. »

Maria Ramirez, secrétaire de l'Union nationale des étudiants, Front sandiniste de libération nationale (FSLN) :

« Nous n'avons pas perdu nos valeurs, tout au contraire, pour la première fois, nous avons les nôtres. Je ne pense pas que rentrer tard à la maison parce qu'on va à l'université ou qu'on reste dans un cercle d'études provoque la désunion de la famille. Il est certain que la famille est plus unie quand les jeunes ne sont pas au front ou encore aux récoltes de café pendant trois mois. Mais si nous n'étions pas passés par là, nous ne serions pas réunis aujourd'hui tout simplement parce que la guerre aurait continué et que nous n'aurions eu aucune possibilité de reprendre nos études. »

« Les jeunes Nicaraguayennes constituent un électorat différent de celui des autres pays, tout d'abord parce que nous avons le droit de vote à 16 ans et ensuite parce que nous avons dû brûler des étapes à cause de la guerre,

des responsabilités qui nous incombent très jeunes dans la famille et au travail. Mais cela nous permet d'avoir une vision beaucoup plus vaste et plus forte de la vie. Les jeunes d'ici sont plus critiques et plus révoltés que les adultes et cela contribue à faire avancer la société. Il est donc logique que notre tendance électorale aille dans le sens d'un approfondissement du changement révolutionnaire et non du conservatisme. »



Socorro Medrano Reyes, du Parti conservateur démocrate du Nicaragua (PCDN) :

« Durant les 40 ans de la dictature somoziste, les Nicaraguayennes n'avaient aucune perspective. Nous étions fatiguées de notre rôle de maîtresses de maison. C'était inscrit dans notre culture : la seule chance pour une femme était de faire un bon mariage. Tout était conçu en fonction de cela, il était impensable, par exemple, qu'une femme se mêle de politique. Celle qui l'osait, était vraiment une héroïne, en rupture avec toutes les traditions et les préjugés. »

« Je pense qu'en dix ans de révolution, les Nicaraguayennes ont évolué, elles ont une réflexion plus dynamique, elles participent davantage à la vie nationale, dans ses aspects socio-économiques et culturels. »

Ivonne Siu, directrice de l'Institut nicaraguayen de la femme :

« Le niveau de conscience qu'ont acquis les femmes nicaraguayennes avec la révolution est suffisamment élevé pour que leurs choix politiques se fondent sur de bonnes raisons. Elles savent ce que les candidats ont à offrir, elles connaissent ceux qui mentent et ceux qui disent vrai, ceux qui dans le passé ont fait des promesses et ne les ont jamais tenues. » ★

URSS

Antinucléaires d'Alma-Ata à Las Vegas

Le 6 août 1989 a eu lieu une manifestation de plus de 50 000 personnes à côté du polygone d'essais nucléaires de Sémipalatinsk, convoquée par le mouvement anti-nucléaire autonome "Sémipalatinsk Nevada". Un des dirigeants de ce mouvement est le poète Oljas Souleïmenov, député du peuple et premier secrétaire de la direction de l'Union des écrivains du Kazakhstan.

Le mouvement lutte pour un moratoire unilatéral des essais nucléaires en Union soviétique et a lancé un appel parallèle aux Etats-Unis et aux autres puissances nucléaires. Un de ses projets est la convocation à Alma-Ata, au printemps 1990, d'un congrès international des électeurs de tous les pays dotés d'armes nucléaires, afin de lutter ensemble pour l'arrêt définitif des essais nucléaires.

Le mouvement s'appelle "Sémipalatinsk-Nevada" en référence au polygone d'essais nucléaires ("Nevada Nuclear Test Site") aux Etats-Unis dans l'état du Nevada (éloigné à peine de 100 kilomètres de Las Vegas !). 218 anciens ouvriers ou membres de familles d'anciens ouvriers du "Nevada Test Site" ont intenté un procès aux autorités américaines, à la suite de maladies provoquées par les essais nucléaires. Ces ouvriers affirment que les autorités connaissent ces risques de contaminations, tenus secrets lors de l'embauche.

Il faut espérer que, grâce à l'initiative du mouvement "Sémipalatinsk Nevada", un contact direct s'établira avec les travailleurs et les syndicats du "Nevada Test Site", et qu'une étroite coopération s'instaurera entre les mouvements anti-nucléaires soviétique, américain, britannique et français. ★



URSS

Retours sur le stalinisme

Le début de transformation politique en RDA, en Tchécoslovaquie et en Roumanie, ainsi que les transformations politiques en cours en Hongrie et en Pologne, ont trouvé leur reflet dans la presse soviétique par le biais d'une remise en question radicale des décisions contre-révolutionnaires prises jadis par Staline, Khrouchtchev et Brejnev à l'égard des masses laborieuses de ces pays.

Ainsi, dans les *Nouvelles de Moscou* du 10 et du 17 décembre 1989, nous trouvons des interviews d'Alexandre Dubcek et de Zdenek Mlynar qui condamnent l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Y apparaissent également une condamnation de l'intervention soviétique en Hongrie en 1956, une dénonciation des suites politiques du pacte Hitler-Staline, notamment dans les Pays baltes, ainsi qu'une condamnation de la corruption des dirigeants de l'ancien Parti de l'unité socialiste (SED) en RDA. S'y exprime également un appui au soulèvement populaire en Roumanie. ★



URSS

Disproportions "planifiées"

Selon un article de J. Sosnine, paru dans la revue du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) *Agitator* (numéro 13, 1989), entre 25 et 40 % des vivres produites dans les kolkhozes et les sovkhozes soviétiques sont perdus à cause du sous-développement du système de transport, de stockage, de transformation et de distribution. Ce sous-développement — disproportion entre la production et les services — a constitué un trait permanent de la politique économique appliquée en URSS depuis le début de l'ère stalinienne. Loin de démontrer la nature inadéquate de la planification en soi, il reflète plutôt le caractère disproportionné, donc insuffisamment planifié, de la croissance économique, résultant de la mainmise bureaucratique sur l'économie et la subordination de celle-ci à ses intérêts particuliers de caste bureaucratique. ★

URSS

Nouvelle attaque contre Trotzky

Dans leur édition du 17 novembre 1989, les *Nouvelles de Moscou* ont publié une nouvelle attaque calomnieuse contre Léon Trotsky, dans le cadre d'un entretien, sous forme de "table ronde", auquel participait notamment Evguénie Ambartsoumov, politologue partisan inconditionnel de Gorbatchev.



Trotsky et les membres actuels de la "gauche radicale" sont accusés d'avoir été responsables de la "justice sanglante" et de la collectivisation forcée, voire de l'expansion territoriale de l'URSS au moyen de la "guerre révolutionnaire", le tout au nom de la révolution permanente !

Par une falsification historique flagrante, Ambartsoumov essaye de cacher le fait que Staline et les staliniens se sont, de manière quasi hystérique, opposés à la théorie de la révolution permanente qui s'inscrivait en porte-à-faux par rapport à la théorie du parachèvement de la construction du socialisme dans un seul pays. C'est au nom de cette dernière théorie, et dans sa logique prévue et dénoncée par Trotsky, qu'ont eu lieu tant la collectivisation forcée que les purges sanglantes et l'expansion territoriale de l'URSS identifiée avec l'extension du socialisme. Trotsky a combattu sans relâche tous ces crimes.

On trouve, en outre, chez un autre participant à cette "table ronde", le journaliste Mikhaïl Loubanov, une phrase pour le moins inquiétante : « *Ce n'est pas par hasard que certaines publications contiennent une apologie de Trotsky* ». Serait-ce prohibé... au nom de la glasnost et de la liberté de la presse ? Alors que l'apologie de la social-démocratie internationale, de Kerensky, de Milioukov, de Soljenitsyne, voire de Richard Nixon ou de George Bush est considérée comme parfaitement normale ! ★



URSS

Catastrophes écologiques

En 1989, le secret entourant les questions de pollution en URSS s'est levé. La première réunion de scientifiques soviétiques autour des problèmes écologiques a révélé que 16 % du territoire (où vivent 26 % de la population du pays) était actuellement, du point de vue écologique, dans une situation de "crise" ou de "catastrophe". Cela signifie que dans ces zones la pollution a causé des changements très importants dans l'environnement, parfois irréversibles. Les situations décrites comme "catastrophiques" englobent la mer d'Aral et ses environs et la région de la basse Volga. Les zones "en crise" sont la Moldavie, la région centrale des Terres noires, et les lacs Ladoga et Baïkal. La concentration de diverses substances dangereuses dans l'air de 103 villes soviétiques est au moins dix fois supérieure à ce qu'autorisent les normes de santé soviétiques actuelles.

Face à cette situation très préoccupante, le gouvernement a commencé à prendre quelques mesures. Ainsi, en novembre dernier, le Soviet suprême a adopté une résolution stipulant, qu'à partir du 1er janvier 1990, tous projets économiques devraient présenter préalablement une étude de leur impact sur l'environnement avant d'être acceptés, et que les entreprises recevraient une aide financière pour combattre la pollution. Les sommes allouées à la protection de l'environnement dans le budget 1990 ont augmenté de 19 % alors que, dans la plupart des autres secteurs, les budgets ont diminués. ★

La chute d'une dictature

A son tour, la dictature bureaucratique de la Roumanie de Ceausescu est tombée, balayée, fin décembre, par une insurrection populaire à laquelle s'est jointe l'armée. Mais contrairement à ce qui s'est passé en RDA ou en Tchécoslovaquie, la résistance des forces de l'ancien régime a été farouche et a causé plusieurs milliers de victimes.

Les médias, et surtout la télévision, ont largement relaté les étapes de la chute du régime stalinien du "génie des Carpathes". Comble du paradoxe, les gouvernements impérialistes, qui n'avaient pas ménagé leurs éloges à ce tyran sanguinaire dont ils flattaient "l'esprit d'indépendance" face à l'URSS, ont presque ouvertement appelé à une intervention militaire soviétique pour "aider les insurgés" et, surtout, "rétablir l'ordre".

Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur la situation actuelle en Roumanie, avec des reportages de notre envoyé spécial. Pour essayer de comprendre les mécanismes et les particularités, les assises sociales, politiques, historiques et économiques de ce régime, *Inprecor* a interrogé Edith Lhomel, auteur de nombreux articles sur la Roumanie.



INPRECOR : Dans quelles conditions la dictature bureaucratique s'est-elle installée après-guerre ?

Edith LHOMEL : La particularité roumaine vient du fait qu'il n'y avait aucune tradition communiste avant-guerre. En 1944, le Parti communiste roumain (PCR), dirigé alors par G. Gheorghiu-Dej n'était, composé que de quelques centaines de membres dont l'audience était particulièrement réduite. Cependant, en l'espace de trois années, il parvint à écarter l'ensemble des autres partis politiques — pour certains très influents, comme le Parti libéral et le Parti national paysan — et à contraindre le roi Michel à abdiquer.

Dépourvu, à l'époque, de la moindre légitimité, ce n'est qu'à sa totale soumission à l'égard de Moscou et à l'intervention des Soviétiques dans la vie politique roumaine que le PCR a dû une pareille ascension. L'entrée, en février 1948, des membres du Parti social-démocrate dans le PCR a contribué au gonflement de ses rangs ; il comptait alors environ un million de membres.

Cette évolution a été extrêmement mal ressentie par la population. La très faible implantation initiale du PCR se réduisait à quelques noyaux d'ouvriers et

d'intellectuels, ces derniers étant souvent d'origine juive ou hongroise. Aussi, la population a-t-elle toujours eu une réaction de rejet envers ces communistes. En 1948, au moment où le PC a consacré son emprise sur le pays, les communistes roumains étaient ressentis comme un élément exogène à la société et à la culture politique, et vus comme des agents de Moscou, dans le sens le plus primaire du terme.

De 1958 à 1965, s'ouvre une période de prise de distance avec Moscou. A l'origine de ce phénomène on trouve un conflit de la direction roumaine avec Khrouchtchev, qui voulait imposer à la Roumanie un développement axé sur l'agriculture et le transfert de ses matières premières, ceci dans le cadre d'une division des tâches au sein du COMECON. En revanche, les dirigeants roumains tenaient absolument à maintenir la priorité à l'industrie lourde, conformément au schéma stalinien classique.

Une deuxième raison de cette prise de distance avec Moscou est la vague de "déstalinisation" qui a déferlé sur l'ensemble des pays de l'Est à cette époque. En Roumanie, cela s'est concrétisé par une "roumanisation" du Parti, entamée en réalité dès 1952-1953. Ainsi, l'élimination des pro-soviétiques a été présentée à Moscou comme un gage de "déstalinisation" alors qu'en fait, ni les structures de

pouvoir, ni la manière de gouverner, ni le schéma de développement économique n'ont été remis en cause.

Toute cette politique a été menée par la même personne, G. Gheorghiu-Dej (prédéceseur de Ceausescu) qui, de fervent partisan de l'URSS qu'il était, est devenu en 1958 un communiste nationaliste fervent. Il a donc réussi ce simulacre de déstalinisation tout en restant au pouvoir et en éliminant de la direction ses deux rivaux, V. Luka et A. Pauker, respectivement d'origines hongroise et juive.

Ce processus a culminé en 1962-1963, lorsque Dej a pratiqué une politique d'ouverture vers l'Occident pour contrebalancer son "éloignement" avec Moscou. Il se donna ainsi les moyens de réaliser son projet de développement de l'industrie lourde, grâce à l'arrivée de capitaux, de produits et de technologie occidentaux. Cette politique est donc antérieure à l'arrivée au pouvoir de Ceausescu, en mars 1965.

Ce dernier n'a donc fait que poursuivre le processus initié par Dej, tout en en renforçant certains aspects. Au niveau du Parti, la roumanisation des cadres a été accentuée. Une politique de la "main de fer dans un gant de velours" a été initiée envers les minorités nationales. Par la suite, vers le milieu des années 70, le "gant de velours" a été "retiré" pour faire place à une discrimination de plus en plus accentuée avec, notamment, l'installation de "représentants" fantoches des minorités nationales, censés être leurs porte-parole dans les instances politiques, et l'apparition d'un discours de plus en plus nationaliste du pouvoir. C'est l'époque d'une ouverture diplomatique sans précédent vers l'Occident et le Tiers monde.

Des dirigeants comme Gheorghe Maurer, Silviu Brucan, Cornel Manescu, co-auteurs, avec trois autres anciens dirigeants du PCR, de la "lettre ouverte à Ceausescu", en mars 1989, furent parmi les artisans de cette politique dite d'autonomie. Aujourd'hui, on les retrouve dans les rangs de ceux qui ont désavoué Ceausescu. Ceci dit, à l'opposé de la Pologne ou de la Hongrie, il n'y a jamais eu de véritable courant réformateur au sein du PCR.

◆ Cette "roumanisation" des cadres a-t-elle permis au PCR d'acquiescer une certaine légitimité nationale aux yeux de la population et de se constituer une base sociale ?

Il est certain que l'assise populaire s'est élargie, mais uniquement par le biais du discours nationaliste. Grâce à cette "résistance" à l'Union soviétique, les dirigeants de l'époque, et surtout par la suite



Ruines à Bucarest après les affrontements avec la Securitate (DR)

Ceausescu, vont bénéficier, d'un certain soutien populaire. Ceci dit, la population établit comme une distinction entre ces dirigeants et le Parti communiste qui, sur un plan idéologique, a toujours été rejeté en bloc.

En 1968, Ceausescu a réalisé une action d'éclat, en refusant de s'associer à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. Ainsi, d'une façon très habile, il a tiré profit du sentiment anti-Russe de la population roumaine. Cependant, ce refus d'intervention en Tchécoslovaquie ne signifiait absolument pas une adhésion aux tentatives de réformes de Dubcek. Au même moment, le PCR repoussait obstinément toute réforme semblable en son sein. C'est là qu'il y a eu une méprise énorme sur les motivations de sa direction.

D'ailleurs, en 1956, lors de la révolution hongroise, la Roumanie a participé aux basses besognes de répression, notamment en emprisonnant Imre Nagy. Le PCR avait peur d'une contagion par l'intermédiaire de la minorité hongroise de Transylvanie. Un mouvement de contestation s'est d'ailleurs développé parmi les étudiants, à Cluj, en 1956, en liaison avec les révoltes en Hongrie ; il a été violemment réprimé. Ceausescu a joui d'un certain charisme entre 1965 et 1971.

Cela correspondait aussi, entre le début des années 60 et le milieu des années 70, à un réel décollage économique. Dans le cadre d'une phase extensive de croissance, le pays se dota d'une base industrielle solide, devenant même une force économique importante pour certaines productions. Le niveau de vie a aussi connu une certaine amélioration, tandis que se produisaient un important exode rural et une arrivée massive de paysans dans les usines. Il faut rappeler que 59,2 % de la population roumaine était

encore rurale en 1970. Par conséquent, il s'agissait incontestablement pour eux d'une promotion sociale par rapport à la misère des campagnes.

Les intellectuels ont aussi apporté leur caution au pouvoir. Pourtant, au début de l'instauration du régime, après 1948, ils avaient été sévèrement réprimés, voire décimés, tout comme les paysans. Mais à la fin des années 60, beaucoup sont tombés dans le piège du nationalisme, peut-être plus encore que le reste de la population. Ils ont trouvé la possibilité de s'exprimer à travers le discours nationaliste et de contourner en partie, de cette manière, la censure qui sévissait dans d'autres domaines. Ils ont ainsi profité, jusqu'en 1971, d'une prétendue libéralisation, ce qui leur a donné beaucoup d'illusions. Il est d'ailleurs significatif que la seule "libéralisation" en Roumanie ait eu lieu sous couvert de nationalisme. Certains intellectuels ne commencèrent à se dégager de cette spirale de soumission et de compromission que vers la fin des années 70, avec le mouvement Goma, en 1977.

Mais la vague de prétendue "libéralisation" a fait long feu. La personnalisation du pouvoir aux mains de Ceausescu et de sa famille a commencé dès le début des années 70. A partir de cette date, Ceausescu a réalisé un virage, notamment en changeant la composition de la direction du Parti, pour y installer "ses" hommes. Si, jusque là, il était soutenu par les membres de l'ancienne équipe de Dej, il va alors installer des personnes dépendant totalement de lui, dans la mesure où elles lui doivent toute leur carrière politique. C'est de cette époque que datent les divergences avec les Iliescu, Maurer, etc., qui ont été, d'une part, alarmés par cette personnalisation du régime et d'autre part, ont perdu de leur influence. Vers la fin des années 70, l'intelligentsia technocrati-

que a été totalement évincée au profit des apparatchiks, ce qui s'accompagna d'un nouveau durcissement idéologique.

Dès lors, l'ambition modernisatrice de Ceausescu s'est réduite à du pur volontarisme empreint d'une véritable mégalomanie, et les "avancées" technologiques du pays se firent de plus en plus à coup d'espionnage industriel.

◆ *Ce tournant est-il seulement le produit d'une dynamique interne de la monopolisation du pouvoir par le clan Ceausescu, ou correspond-il également à des difficultés économiques ?*

Je crois que c'est davantage une dynamique interne. Il aurait été d'ailleurs incapable de se rendre compte du moment exact où il a perdu son charisme ou sa popularité. Il faut bien comprendre le personnage. Il a toujours été habitué à voir des masses soumises, qu'elles soient en partie ou totalement manipulées, et dans tous les cas, encadrées.

Lorsqu'il a fait son grand discours en 1968 (dont les Roumains m'ont parlé avec émotion et amertume, car c'est à ce moment-là qu'ils ont été floués), il jouissait d'une réelle popularité. L'image que lui donnaient les "masses" était toujours la même vingt ans après. Même s'il devait se savoir détesté, il ne pensait sûrement pas qu'elles auraient le courage de se révolter ouvertement. Rappelez-vous son visage, lors de la manifestation de "soutien" qu'il avait organisée juste avant sa chute : quand les gens ont commencé à le huer, ce n'est pas un regard de colère qu'il a eu, mais un regard autant d'étonnement que de panique.

Au début des années 70, les effets pervers de cette politique économique centralisée et planifiée n'apparaissaient pas encore aussi ouvertement et les difficultés

économiques étaient en partie occultées par la politique d'endettement à l'Ouest. D'ailleurs, le régime a bénéficié du soutien des pays occidentaux qui jouèrent également la carte de l'autonomie roumaine contre l'URSS. Ceux-ci accordèrent à la Roumanie une série de privilèges en matière commerciale et des réductions douanières, telles que la clause de la "nation la plus favorisée" aux Etats-Unis, et des facilités accordées par le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale (où la Roumanie a été l'un des premiers pays de l'Est à rentrer). Aussi, l'économie roumaine doit-elle une partie de ses réalisations industrielles à cette coopération économique avec les pays occidentaux.

◆ *Quelles ont été les caractéristiques de la politique économique du régime ?*

La politique économique a suivi une évolution semblable à celle du PCR : aucun changement, aucune réforme du dogme de l'économie centralement planifiée. Certaines réformes de déconcentration qui ont été appliquées, par exemple, en URSS ou en Tchécoslovaquie n'ont même pas eu lieu en Roumanie. Les économistes ayant des velléités de réforme ont vite été écartés.

Le seul changement retenu a été l'ouverture aux crédits occidentaux mais d'une façon très instrumentaliste, les crédits étant mis au profit d'une stratégie économique jamais modifiée : priorité à l'industrie lourde, développement de secteurs sur-dimensionnés pour ce qui est de la chimie, de la pétrochimie, de l'acier et de la sidérurgie, au détriment total de la consommation et du développement de l'agriculture. Le rapport « 70 % alloué à l'investissement et 30 % à la consommation » n'a jamais été modifié, alors que dans les autres pays de l'Est cela a été progressivement modulé. A partir du milieu des années 70, l'économie a commencé à stagner, puis à régresser sérieusement. A partir du début des années 80, avec le remboursement de la dette, la part du revenu national réservé à la consommation a été encore plus réduite, tandis que dans le domaine des investissements, au gaspillage jusqu'alors en vigueur, a succédé un gel progressif qui s'est avéré désastreux pour l'outil industriel.

◆ *Cette volonté de rembourser la dette à tout prix avait-elle une quelconque rationalité ?*

Il est délicat de dire qu'il n'y en avait aucune. N'oublions pas, qu'à l'époque, les milieux financiers occidentaux vi-

Révoltes et répressions

Septembre 1972 : Troubles sérieux dans la région de Jiu, causés par le rationnement, la crise du logement et l'accroissement unilatéral des normes de production.

Août 1977 : 35 000 mineurs de la vallée de Jiu se mettent en grève "sur le tas" et exigent de négocier directement avec Ceausescu. La révolte est avant tout dirigée contre une nouvelle loi sur les pensions mais les revendications portent également sur la journée de six heures pour les mineurs de fond, des vêtements de travail gratuits, le remplacement des directeurs en place, l'abolition du travail forcé, et le refus du rationnement de certains produits alimentaires faisant partie du salaire en nature.

Après des négociations et des promesses de réforme, une répression sévère s'abat sur les mineurs.

Février 1979 : Création du Syndicat libre du peuple travailleur de Roumanie (SLOMR), à partir d'un petit noyau à Bucarest et dans la ville industrielle de Turnu Severin. Par suite de la répression, cette organisation ne semble pas avoir pu obtenir une adhésion importante, sauf dans la région habitée par la minorité hongroise, où 2 500 travailleurs y ont adhéré.

Été 1980 : Des grèves éclatent dans diverses parties du pays (bassins miniers de Jiu et de Rovinari, usines sidérurgiques de Galati et Tirgoviste, usines de construction mécanique de Buca-

rest) pour protester contre les mauvaises conditions de travail et d'approvisionnement et l'accélération des cadences. Comme en 1977, les syndicats "officiels" sont recusés par les travailleurs et des comités de grève élus. Les grévistes occupent pendant quatre jours l'usine "23-Août" de Bucarest et Ceausescu doit s'y rendre personnellement et donner satisfaction à toutes les revendications ouvrières.

Novembre 1987 : A Brasov, deuxième ville du pays, plusieurs milliers d'ouvriers (au moins 15 000) des usines de tracteurs et de camions, descendent dans la rue manifester contre les coupes sombres opérées dans leurs salaires, contre les pénuries alimentaires de plus en plus drastiques et les restrictions d'électricité. Rejoints par la population, ils mettent à sac le siège du Parti et la mairie. Mais, en quelques heures, l'émeute populaire est noyée dans le sang par la milice.

A la différence des troubles de 1977, la nouvelle est rapidement connue à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; même la presse officielle doit en parler. Ces événements ont un tel retentissement que l'on peut parler d'un "effet Brasov". Ainsi, le mouvement d'opposition clandestin "L'action démocratique roumaine" signale son existence en appelant, par voie de tracts, la population à manifester son mécontentement et sa sympathie aux manifestants de Brasov. Un comité de soutien aux personnes arrêtées et à leurs familles est constitué. ★

vaient un syndrome de panique, à cause de la dette polonaise. Ils ont appliqué une politique très rigide en retirant tous leurs avoirs en devises, créant une situation de cessation de paiements pour la Roumanie, dont la dette s'élevait alors à 10 milliards de dollars. En 1981, le FMI a proposé un programme d'austérité et des réformes économiques, en échange de l'octroi d'un crédit *stand-by*.

Face à cette rigidité et à l'ingérence des milieux financiers étrangers, Ceausescu a réagi par une politique du pire, basée à nouveau sur un discours nationaliste indépendantiste (la "forteresse assiégée" par le capitalisme international). Il est clair que les recettes du FMI ne sont jamais très populaires, mais là n'était pas le souci de Ceausescu. Ce qu'il refusait par-dessus tout, c'était la nécessité d'une réforme économique. Il a progressivement

refusé de remettre en cause le dogme de la stabilité des prix, de dévaluer la monnaie nationale (le leu) et de restructurer l'industrie. Or, la Roumanie, bien que riche en énergie, souffrait d'un déficit dans ce domaine : l'obsolescence des équipements avait conduit à un gaspillage considérable d'énergie, sans oublier le fait que les secteurs lourds prédominants dans l'industrie sont grands consommateurs d'énergie.

Ainsi, avec sa volonté de développer une importante industrie pétrochimique, la Roumanie était devenue importatrice de pétrole, bien qu'elle soit elle-même productrice de neuf à dix millions de tonnes annuelles, ce qui n'est pas négligeable. Avec une capacité de raffinage de trente millions de tonnes, le pays importait donc les deux tiers de son pétrole. Les deux chocs pétroliers (1974 et 1977)

ont donc causé des difficultés à l'économie roumaine.

Ceausescu s'est alors lancé dans une fuite en avant, voulant rembourser à tout prix des échéances énormes, environ 1,5 à 2 milliards de dollars par an. Fin 1988, dix milliards du principal étaient remboursés, et six au titre d'intérêts, ce qui a même devancé les prévisions, puisque cet objectif était prévu pour 1990.

Cela s'est fait au prix d'une importante contraction des importations, très néfaste à l'appareil industriel devenu obsolète aux deux tiers (en restant optimiste), et surtout, d'une politique d'austérité draconienne imposée à la population. Pour ce faire, la Roumanie a même vendu une partie de ses réserves d'or sur le marché mondial et s'est donc totalement appauvri. A partir de 1983, il n'y a plus eu de ré-échelonnement de la dette roumaine et, bien que les banques aient proposé un plan plus souple de remboursement, le régime s'y est refusé, allant même jusqu'à effectuer des remboursements anticipés. A partir de cette date, on peut dire qu'il n'y a plus aucune rationalité dans ce remboursement forcené de la dette.

◆ Quelles ont été les conséquences sociales de cette politique ?

Un appauvrissement dramatique de la population. Le rationnement a été restauré pour les produits de première nécessité (ce que le pays n'avait plus connu depuis la guerre) : huile, sucre, farine. La viande a aussi été rationnée, mais comme elle restait introuvable, on peut dire que même cela est devenu théorique. Ceausescu s'est également focalisé sur la nécessité de faire des économies d'énergie, imposant des restrictions importantes à la population par le rationnement du chauffage et de l'éclairage électrique, alors que la consommation des ménages ne représentait que 7 % de l'ensemble de la consommation totale en énergie.

◆ Quelles étaient les raisons de la politique pro-nataliste du régime, était-ce lié à une volonté d'accroître la main d'œuvre ? Quelles en ont été les conséquences sur les femmes ?

Il faut d'abord dire que cette politique n'a pas porté ses fruits, au contraire ! Nous ne disposons pas de chiffres exacts, puisque les statistiques sont soit truquées, soit absentes. Mais on sait maintenant que l'accroissement démographique a baissé d'une façon tout à fait anormale pour un pays européen industrialisé et que la mortalité infantile (comme celle des femmes) s'est accrue. Sur ce dernier point, les chiffres réels sont en fait plus élevés, car

les enfants n'étaient enregistrés que trois semaines après leur naissance, ce qui a permis de camoufler une partie importante de la mortalité infantile.

Il n'existait aucun moyen de contraception et, de surcroît, la population — surtout rurale — est dans l'ignorance totale de tout ce qui touche au contrôle des naissances. La sexualité reste un sujet tabou. L'avortement était considéré comme un crime. Il n'a été autorisé que pendant une courte période au début des années 60. Les avortements clandestins étaient donc la règle. Par ailleurs, les femmes devaient se soumettre tous les trois mois à un examen gynécologique pour vérifier si elles étaient enceintes.

Aujourd'hui, avec les reportages récents effectués sur place auprès des femmes, on se rend mieux compte de la véritable terreur dans laquelle elles vivaient et des conséquences sur les rapports entre hommes et femmes que cela a pu avoir.

Quant aux raisons de cette politique, dans une certaine mesure, peut-être était-ce en effet lié à une volonté d'accroître la main-d'œuvre, quoiqu'il existât un chômage caché. Mais je pense que c'était aussi lié au moralisme, au puritanisme. L'avortement était considéré comme immoral. On attribue d'ailleurs cette politique à Elena Ceausescu, plutôt qu'à son mari. Une troisième raison tenait aussi à la volonté du régime de renforcer son contrôle sur l'ensemble de la vie sociale, jusque dans ses aspects les plus intimes. Les gens étaient ainsi à sa merci dans tous les domaines.

Cela peut paraître diabolique, mais il en allait de même avec le plan de "systématisation" des villages qui prévoyait une homogénéisation et une réglementation de la vie des paysans, un encadrement total, y compris dans la sphère de relative autonomie qu'ils avaient pu se préserver.

◆ En quoi consistait cette politique de "systématisation" et quelles en étaient les raisons ?

La systématisation des villages avait pour but l'égalisation des niveaux de vie entre la campagne et les villes ; la création de centres agro-industriels, qui passaient par la destruction de milliers de villages et le transfert de leur population dans des immeubles dépourvus du moindre confort.

Ce projet remonte au début des années 70. Il était lié, une fois de plus, à la mégalomanie de Ceausescu et à sa volonté de "moderniser" et d'urbaniser la société à tout prix par des moyens purement volontaristes ne tenant absolument pas compte des conditions concrètes du pays.

S'attaquer aux traditions des minori-

tés nationales et encadrer la population : voilà ce qui a progressivement pris le pas sur toute autre considération. On n'a retenu que l'aspect purement idéologique et politique du projet pour délaisser l'aspect économique. D'ailleurs, dans les années 80, dans la mesure où les investissements étaient bloqués, le projet économique lié à ce plan est devenu caduc, puisqu'il s'avèrait impossible de réaliser les infrastructures nécessaires à la création de centres agro-industriels. C'est donc l'aspect d'encadrement de la population rurale et de répression des minorités nationales, essentiellement hongroise mais aussi allemande, tzigane, yougoslave, etc., et de destruction de leur culture qui a prévalu.

◆ Vous avez écrit que les échanges commerciaux avec l'URSS ont augmenté depuis 1985. Cela correspond à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev...

Cela n'a pas de rapport direct avec Gorbatchev. La coopération soviéto-roumaine a connu un accroissement à partir des années 80 car, à l'époque, la Roumanie a dû se tourner vers l'URSS pour son approvisionnement en pétrole. D'une part, elle n'avait plus les moyens d'en acheter en devises sur le marché mondial mais, en plus, elle a été affectée par le conflit entre l'Iran et l'Irak, ses principaux fournisseurs. C'est en réalité une conjonction de facteurs. Comme notamment, le fait que Brejnev ait refusé de livrer du pétrole à la Roumanie en quantités accrues et à des prix préférentiels. Mais le protocole d'accord avec l'URSS de 1984-1985 marque déjà un accroissement des échanges, et pas seulement au niveau du pétrole. Quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir, il a renforcé ce processus et décidé de majorer les livraisons de pétrole. Il ne s'agissait certes pas d'un rapprochement idéologique. Mais l'URSS a misé sur les rapports à long terme.

L'URSS a livré du pétrole, des matières premières, du minerai de fer, de l'électricité, du gaz et a commencé à fournir 50 % de l'approvisionnement extérieur de la Roumanie en énergie, qui devint, en échange, son principal fournisseur en tubes (pour la construction du gazoduc), lui livra du matériel ferroviaire, des camions, des avions, des hélicoptères, etc., et se spécialisa pour cela dans la production de certains produits sidérurgiques.

Reste le problème de la livraison de produits agricoles roumains à l'URSS. Ce point est assez contesté et il faut peut-être le nuancer. Je pense, pour ma part, que la Roumanie était l'un des principaux fournisseurs de viande et de fruits et légumes

à l'URSS. Cette situation n'est pas corroborée par les statistiques roumaines qui sont ou fausses ou inexistantes. Mais, comment la Roumanie a-t-elle payé les livraisons supplémentaires de pétrole et d'électricité soviétiques en 1986 et en 1987 ; l'appauvrissement des livraisons de céréales et de viande à la population s'explique-t-il uniquement par une diminution de la production ?

En outre, la part des produits agricoles dans les échanges de la Roumanie avec les pays occidentaux a baissé. Un autre débouché a pu être les pays arabes et notamment la Syrie ; mais ceci a surtout été valable pour la période où ces pays fournissaient du pétrole à la Roumanie en échange. Je pense donc qu'il y a eu un déplacement vers l'URSS des exportations agricoles destinées aux pays arabes. Durant les deux derniers hivers, on a également assisté à un abattage précoce du bétail qui a causé un grand tort au cheptel roumain. D'ailleurs, le nouveau pouvoir n'a-t-il pas décidé d'arrêter les livraisons de produits agro-alimentaires à l'URSS et les Soviétiques n'ont-ils pas déclaré « comprendre » cette décision !

Les évaluations sur la productivité agricole tablaient sur une production céréalière de 30 millions de tonnes, alors que les statistiques officielles avançaient le chiffre démesurément exagéré de 60 millions. Mais on découvre aujourd'hui que la dernière récolte n'a été que de 16 millions de tonnes ! Donc, même si les quantités exportées étaient plus réduites que l'on pouvait le croire, encore une fois, cela se faisait au détriment de l'approvisionnement de la population.

◆ **Quels sont les facteurs qui ont déterminé l'explosion actuelle ?**

Les facteurs externes, les changements en URSS, en RDA, en Tchécoslovaquie, etc., ont été déterminants, ont joué un rôle de détonateur. Certes, cela faisait longtemps que la population avait envie de bouger, l'armée et une partie de la *Securitate* également. Mais la peur de la dictature n'a vraiment disparu qu'avec le raz-de-marée à l'échelle de l'Europe de l'Est.

La conjoncture régionale a également eu une autre influence. Ceausescu a longtemps utilisé de façon démagogique la fibre nationaliste pour maintenir l'ordre interne, jouant sur la peur d'une intervention russe en cas de contestation intérieure. L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev a relégué cette peur ancestrale du Russe au second plan. D'ailleurs, entre parenthèses, si les Soviétiques ne sont pas intervenus militairement pendant les événements de décembre, c'est, entre autres,

parce qu'ils savaient que cela aurait été une erreur historique et, qu'à terme, la population aurait pu se retourner contre eux.

◆ **N'y avait-il aucune alternative à Ceausescu au sein du régime, capable de l'évincer pour éviter l'explosion populaire ?**

Non, aucun courant réformateur ne s'est constitué au sein du PCR, pour des raisons à la fois de répression et de culture politique. Les gens qui ont rejoint le PCR après la prise du pouvoir ne l'ont fait que par opportunisme et carriérisme et non par conviction politique, à l'exception de certains qui ont été écartés, au plus tard au début des années 70. Cela explique d'ailleurs pourquoi l'armée a joué un tel rôle. Car dans le PCR il n'y avait aucun dirigeant d'envergure capable d'embrasser de maîtriser la situation. Pour cette raison, entre autres, je ne crois pas à la thèse d'un « complot prémédité », d'un coup d'Etat préparé de A à Z.

◆ **Quelles sont les personnes qui composent le noyau dur du nouveau pouvoir et quelles sont leurs trajectoires ?**

C'est un noyau apparemment composé de gens qui se sont démarqués au début des années 70 : Iliescu, Brucan, Mazilu sont d'ex-membres du PCR. Mais ceux de la vieille garde ont été définitivement écartés des instances, sans doute parce que le PC est totalement discrédité aux yeux de la population.

◆ **Peut-on parler d'un rôle direct de Moscou dans la révolution, ou de liens privilégiés de la nouvelle direction avec le PC soviétique et Gorbatchev ?**

Je ne pense pas. Il existait une trop grande étanchéité entre les deux appareils. Ceci dit, l'état-major de l'armée, tout comme une partie de la *Securitate*, et les dissidents savaient que s'ils renversaient Ceausescu, ils auraient la bénédiction, voire même le soutien actif, de Moscou.

La politique soviétique fut à trois volets. Premièrement, une vision à long terme, avec le renforcement des rapports économiques et commerciaux avec la Roumanie, étant entendu que le régime Ceausescu s'achèverait bien un jour ou l'autre. Ainsi, il s'est créé ces dernières années une trentaine de sociétés conjointes soviéto-roumaines. Deuxièmement, miner les bases du régime, sachant que les changements en URSS, la démocratisation, les réformes, etc., devraient tôt ou tard avoir une influence sur la population

roumaine. A ce niveau, il faut rappeler le rôle déterminant qu'a joué la Hongrie dans le travail de sape à l'égard du régime. Et enfin, troisièmement, des tentatives pour entrer en contact avec les personnalités qui semblaient vouloir se démarquer de Ceausescu. Il ne faut pas exclure la possibilité de contacts entre les Soviétiques et Brucan ou Iliescu, mais de là à imaginer un « complot » gorbatchévien... Cela serait une vision trop policière de l'histoire. En fait, il y a eu une conjonction entre la révolte spontanée et la présence d'hommes, prêts à agir, qui ont profité de l'opportunité.

◆ **Quelles forces sociales ont joué un rôle déterminant dans la révolte ?**

La jeunesse, notamment estudiantine et lycéenne a joué un rôle incontestable. Les ouvriers se sont aussi très vite ralliés, mais au même titre que le reste de la population. Le rôle spécifique que les ouvriers peuvent jouer se mesurera à leur capacité à s'organiser, à former des syndicats indépendants, etc. Il existe déjà des tentatives en ce sens. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de grèves, même s'il y a eu des arrêts de travail dus à l'effervescence générale du pays.

Dans la mesure où les événements les plus déterminants ont eu lieu dans les centres urbains, à Bucarest, Timisoara, Sibiu, etc., la paysannerie a joué un rôle plus passif. C'est maintenant que des événements peuvent avoir lieu dans les villages : comment les gens vont-ils réagir par rapport aux anciennes autorités du village, par rapport aux membres du PC etc. ? Nous n'aurons de réponses à ces questions que progressivement.

◆ **Quel est le rôle exact de l'armée ?**

L'armée a peut-être voulu jouer sa propre carte. Elle était la parente pauvre du régime, bien moins privilégiée et équipée que la *Securitate* qui comptait 50 000 hommes.

Les soldats de base se sont totalement identifiés à la population et ont fraternisé avec les manifestants. Quant à une partie de l'état-major, elle s'est aussi rangée du côté des insurgés car, depuis longtemps, elle était mécontente de son sort et ses conditions de vie allaient se dégradant. Une tentative de putsch militaire avait déjà eu lieu en 1983. Le général Militaru aurait été à l'origine de ce coup et n'aurait eu la vie sauve que grâce à une intervention des Soviétiques en sa faveur...

Ceausescu ne faisait plus confiance qu'à sa police politique, voire même uniquement à une frange de celle-ci. D'ailleurs, une partie de la *Securitate* s'est

aussi rangée d'emblée du côté des insurgés.

◆ *Quelle a été l'ampleur réelle des manifestations ?*

A Timisoara, ville de 300 000 habitants, la moitié de la population était dans la rue. A Bucarest, ville de deux millions d'habitant, la participation a été proportionnellement plus basse : plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les manifestations spontanées étaient une denrée tellement rare en Roumanie que le moindre rassemblement acquiert immédiatement une importance gigantesque. A part la frange la plus lucide, la population ne considère pas encore les manifestations comme un élément déterminant dans le rapport de force avec le pouvoir. Il semble cependant qu'elle soit en train d'en prendre très vite conscience, comme le prouvent les récents événements.

◆ *Comment peut-on expliquer la si longue résistance de la Securitate ?*

Trois jours... vous trouvez cela long ?

◆ *Comparé à ce qui s'est passé dans les autres pays de l'Est, la résistance a tout de même été plus acharnée...*

En fait, en l'absence de toute autre force organisée, coordonnée, même un petit groupe bien préparé, organisé, peut avoir un pouvoir important. Les "sécuristes" possédaient des plans de déploiement, des talkies-walkies, etc., cela leur a donné une importance démesurée.

◆ *Etait-ce une résistance désespérée, purement "bestiale", ou conservaient-ils l'espoir de reprendre le pouvoir ?*

Je pense qu'ils avaient un plan d'action. Ceausescu, lors de son "procès" parlait constamment de "coup d'Etat". En fait, c'est à cela qu'il s'attendait, et non à une insurrection populaire. Il s'était d'ailleurs organisé pour contrecarrer un éventuel coup d'Etat. Il pensait plus à une trahison de son entourage immédiat. La Securitate devait créer la panique, le désordre, etc., pour permettre à Ceausescu de reprendre le pouvoir au cas où il aurait été renversé par une révolution de palais.

◆ *C'est ce qui expliquerait son attitude arrogante lors du "procès" ?*

C'est cela. Mais à Bucarest, à son grand dam, c'est bien une insurrection populaire qui a eu lieu et il ne s'y attendait absolument pas.

La Securitate était passée maître dans l'art d'intimider les gens par de fausses rumeurs, véritable lavage de cerveau psychologique, au-delà de la propagande pure. Il est donc très difficile d'avoir une version exacte, vérifiée, des événements.

◆ *Peut-on parler de filiation avec les révoltes précédentes (voir encadré p. 32), d'une accumulation d'expériences, etc. ?*

Sans doute. J'ai été relativement étonnée par le caractère pacifique des manifestations. Dans les révoltes précédentes, on assistait à des saccages, à des lynchages, aux actes de violence d'une population désespérée, qui n'en pouvait plus. Les gens ont dû, cette fois, en tirer des leçons, ainsi que des manifestations des autres pays de l'Est. Ce qui est remarquable, compte tenu de l'exaspération de la population.

La révolte de Brasov en 1987 a été un tournant. Les gens ont compris que quand l'extérieur était au courant, cela constituait une protection pour eux. C'est à partir de ce moment-là que les dissidents ont commencé à prendre des risques plus importants, à s'exprimer, à discuter avec les journalistes étrangers, à tenter de se solidariser entre eux, etc.

◆ *Que pensez-vous des premières mesures du Front de salut national ?*

Le gouvernement a mis un terme à tous les décrets aberrants de Ceausescu, comme celui, datant des années 70, qui interdisait de parler aux étrangers et de les héberger ; le plan de "systématisation" a été arrêté ; une loi sur les partis politiques, sur les élections, sur les associations a été édictée, etc.

Ils ne pouvaient pas faire moins, et il leur était difficile de faire plus dans les circonstances actuelles. Il faut aussi tenir compte du vide politique qui règne en ce moment, à cause du régime de dictature personnelle créé par Ceausescu. Si les gens qui sont au pouvoir actuellement partent, qui va les remplacer ? Il faut cependant rester vigilant par rapport à eux. Ceci dit, compte tenu de la situation, l'équipe dirigeante ne peut être meilleure que ce qu'elle est. Sa seule légitimité, pour le moment, est d'avoir renversé Ceausescu. Mais la population reste mobilisée et est très critique.

Une des actions les plus positives du nouveau gouvernement a été d'avoir mis fin aux discriminations contre les minorités nationales et de reconnaître leurs droits spécifiques. N'oublions pas que l'étincelle de la révolte a jailli à Timisoara où existe une importante population d'origine hongroise.

◆ *Existe-t-il une hostilité réelle dans la population envers les autres nationalités, comme cela semble être le cas en Bulgarie ?*

Il ne faut pas exclure la résurgence de phénomènes de rejet en cas d'aggravation des difficultés économiques ou d'exploitation politique. Mais je pense que les rapports entre Hongrois et Roumains ont qualitativement changé. N'oublions pas que la Hongrie avait accueilli 30 000 réfugiés roumains, surtout de la minorité hongroise, mais pas uniquement.

◆ *Et le PC, qu'est-il devenu ? Que pensez-vous de sa mise hors-la-loi ?*

Je pense que cela peut engendrer beaucoup d'amertume parmi les anciens membres. Il y a peu de chances de les voir se maintenir et essayer de se reconstituer car, d'une part, ils n'osent pas et, d'autre part, ils n'ont pas de convictions politiques suffisantes qui leur permettent d'avoir une cohérence quelconque. Or, s'ils n'étaient pas des communistes convaincus, ils étaient bien des nationalistes, au sens le plus péjoratif du terme, c'est-à-dire, chauvins, anti-Hongrois, etc. A la fin des années 70, le nationalisme de Ceausescu a pris exactement les mêmes connotations idéologiques que les discours des fascistes et des Gardes de fer durant la Seconde Guerre mondiale. D'ailleurs, on a retrouvé de ces anciens militants fascistes dans les rangs du PCR.

Que le pouvoir actuel ait cédé sur ce point à la pression de la rue ne peut que s'interpréter comme un signe de faiblesse, sans compter qu'une telle mise hors-la-loi le met en contradiction avec sa volonté déclarée d'instaurer un système multipartite. ★

12 janvier 1990

Propos recueillis par
Janette Habel et Erdal Tan



Injuste cause

AVEC cette nouvelle action interventionniste, les Etats-Unis montrent clairement qu'ils sont absolument indifférents au respect du droit international établissant la libre auto-détermination des peuples et menacent sérieusement toute possibilité de trouver une paix durable dans la déjà conflictuelle région centra-méricaine.

Cette nouvelle action guerrière de l'impérialisme se situe dans le cadre de la politique du "gros bâton" appliquée depuis l'époque du président Monroe : les Etats-Unis s'auto-proclament "gardiens de la démocratie" et s'arrogent le droit d'enlever et de remettre des gouvernants selon les intérêts du grand capital. Dans ce sens, le nom donné à l'invasion de Panama — "Juste cause" — n'est pas anodin ; au contraire, il contient une charge idéologique énorme.



C'est la dixième fois dans ce siècle que l'impérialisme nord-américain envahit ou occupe le territoire panaméen. Or cela n'a changé en rien la situation de pauvreté et d'injustice sociale de la population, d'où le ridicule du discours de Bush qui agirait pour "rétablir la démocratie" dans ce pays. L'argument invoquant la lutte contre la corruption du gouvernement est tout aussi absurde, quand c'est justement par la corruption, que l'impérialisme a cherché à éviter depuis le début toute tentative de résistance civile, en offrant une poignée de dollars à ceux qui rendraient leurs armes ou donneraient des informations sur les cachettes des fonctionnaires liés à Noriega.

Plus de 300 soldats panaméens ont perdu la vie, auxquels on doit ajouter au moins 2 000 civils assassinés impunément par les troupes d'occupation. George Bush est le responsable direct de ces crimes. Il est également responsable des dommages matériels, déjà évalués à plus de trois milliards de dollars. Il est responsable des actes de violations et d'humiliation commis contre l'ambassade nicaraguayenne à Panama et contre des centai-

L'invasion de la République de Panama par les troupes nord-américaines, ordonnée par le gouvernement impérialiste de George Bush le 20 décembre dernier, constitue un coup dur pour les espoirs de paix des peuples d'Amérique latine.

Alfonso MORO

nes de civils sans défense. Enfin, il est responsable de l'arrestation et de l'emprisonnement de plus de 5 000 panaméens qui ont été transférés à la pointe du fusil dans des prisons inconnues, sans que l'on connaisse leur situation actuelle et parmi lesquels se trouvent nombre de militants sociaux et révolutionnaires de ce pays.

Quant à la situation du dictateur Manuel Noriega, il y a peu de choses à ajouter. Son rôle d'informateur de l'Agence centrale d'intelligence (CIA) depuis au moins 1976, précisément à l'époque où Bush était responsable de cet organisme méprisable, est connue ; tout comme sa participation au transit d'armes pour la Contra nicaraguayenne. Noriega est le produit direct des écoles de contre-guérilla qui fonctionnent aux Etats-Unis, c'est là qu'il a appris la plupart des méthodes de contrôle de la population qu'il a appliqué durant son gouvernement.

L'impérialisme nord-américain a employé pour son invasion tous les recours techniques que lui offre l'industrie militaire (notamment le nouveau bombardier Stealth), ainsi que les opérations de déploiement rapide conçues par les stratèges du Pentagone pour renforcer la doctrine militaire connue sous l'appellation "Conflits de basse intensité", ce qui pourrait confirmer l'intention impérialiste de ne pas limiter son agression au Panama.

Aussitôt que l'invasion a commencé, les propres forces d'occupation yankees se sont chargées de transporter Guillermo Endara dans l'une de leurs onze bases militaires sur le territoire panaméen. C'est là, en plein déploiement des troupes d'invasion que ce candidat à la présidence de la République lors de l'élection de mai dernier (élection annulée par Noriega et caractérisée par son caractère ouvertement frauduleux), est devenu président de Panama. Comment attendre de lui autre

chose que de la servilité vis-à-vis de son patron impérialiste ? Ainsi, il a très rapidement fait une déclaration publique contre les gouvernements du Nicaragua et de Cuba, les menaçant de rompre les relations diplomatiques s'ils ne reconnaissent pas immédiatement son gouvernement. Un peuple n'a guère à espérer de changements de la part de quelqu'un qui accepte d'être nommé président dans un territoire occupé, alors qu'on est en train de massacrer la population ; de quelqu'un qui a rejeté toute possibilité de juger Noriega sur le territoire panaméen, en arguant que les garanties juridiques suffisantes n'existaient pas.



Cette nouvelle escalade interventionniste a eu lieu seulement quelques semaines après la rencontre de Malte entre Bush et Gorbatchev. Le fait que Bush ait décidé de lancer l'invasion maintenant serait alors lié à son désir de montrer clairement que l'Amérique latine continue à être l'"arrière-cour" de l'impérialisme.

Le débarquement des 24 000 marines doit aussi être compris comme une agression ouvertement provocatrice qui cherche à apporter la mort et la désolation à l'ensemble de la région. Il n'est pas surprenant que le seul président latino-américain ayant appuyé ouvertement l'intervention soit le salvadorien Cristiani. Pour les forces démocratiques et révolutionnaires, l'invasion de Panama doit représenter un signal d'alerte. Il est clair que le prochain objectif impérialiste sera la révolution nicaraguayenne ou salvadorienne.

L'arrivée à échéance du délai établi par les accords Torrijos-Carter de 1977, selon lesquels le canal de Panama devra passer à l'administration exclusive de ce pays dès 2000 est remise en question par l'invasion de décembre ; l'intervention impérialiste hypothèque l'engagement de l'administration nord-américaine à respecter ces accords. Ce sera sans doute le coût le plus lourd payé par le peuple panaméen. De ce fait, il est urgent de mobiliser toutes les forces afin d'exiger la sortie des troupes d'occupation du territoire panaméen. Il n'y a que le peuple de Panama qui ait le droit de décider de son destin. ★